Compte rendu d'activité d'Europol

Rapport général sur les activités d'Europol

La Haye, 7 mai 2012

Fichier n° 1423-74r2

Table des matières

Avant-propos

Résumé

1. Au sujet d'Europol

1.1 Mission, priorités et vision
1.2 Ressources
1.3 Nouveau siège d'Europol

2. Fonctionnement d'Europol

2.1 Unités nationales Europol
2.2 Conseil d'administration d'Europol
2.3 Infrastructure de communication sécurisée
2.4 Système d'information Europol
2.5 Application de réseau d'échange sécurisé d'informations
2.6 Analyse criminelle
2.7 Pôle européen d'expertise en matière de répression de la criminalité
2.8 Délégué à la protection des données

3. Activités opérationnelles d'Europol

3.1 Stupéfiants
3.2 Traite des êtres humains
3.3 Aide à l'immigration clandestine
3.4 Centre Europol de lutte contre la cybercriminalité
3.5 Criminalité liée à la propriété intellectuelle
3.6 Contrebande de cigarettes
3.7 Contrefaçon de l'euro
3.8 Fraude à la TVA
3.9 Blanchiment d'argent et dépistage des avoirs
3.10 Groupes criminels organisés mobiles
3.11 Gangs de motards
3.12 Terrorisme

4. Champ d'action d'Europol

4.1 Services répressifs des États membres de l'Union
4.2 Coopération extérieure d'Europol
4.3 Conférence des chefs de police européens

5. Avancées

5.1 Stratégie et objectifs
5.2 Perspectives

Annexe 1: Les plaques tournantes européennes de la criminalité

Avant-propos

Les activités des réseaux de criminalité organisée sont aujourd'hui plus complexes, plus diversifiées et plus internationales que jamais. Les terroristes sont de plus en plus inspirés par des événements survenus loin de leur pays, et conspirent par-delà les frontières pour préparer des attaques. Facilitée par l'internet, la criminalité organisée continuera d'augmenter en parallèle avec l'essor de la diffusion de l'internet à haut débit et des appareils mobiles, et elle s'étendra à de nouveaux délinquants et à de nouvelles victimes dans des régions du monde où l'accès à l'internet était auparavant limité. Malgré tous leurs efforts, les services répressifs locaux et nationaux à travers l'UE ne peuvent remporter la victoire à eux seuls. Une approche multilatérale est indispensable, et le rôle crucial d'Europol dans ce domaine bénéficie d'une reconnaissance croissante.

Le compte rendu d'Europol 2011[1] nous offre l'opportunité de dresser un bilan de nos réalisations, mais également d'examiner les défis et les opportunités qui nous attendent. J'ai l'impression que la dynamique d'Europol s'accroît considérablement, nos partenaires opérationnels étant plus engagés et nos parties prenantes stratégiques nous accordant une attention plus importante.

L'inauguration de notre nouveau siège à La Haye ressort comme l'un des moments-clés de l'année 2011. Cet extraordinaire nouvel édifice a été construit spécialement pour offrir des installations de pointe, y compris pour notre centre opérationnel, qui est responsable de la coordination des échanges de renseignements en matière criminelle avec nos partenaires des services répressifs internationaux. Nos nouvelles installations ont été mises à l'épreuve pour la première fois lors des tragiques attaques qui ont frappé la Norvège, à la suite desquelles nous avons activé le «réseau de première intervention», rassemblant des experts en matière de lutte antiterroriste provenant de huit États membres afin d'apporter un soutien considérable aux enquêteurs norvégiens.

Il ne s'agit là que d'un seul exemple de l'activité principale d'Europol: offrir aux services répressifs européens un soutien opérationnel 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. En 2011 nous avons apporté notre aide dans plus de 13 500 affaires transfrontalières, soit une augmentation de plus de 17 % par rapport à 2010. Notre étroite collaboration avec nos partenaires des services répressifs internationaux s'est traduite par la réussite de nombreuses opérations et par le démantèlement de plusieurs réseaux de criminalité organisée; certaines de ces opérations sont présentées dans ce compte rendu d'activité.

La première conférence des chefs de police européens, qui a réuni ministres, hauts responsables des services de police, experts et représentants de nos agences partenaires, était programmée de manière à coïncider avec l'inauguration de notre nouveau siège. À la suite d'un débat de grande ampleur, des conclusions communes ont été formulées, ainsi que de futures lignes directrices pour la prévention et la lutte contre les formes graves de criminalité organisée et de terrorisme en Europe. Celles-ci ont été globalement reprises dans les conclusions et les recommandations figurant dans l'évaluation par Europol de la menace que représente la criminalité organisée au sein de l'UE (OCTA). Cette évaluation a jeté les bases de la première série de priorités fixées par l'intermédiaire du nouveau cycle d'élaboration des politiques de l'Union en matière de lutte contre la grande criminalité internationale et organisée, au sein duquel Europol joue un rôle important. En janvier 2012, les États membres et les agences partenaires de l'UE commencent à mettre en œuvre des plans d'action multilatéraux en vue d'apporter des réponses appropriées dans ces domaines prioritaires en matière de criminalité.

La Commission européenne est sur le point de proposer un nouveau statut juridique pour Europol, basé sur l'article 88 du traité de Lisbonne. Je suis persuadé que ceci constitue une excellente opportunité d'améliorer la responsabilité démocratique d'Europol, ainsi que

[1] La présentation du *Compte rendu d'Europol – Rapport général sur les activités d'Europol* est effectuée conformément à l'article 37, paragraphe 10, point c de la décision du Conseil relative à Europol. Le rapport est présenté au Conseil de l'Union européenne, aux fins de visa, et le Conseil le transmet au Parlement pour information.

l'efficacité de cet office. La première étape de ce processus, l'évaluation indépendante de la mise en œuvre de la base juridique actuelle d'Europol, la décision du Conseil relative à Europol (DCE), est en cours. Cette évaluation devrait permettre de tirer les enseignements nécessaires de la mise en œuvre de la DCE et de recenser des occasions d'améliorer ultérieurement le travail d'Europol.

Quoi que nous réserve l'avenir, l'activité principale d'Europol demeure la lutte contre les réseaux criminels et terroristes internationaux. Les informations contenues dans le compte rendu d'activité d'Europol 2011 montrent que nous sommes plus que jamais capables de relever les défis actuels en matière de répression, et que nous sommes donc mieux préparés à aborder ceux qui nous attendent à l'avenir.

Rob Wainwright
Directeur d'Europol

Résumé

Le rôle d'Europol est d'apporter un soutien aux services répressifs de l'UE, en offrant une plate-forme d'échange et d'analyse de renseignements en matière criminelle, afin de rendre l'UE plus sûre pour tous ses citoyens.

Le compte rendu annuel d'Europol présente à la large communauté de parties prenantes liées à l'office des informations relatives à ses activités et à ses réalisations. On compte parmi celles-ci le soutien aux États membres et aux institutions de l'UE dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques, le développement d'Europol en tant qu'organisation, et, aspect le plus important, la lutte contre les activités des organisations criminelles et terroristes.

1. Au sujet d'Europol

Du point de vue de l'organisation, l'événement le plus important de l'année 2011 a été le déménagement vers un nouveau siège. Le présent rapport présentera le déplacement du personnel et des opérations d'Europol vers le nouvel édifice, une opération de grande envergure qui a nécessité une planification et une gestion considérables afin de maintenir une capacité opérationnelle totale d'un bout à l'autre du processus. Les nouvelles installations et l'équipement professionnel disponibles s'inscrivent dans la logique de l'exigence de prévoyance et de proactivité dans les domaines de la technologie et de l'innovation, ce qui peut faire la différence en matière de répression.

2. Fonctionnement d'Europol

Expertise en matière de répression

Le présent rapport décrit le développement de nouveaux outils de collaboration au sein d'Europol, tels que la plate-forme Europol pour les experts (EPE), qui offre des forums en ligne destinés aux experts, dans des domaines tels que la protection de témoins, les enlèvements et les homicides. Ces outils permettent une collaboration et un échange d'idées en ligne. De nouvelles plates-formes en ligne destinées à d'autres domaines d'expertise, en cours de développement, sont également énumérées dans le présent rapport.

Le réseau d'équipes de conseillers d'Europol (EuNAT) offre un lien permanent avec les services répressifs afin de permettre une coopération immédiate en réponse à des situations d'urgence. Ces équipes sont compétentes en matière d'enlèvements, d'encadrement des informateurs, de protection des témoins, etc. Le présent compte rendu offrira plus d'informations à ce sujet.

Une activité permanente

Le centre opérationnel d'Europol, actif 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, joue le rôle de pôle d'échange de données entre Europol, les États membres et les acteurs tiers. Le présent rapport présente des infomations plus approfondies sur ce centre ainsi que sur les nouvelles salles des opérations d'Europol.

Tous les services opérationnels et informatiques d'Europol sont à la disposition des États membres sans interruption. Un bureau mobile est également disponible pour apporter un soutien sur le terrain aux opérations des États membres, en offrant une connexion en direct avec les bases de données et les plates-formes pour experts d'Europol.

En 2011, l'offre de services de soutien opérationnel a augmenté de 17 % par rapport à l'année précédente. Les enquêteurs dont les opérations ont bénéficié du soutien d'Europol ont exprimé des opinions très favorables. Des statistiques et des détails spécifiques relatifs au soutien opérationnel seront présentés dans la partie 3 du présent rapport.

Communications

Les plates-formes les plus importantes permettant aux États membres et aux partenaires opérationnels de communiquer avec Europol sont le système d'information Europol (SIE) et l'application de réseau d'échange sécurisé d'informations (SIENA). Le présent compte rendu explique quel profit les États membres tirent des différents outils de communication offerts par Europol pour remplir leurs objectifs en matière de répression.

Analyse

Les capacités d'analyse d'Europol s'appuient sur des analystes professionnels experimentés utilisant la meilleure technologie disponible, mise au service des services répressifs dans toute l'UE ainsi qu'à l'extérieur de ses frontières. Le présent compte rendu aborde le système d'analyse Europol (SAE) et le réseau de criminalistique informatique (RCI), qui sont les principaux outils utilisés par les analystes opérationnels.

L'analyse stratégique est également une pierre angulaire de l'approche d'Europol. Les rapports les plus importants sont le rapport sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'Union européenne (TE-SAT), qui dresse un état des lieux du terrorisme à l'attention du Parlement européen et du Conseil, et l'évaluation de la menace que représente la criminalité organisée (OCTA), qui est une composante clé du modèle européen de renseignement en matière de criminalité; ces rapports fournissent une base pour la définition des priorités de l'UE en matière de criminalité. L'OCTA sous sa forme actuelle a été publiée pour la dernière fois en 2011, et la révision de la méthode d'évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée (SOCTA) a été entamée dans le cadre du nouveau cycle stratégique en matière de grande criminalité organisée.

3. Activités opérationnelles d'Europol

Au cours de l'année 2011, Europol a apporté son soutien aux services répressifs à travers l'UE en matière d'activités de lutte contre la criminalité dans tous ses secteurs de compétence. Le chapitre 3 du présent rapport présente des résultats ainsi que des informations spécifiques relatives au type de soutien offert et aux résultats des nombreuses opérations de police à travers l'Europe et parfois au-delà de ses frontières.

3.1 Stupéfiants

Le soutien opérationnel d'Europol comprend la coordination et la mise en œuvre d'enquêtes criminelles en matière de stupéfiants, ainsi que l'assistance sur le terrain des services répressifs européens lors du démantèlement d'installations de production de drogues de synthèse illicites et lors de la collecte de preuves. Le système Europol de comparaison des laboratoires illicites (EILCS) et le système Europol pour les drogues de synthèse (ESDS) sont deux des outils utilisés lors de ces opérations, et ils sont présentés dans le présent rapport. Les stupéfiants saisis par les autorités comprennent la cocaïne, les amphétamines, le cannabis, l'ecstasy et l'héroïne.

Les succès obtenus dans d'importantes opérations de lutte contre les stupéfiants sont présentés de manière plus approfondie dans le présent compte rendu, y compris l'**opération De-Bads** (amphétamines, cannabis, ecstasy), l'**opération Aigle 35/Vortice Due** (cocaïne), l'**opération Salonica** (cocaïne et cannabis), le **sous-projet Watani** (héroïne) et l'**opération Mango** (cannabis et contrefaçon de l'euro).

3.2 Traite des êtres humains

En 2011, Europol a apporté un soutien actif à 22 enquêtes de haut niveau en matière de traite des êtres humains. Dans certaines de ces affaires, un soutien opérationnel sur le terrain était offert au moyen du bureau mobile. On notera par exemple l'**opération Veerde**, à laquelle ont pris part la République tchèque et le Royaume-Uni, et qui a mené à 11 arrestations.

3.3 Aide à l'immigration clandestine

Au cours de l'année 2011, Europol a apporté son soutien à neuf opérations européennes de grande envergure ciblant des réseaux criminels d'aide à l'immigration clandestine. Parmi celles-ci, l'**opération Cestia** (aide au passage illicite de citoyens afghans), l'**opération Schwarz/White** (citoyens vietnamiens) et l'**opération Truck** (citoyens chinois). Par ailleurs, Europol fait partie de deux équipes communes d'enquête (ECE) en matière d'aide à l'immigration clandestine. Le présent compte rendu présente ce sujet de manière plus détaillée.

3.4 Centre Europol de lutte contre la cybercriminalité

Le centre de criminalité high-tech d'Europol a été fondé en 2002, et son champ d'action a été élargi pour inclure l'expertise dans d'autres domaines spécialisés, en vue d'instituer le **Centre Europol de lutte contre la cybercriminalité** en 2011. Cela permet aux spécialistes de la criminalité en ligne d'offrir des mesures plus ciblées et plus efficaces dans les domaines de l'exploitation sexuelle des enfants, de la fraude aux cartes de paiement et de la cybercriminalité – domaines dans lesquels l'internet joue un rôle clé. En 2011, Europol a apporté son soutien à d'importantes opérations de lutte contre la cybercriminalité telles que **Crossbill** (logiciels malveillants) et **Mariposa II** (réseau zombie «papillon»). En matière d'exploitation en ligne des enfants, Europol a soutenu l'**opération Rescue**, qui a réussi à démanteler un réseau mondial de délinquants pédosexuels. Il s'agissait d'une affaire très médiatisée impliquant 14 pays, et les enquêtes sont encore en cours. L'**opération Icarus** est un autre exemple d'opération de ce type, impliquant 23 pays.

3.5 Criminalité en matière de propriété intellectuelle

Europol est actif dans le soutien, la formation et la sensibilisation des États membres dans le domaine de la violation des droits de propriété intellectuelle (DPI), qui concerne des secteurs tels que ceux des aliments ou des pesticides de contrefaçon. Le succès de l'**opération Opson** (10 pays), qui a porté sur des boissons et des aliments contrefaits, est décrit dans le présent compte rendu. L'**opération Leatherface** (Espagne) a également bénéficié du soutien d'Europol.

3.6 Contrebande de cigarettes

Europol vient en aide aux services répressifs dans leur lutte contre la fabrication et la distribution illégales de cigarettes et de produits du tabac, cette contrebande coûtant à l'UE environ 10 milliards d'euros par an en perte de revenus. L'**opération Tsar** (6 pays) a mené au démantèlement d'un vaste réseau criminel faisant passer des cigarettes de contrebande de l'Ukraine vers le Royaume-Uni.

3.7 Contrefaçon de l'euro

Europol a pour mission de prévenir et de combattre le faux monnayage, et l'office offre à cette fin une large gamme de produits et de services décrits dans le présent compte rendu. L'**opération Gazeta** (Pologne) a mené au démantèlement d'une des plus grandes imprimeries de faux billets en Europe, et l'**opération Chipmunk** a été un succès pour les autorités belges. Europol a également pris part à l'équipe commune d'enquête **Limòn**, visant à lutter contre le faux monnayage d'euros et le *skimming* (détournement) de cartes bancaires.

3.8 Fraude à la TVA

Le coût de la fraude à la TVA pour les États membres de l'UE est estimé à environ 60 milliards d'euros par an. La fraude intracommunautaire à l'opérateur défaillant (MTIC) est une forme de fraude fiscale organisée qui exploite le régime en matière de TVA des États membres. Le projet d'analyse d'Europol sur la fraude MTIC offre la seule base de données d'envergure européenne stockant des informations concernant cette forme de criminalité. Au cours de l'année 2011, Europol a soutenu l'**opération Jacquo** qui visait la fraude à la TVA.

3.9 Blanchiment d'argent et dépistage d'avoirs

La criminalité organisée génère une quantité considérable de revenus illicites, et Europol apporte son soutien aux États membres dans les domaines de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, ainsi que du dépistage d'avoirs liés à la criminalité.

L'**opération Spectre II** est un exemple d'opération de ce type, soutenue par Europol en 2011 et décrite dans le présent rapport.

3.10 Groupes criminels organisés mobiles

Les groupes criminels organisés mobiles (GCOM) ont fait de plus en plus parler d'eux en 2011, et ils sont principalement actifs dans les domaines de la fraude et de la criminalité contre les biens. Europol a soutenu quatre opérations transfrontalières contre les GCOM en 2011, tant pour des États membres de l'UE que pour des pays tiers; des descriptions détaillées de ces opérations figurent dans le présent rapport.

3.11 Gangs de motards

Le projet de surveillance spécialisée «Monitor» d'Europol contribue à prévenir et à lutter contre les activités des gangs de motards. Europol apporte un soutien à ses partenaires des services répressifs dans le maintien de l'ordre lors d'importants événements de la communauté motocycliste, tels que le World Run du HAMC (Hells Angels Motorcycle Club) en 2011 à Laconia, États-Unis.

3.12 Terrorisme

Le terrorisme représente toujours une grave menace pour l'Union européenne. En 2011, Europol a continué d'apporter son aide aux États membres dans leur lutte contre le terrorisme en mettant à leur disposition une gamme de produits et de services. Le soutien est offert sous la forme d'analyse et de produits analytiques, d'une évaluation des menaces, d'un échange d'informations et du rapport annuel sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'Union européenne (TE-SAT), qui présente des faits et des chiffres relatifs aux arrestations de terroristes au sein de l'UE ainsi qu'aux nouvelles tendances en matière d'activité terroriste.

Le présent rapport fournit des informations supplémentaires sur le réseau de première intervention, le réseau européen d'élimination d'engins explosifs (EEODN), et le système européen de données sur les attentats à la bombe (EBDS). D'autres domaines spécialisés comprennent le programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) et le projet «Check the Web».

4. Champ d'action d'Europol

Europol est relié aux unités nationales Europol dans chacun des 27 États membres de l'UE, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et l'office organise régulièrement des événements de sensibilisation et de formation, des tournées de présentation et des séminaires afin de mieux faire connaître ses services et son expertise.

Europol coopère par ailleurs au-delà des frontières de l'UE, avec 18 pays tiers, neuf organes et agences de l'UE, et trois autres organisations internationales (chacune de ces institutions est mentionnée dans le présent rapport). La coopération avec Interpol et des agences de l'UE telles qu'Eurojust, le CEPOL et Frontex étend de manière considérable le champ d'action global d'Europol.

5. Avancées

La stratégie d'Europol pour la période 2010-2014 constitue toujours le cadre de référence pour les affaires quotidiennes, épaulant au mieux la coopération européenne en matière de répression.

Europol participe de manière plus constante à la mise en œuvre de la politique de sécurité intérieure de l'UE, grâce aux changements apportés par le traité de Lisbonne, au nouveau

statut juridique d'Europol en tant qu'agence de l'UE depuis 2010, mais également grâce à la stratégie de l'office proprement dit ainsi qu'à l'amélioration de ses capacités.

En 2011, une évaluation de la mise en œuvre de la décision du Conseil relative à Europol ainsi que des activités d'Europol a été mise en œuvre sous la supervision du conseil d'administration. Cet exercice, une fois achevé en 2012, sera mis à profit pour la réalisation de l'analyse d'impact effectuée par la Commission européenne, et débouchera à terme sur un futur règlement relatif à Europol, qui remplacera la décision du Conseil.

Sans préjudice de ces nouvelles possibilités stratégiques, l'objectif premier d'Europol demeure de soutenir la communauté répressive européenne, dans le but de combattre et de démanteler les grands groupes criminels organisés et terroristes. La communauté répressive tout entière doit faire preuve d'innovation dans ses politiques, ses instruments et ses tactiques afin de suivre le rythme des développements mondiaux et de garder une longueur d'avance sur les criminels.

Au regard de la sophistication toujours croissante des activités criminelles, tout effort local ou même national visant à s'attaquer seul à la criminalité organisée et au terrorisme international est voué à n'aboutir qu'à un succès limité. Europol peut donc jouer, avec les États membres de l'UE et ses organisations partenaires, un rôle de plus en plus important dans la sauvegarde de la sécurité intérieure de l'UE.

Le renforcement d'Europol a pour corollaire des enquêtes plus efficaces et une meilleure protection des citoyens de l'UE contre les menaces que représentent la grande criminalité internationale et le terrorisme.

1. Au sujet d'Europol

1.1 Mission, priorités et vision

En tant qu'office chargé de la répression dans l'Union européenne, Europol a pour mission d'apporter son soutien aux États membres dans la prévention et la lutte contre toutes les formes de grande criminalité internationale et de terrorisme. Son rôle est de contribuer à la réalisation d'une Europe plus sûre, pour le bien de tous les citoyens européens, en appuyant les autorités répressives européennes par le biais de l'échange et de l'analyse de renseignements en matière de criminalité.

Les réseaux criminels et terroristes de grande envergure constituent une menace importante pour la sécurité intérieure de l'Union européenne et pour la sûreté et le quotidien de sa population. Les principales menaces pour la sécurité proviennent du terrorisme, du trafic international de stupéfiants, de la traite des êtres humains, de la contrefaçon de produits, de l'euro et des cartes de paiement, de la fraude, de la corruption et du blanchiment d'argent, ainsi que d'autres activités liées à la présence d'organisations criminelles dans l'économie. De nouveaux dangers sont également en train de s'accumuler, sous la forme de la cybercriminalité, de la fraude à la TVA et d'autres formes de criminalité sophistiquées qui utilisent dans des buts répréhensibles la technologie moderne et les libertés qu'offre le marché intérieur de l'UE. Nombre de ces domaines ont été déclarés prioritaires par le Conseil de ministres de l'UE, et Europol élabore une réponse novatrice à ces dangers.

La perspective d'Europol est de contribuer à une Europe plus sûre en apportant le meilleur soutien possible aux autorités répressives des États membres. L'office y parviendra en proposant un ensemble unique de services opérationnels à l'Union européenne, en développant essentiellement:

- un centre de support pour les opérations répressives;
- un centre d'information sur la criminalité;
- un pôle d'expertise en matière de répression de la criminalité.

En plus de suivre les priorités du cycle d'élaboration des politiques, Europol dispose de la stratégie de sécurité intérieure de l'Union européenne (SSI), document essentiel qui façonne la politique européenne à long terme dans le domaine de la répression. Cette stratégie définit les différents aspects de la politique de sécurité intérieure de l'UE et dresse la liste des orientations stratégiques de l'action. Elle est complétée par une communication de la Commission européenne[2] qui vise à encourager sa mise en œuvre. La communication identifie cinq objectifs dans le domaine de la sécurité. Trois d'entre eux — à savoir le démantèlement des réseaux criminels, la prévention du terrorisme et la sécurité du cyberespace — sont largement couverts par le mandat d'Europol[3]. Les actions que propose la Commission en vue d'atteindre les objectifs reflètent les champs d'expertise bien établis d'Europol. Les deux documents confèrent à Europol un rôle important dans la mise en œuvre et lui accordent d'importantes possibilités de développement supplémentaire pour les années à venir, les activités de police fondées sur le renseignement y étant considérées comme un concept fondamental.

Europol a contribué, aux côtés de Frontex et d'Eurojust, au premier compte rendu annuel sur la stratégie de sécurité intérieure, présenté en novembre 2011.

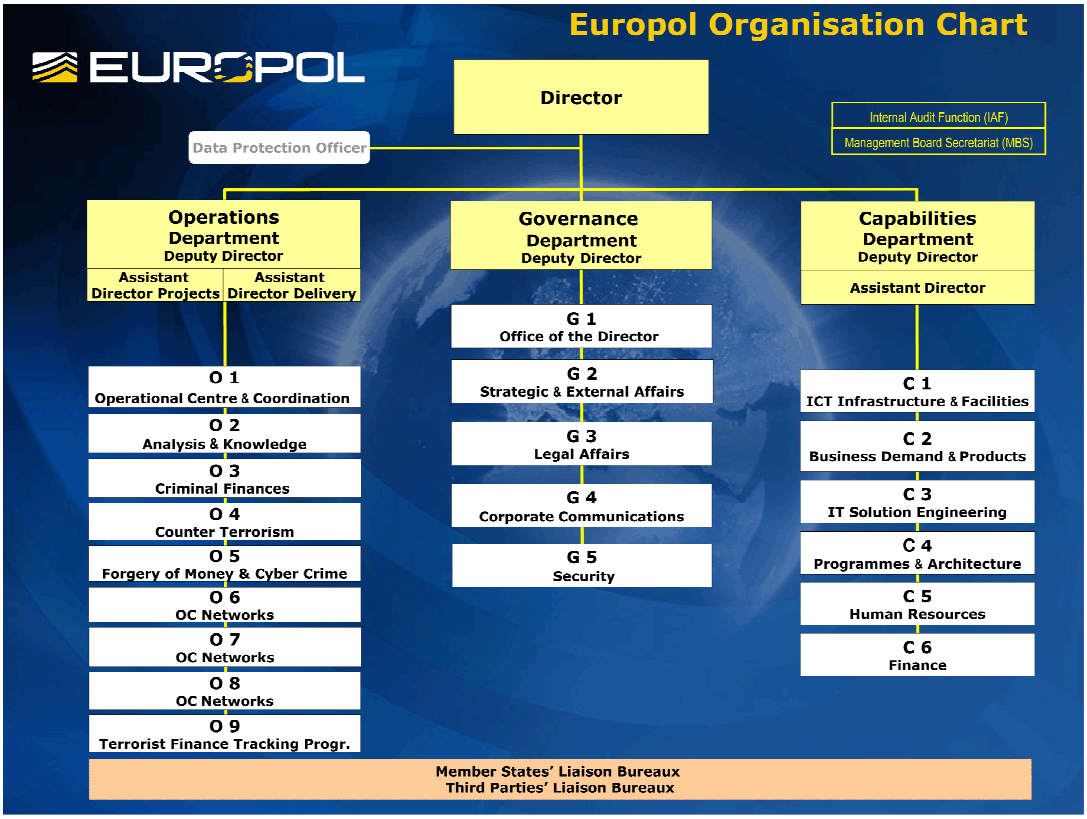
[2] Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil intitulée «La stratégie de sécurité intérieure de l'UE en action: cinq étapes vers une Europe plus sûre» COM(2010) 673 final.

[3] Tel que décrit en détail dans l'annexe de la décision du Conseil du 6 avril 2009 portant création de l'Office européen de police (Europol) (2009/371/JAI).

1.2 Ressources

Europol utilise ses capacités d'information sans équivalent et l'expertise de 777 agents, y compris 92 analystes, pour identifier et surveiller les réseaux criminels et terroristes les plus dangereux d'Europe. Les services répressifs, représentés auprès d'Europol par 145 officiers de liaison Europol travaillant conjointement avec le centre opérationnel de haute sécurité d'Europol (qui fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7) et ses bases de données sécurisées, ont réussi à démanteler de nombreux réseaux criminels et terroristes, à arrêter des milliers de dangereux criminels, à recouvrir des millions d'euros et à sauver des centaines de victimes de la criminalité, y compris des enfants victimes de la traite et d'abus.

Europol est financé par le budget communautaire de l'UE. Le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen stautent sur la le budget d'Europol, sur la base de propositions de la Commission européenne et du conseil d'administration d'Europol. En 2011, le budget d'Europol s'est élevé à 84,8 millions d'euros.



Organigramme d'Europol		
Délégué à la protection des données	Directeur	Fonction d'audit interne (FAI)
Directeur adjoint Département des opérations	Directeur adjoint Département de la gouvernance	Secrétariat du conseil d'administration (SCA)
Adjoints au directeur pour les projets	G 1 Bureau du directeur	C 1 Infrastructures et installations TIC
Adjoint au directeur pour la mise en oeuvre	G 2 Affaires stratégiques et externes	C 2 Produits et demande opérationnelles

O 1 Centre opérationnel et coordination	G3 Affaires juridiques	C 3 Ingénierie de solutions informatiques
O 2 Analyse et renseignement	G 4 Communications d'entreprise	C 4 Programmes et architecture
O 3 Activités financières à caractère criminel	G 5 Sûreté	C 5 Ressources humaines
O 4 Lutte antiterroriste		C 6 Finance
O 5 Contrefaçon, argent et cybercriminalité		
O 6 Réseaux de CI		
O 7 Réseaux de CI		
O 8 Réseaux de CI		
O 9 Programme de surveillance des finances du terrorisme		
Bureaux de liaison des États membres		
Bureaux de liaison des acteurs tiers		

Éléments de base concernant Europol (2011)

Siège: La Haye, Pays-Bas

Effectif : 777 agents au siège,
dont 145 officiers de liaison Europol

Budget: 84,8 millions d'euros

Au service de: 27 États membres de l'UE et 500 millions de citoyens européens

À l'appui de: 13 697 affaires criminelles transfrontalières.

1.3 Nouveau siège d'Europol

Le 1er juillet 2011, Sa Majesté la reine Béatrix des Pays-Bas a officiellement inauguré le nouveau siège d'Europol à La Haye. Des centaines de hauts responsables des services de police, de personnalités de marque et de dignitaires ont assisté à la cérémonie d'inauguration, aux côtés des membres du personnel d'Europol et d'autres invités.

La reine Béatrix a dévoilé une plaque commémorant l'inauguration officielle et a visité les nouveaux locaux, guidée par Rob Wainwright, directeur d'Europol, qui lui a montré le laboratoire des stupéfiants et l'unité de lutte contre la cybercriminalité.

Le nouveau siège est situé dans la zone internationale de La Haye, à proximité du tribunal pénal international des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. L'édifice, d'une superficie de 32 000 m², a été bâti sous la responsabilité de l'agence des immeubles gouvernementaux des Pays-Bas et conçu par le bureau d'architecture Quist Wintermans.

Les installations et l'équipement de pointe de nos nouveaux locaux reflètent l'ambition d'Europol d'être une organisation dynamique et moderne, créée pour protéger et servir les citoyens de l'UE par le soutien que nous apportons à nos partenaires des services répressifs.

Monument à la mémoire des agents européens des forces de l'ordre

Les officiers de police de l'UE morts dans l'exercice de leurs fonctions ont été honorés en 2011, avec un nouveau monument dédié aux forces de l'ordre situé au siège d'Europol.

Cette sculpture en acier, exposée au centre du nouveau siège de l'office, a été créée par l'artiste hongroise Apolka Erős et offerte à Europol par la police nationale de Hongrie durant la présidence hongroise du Conseil de l'UE.

L'inauguration du monument s'est faite à l'occasion de la conférence des chefs de police européens, et a été suivi d'une minute de silence observée par les quelque 250 chefs de police et hauts représentants des services de police venus des quatre coins de l'Europe, ainsi que par le personnel d'Europol.

2. Fonctionnement d'Europol

Les groupes criminels et terroristes internationaux opèrent dans le monde entier et utilisent les technologies les plus récentes. Pour garantir une réponse efficace et coordonnée, Europol doit faire preuve de tout autant de souplesse et d'innovation et s'assurer que ses méthodes et outils sont à jour. L'Office entretient donc des bases de données et des canaux de communication modernes, constituant des équipements rapides et sûrs pour stocker, rechercher, visualiser, analyser et relier des informations essentielles. Le recueil, l'analyse et la diffusion de ces informations impliquent un échange de grandes quantités de données à caractère personnel. Dans l'exercice de ses fonctions, Europol respecte les normes les plus strictes en matière de protection et de sécurité des données.

Tous les services et bases de données d'Europol sont disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. En outre, l'Office dépêche des experts et propose ses services par le biais d'un bureau mobile sur le terrain, à la demande des États membres.

Le centre opérationnel d'Europol en service 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 est le point central d'échange de données entre Europol, les États membres et les tiers. Le centre opérationnel remplit essentiellement cinq fonctions:

- Le service de vérification croisée centralisée: les données entrantes sont rapidement recoupées avec toutes les données existantes, et les informations opérationnelles sont traitées au sein du système Europol à l'aide de fichiers de travail aux fins d'analyse axés sur une forme de criminalité donnée. Si des fichiers de travail aux fins d'analyse donnent des résultats positifs, ces informations sont synthétisées dans un rapport analytique, et un retour d'information rapide soulignant les liens est remis à la partie dont émane l'information dans le but d'identifier de nouvelles tendances et de nouveaux développements au sein du paysage de la criminalité de l'Union européenne. Environ un quart des demandes opérationnelles envoyées à Europol entraînent déjà l'intervention du centre opérationnel.
- Le centre opérationnel peut stocker certaines données pendant une durée limitée afin de déterminer si elles sont pertinentes dans le cadre de la mission d'Europol et doivent être incluses dans le système d'information Europol ou dans les fichiers de travail aux fins d'analyse.
- L'aide à l'analyse dans des affaires «thématiques»: Europol peut désormais analyser rapidement des cas et des données couvrant plusieurs projets d'analyse existants.
- La communication avec les tiers: le centre opérationnel traite tous les échanges d'informations avec les tiers, s'assurant que les données sont transmises au projet idoine pour un traitement ultérieur et que le contributeur initial reçoit une réponse opportune et exacte.
- L'aide au maintien de l'ordre lors des grandes manifestations: le centre opérationnel coordonne l'aide qu'Europol peut apporter au maintien de l'ordre lors des grandes manifestations, c'est-à-dire les rassemblements culturels, politiques, économiques ou sportifs de premier plan au niveau international qui représentent une cible ou une opportunité pour la criminalité et le terrorisme. C'est ainsi qu'en 2011, Europol a apporté son aide dans le cadre du championnat du monde de hockey sur glace en Slovaquie, du championnat EuroBasket en Lituanie, de la préparation du championnat d'Europe de football 2012 en Pologne et en Ukraine, et de la préparation des Jeux olympiques de Londres.

Nouvelles salles des opérations

Deux semaines à peine après le déménagement du personnel vers le nouveau siège d'Europol le 1er juin, un centre de coordination pour l'opération Truck a été hébergé dans une des nouvelles salles des opérations. L'opération Truck ciblait un réseau chinois impliqué

dans l'aide à l'immigration clandestine à destination du Royaume-Uni. Des officiers envoyés par la France, par le Portugal et par Eurojust ont rejoint le personnel d'Europol dans un environnement de travail entièrement neuf, une des trois salles des opérations spécialement construites offrant à Europol une plus grande capacité d'accueil d'opérations et de fourniture d'autres formes de soutien opérationnel.

Au cours de l'opération, six arrestations ont été effectuées en France, tandis qu'au Portugal des locaux ont été perquisitionnés, d'importantes preuves ont été recueillies et six autres personnes ont été arrêtées. Les biens saisis comprenaient des documents, de l'argent, des relevés bancaires, des téléphones portables et d'autres preuves.

De nombreuses autres opérations ont par la suite été menées dans les salles des opérations d'Europol. L'opération la plus réussie à l'heure actuelle est l'opération Night Clone, menée par l'Italie et appuyée par la Bulgarie, la Pologne, l'Espagne et les États-Unis. Cette opération ciblait un groupe criminel organisé basé en Bulgarie, mais actif à l'échelle mondiale, responsable de fraudes estimées à environ 50 millions d'euros.

Le 6 juillet, Europol a accueilli l'équipe de commandement pour la journée d'action, qui a vu le déploiement de plus de 200 policiers à travers toute l'Europe. Des membres du personnel d'Europol, ainsi qu'un bureau mobile Europol, étaient présents en Bulgarie pour faciliter l'échange rapide et sûr de renseignements. Au cours de la journée d'action, **les autorités bulgares ont procédé à l'arrestation des criminels présumés, à des perquisitions de véhicules et de domiciles, et à la collecte de preuves**. Plus de 60 personnes ont été arrêtées, et un groupe criminel organisé actif en Europe, en Amérique et en Afrique a été démantelé.

2.1 Unités nationales Europol (UNE)

Chaque État membre de l'UE possède une unité nationale Europol (UNE), qui est un organe de liaison entre Europol et les autorités compétentes de l'État membre de l'UE. Les responsables des UNE se réunissent régulièrement afin d'offrir des conseils à Europol et à son conseil d'administration concernant des questions opérationnelles ainsi que d'autres sujets.

Chaque UNE assiste au moins un officier de liaison Europol, qui dispose de son propre bureau de liaison dans notre siège. Chaque bureau de liaison fait partie de l'unité nationale du pays correspondant, et représente les intérêts de ce pays auprès d'Europol conformément à la législation nationale de l'État membre d'origine.

Les officiers de liaison des États membres assurent un lien permanent entre le siège d'Europol à La Haye et les 27 UNE dans les capitales nationales des États membres de l'UE. Ce réseau unique de 145 officiers de liaison joue un rôle important dans les activités quotidiennes des services répressifs en facilitant l'échange d'informations, ainsi qu'en aidant et en coordonnant les enquêtes en cours.

Europol accueille également des officiers de liaison de 10 pays et organisations n'appartenant pas à l'UE mais qui collaborent avec Europol sur la base d'accords de coopération[4].

Ce réseau est soutenu par des canaux de communication sécurisés fournis par Europol. En outre, Europol dispose de deux officiers de liaison détachés, l'un à Washington, DC, et l'autre auprès du siège d'Interpol à Lyon, France.

[4] Albanie, Australie, Canada, Colombie, Croatie, Islande, Norvège, Suisse, Interpol, et les services répressifs suivants des États-Unis: bureau des alcools, tabacs, armes à feu et explosifs (ATF); administration de répression des narcotiques (DEA); services secrets (USSS); bureau fédéral d'enquête (FBI); autorité de répression en matière d'immigration et de douanes (ICE) et administration fiscale (IRS).

2.2 Conseil d'administration d'Europol

Le conseil d'administration d'Europol fournit des orientations stratégiques et supervise l'action du directeur ainsi que la mise en œuvre des tâches de l'office. Il comprend un représentant de haut rang de chaque État membre ainsi que de la Commission européenne, et prend des décisions à la majorité des deux tiers, chaque membre disposant d'une voix.

Le conseil d'administration se réunit plusieurs fois par an afin de discuter d'une large gamme de questions liées aux activités présentes d'Europol ainsi qu'à ses développements futurs. Chaque année, le conseil d'administration adopte le budget final d'Europol, le programme de travail des activités futures, et le présent rapport général sur les activités menées au cours de l'année précédente; tous ces documents sont soumis à l'aval du Conseil, puis présentés au Parlement européen pour information.

2.3 Infrastructure de communication sécurisée

Afin d'appuyer ses opérations et de proposer une gamme croissante de services opérationnels et stratégiques aux États membres, aux pays tiers et aux tiers, Europol entretient et développe en permanence une infrastructure de télécommunications techniquement avancée, fiable, efficace et sûre.

L'épine dorsale de l'infrastructure d'Europol est le réseau Europol sécurisé. Celui-ci relie les services répressifs de tous les États membres et d'un nombre croissant d'États tiers et de tiers avec lesquels Europol a conclu des accords de coopération. Au cours de 2011, des connexions de réseau sécurisées avec Interpol, la Colombie et la Suisse ont été établies.

La sécurité de l'infrastructure du réseau constitue une préoccupation majeure pour Europol, dans la mesure où un système de sécurité à la pointe de la technologie est essentiel pour conserver la confiance de toutes les parties qui partagent des informations et des renseignements avec Europol et par l'intermédiaire de celui-ci.

2.4 Système d'information Europol (SIE)

Le principal objectif du système d'information Europol (SIE) est d'offrir un système de référence concernant les délits, les individus concernés et d'autres données pertinentes afin de soutenir les États membres, Europol et ses partenaires de la coopération dans leur lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres formes graves de criminalité.

SYSTÈME D'INFORMATION EUROPOL
Décembre 2011

Contenu:

183 240 objets

41 193 entités «personne»

Une croissance de **5 %** par rapport à 2010

Principaux domaines criminels:

Trafic de stupéfiants, 25 % de tous les objets

Traite des êtres humains, 23 %

Faux-monnayage, 18 %

Vols, 10 %

Fraude et escroquerie, 5 %.

Utilisation:

111 110 recherches
ont été effectuées sur le système en 2011.

C'est l'Allemagne qui a introduit le plus de données dans le SIE, suivie de la Belgique, de la France, de l'Espagne et d'Europol (au nom de tiers). Il convient de remarquer que la grande majorité des données du SIE est introduite au moyen de systèmes automatisés de chargement de données. En 2011, les États membres ont changé leur approche en matière de collecte de données, se concentrant davantage sur des objets pouvant faire l'objet de recoupements (p. ex. personnes, moyens de communication, moyens de transport). Ce changement, qui est également reflété dans les nouveaux rapports relatifs à la qualité des données, a amélioré la qualité globale du contenu du SIE. On pourra citer par exemple l'important téléchargement de données britanniques en août 2011, qui a débouché sur un à un nombre relativement élevé de résultats (1 résultat pour 200 objets).

Une nouvelle version du SIE a été développée en 2011. La fonction la plus importante est la possibilité pour les autorités compétentes désignées de réaliser des recherches selon un système «hit/no-hit». C'est la première fois que l'accès au SIE peut être autorisé au-delà des unités nationales Europol des États membres, pour les policiers sur le terrain.

De plus, des progrès importants ont été réalisés pour aider les États membres à mettre en œuvre les chargeurs de données automatisés. En 2011, la Lituanie a mis en œuvre son système de chargement automatique de données, portant à 13 le nombre total d'États membres aptes à télécharger automatiquement des données vers les systèmes d'Europol. Plusieurs autres pays se préparent à mettre cet outil en application.

Une amélioration significative a également été réalisée en termes d'interopérabilité des systèmes centraux de gestion des informations. En octobre 2011, une nouvelle fonction, le gestionnaire de liens Europol (GLE), a été mise en œuvre. Dans les limites du cadre juridique d'Europol, ce système permet le recoupement automatique entre les fichiers de travail à des fins d'analyse, le répertoire 10.4, le SIE, et la solution portant sur les entités à risque accru (ERES). Cette dernière est un répertoire contenant des données libres acquises par Europol auprès d'un fournisseur commercial de renseignements. En comparaison avec le système précédent de recoupements, le GLE élargit la gamme des sources de données, améliore la convivialité et la flexibilité, et résout plusieurs problèmes importants liés à la protection des données.

CODES DE TRAITEMENT

Les codes de traitement permettent de protéger une source d'informations. Ces codes garantissent la sécurité des informations et leur traitement sûr et approprié, conformément aux souhaits de leur propriétaire et dans le plein respect des dispositions légales nationales des États membres. Les codes de traitement indiquent ce qui peut être fait des informations données et qui peut y accéder à l'avenir.

Police de la ville de Londres, opération Theo

L'opération Theo a été lancée en mars 2011 pour combattre l'augmentation de la criminalité ciblant les distributeurs automatiques de billets (DAB) dans la ville de Londres. L'opération a rapidement été couronnée de succès, sous la forme d'arrestations et de la saisie d'appareils utilisés pour manipuler les distributeurs.

Cependant, à mesure que se poursuivait l'opération Theo, les attaques persistaient également, contrairement à ce que l'on aurait pu escompter – nuit après nuit dans divers lieux au cours des trois semaines suivantes –, menant à l'arrestation et à l'inculpation de 29 citoyens roumains au total. Une partie du processus de traitement pour chaque suspect a consisté à rechercher les informations les concernant dans un certain nombre de bases de données de renseignements criminels, y compris le SIE, que la police de Londres avait récemment été formée à utiliser.

Cette formation s'est rapidement avérée utile lorsqu'il a été découvert que trois des personnes arrêtées au cours de l'opération Theo étaient considérées comme «emblématiques» dans le SIE. Ils étaient recherchés dans le cadre d'enquêtes portant sur des délits similaires dans d'autres pays européens, et l'un d'entre eux était également soupçonné d'être impliqué dans la traite des êtres humains à des fins de prostitution, tandis qu'un autre était soupçonné de vols dans plusieurs pays. Tous étaient membres de groupes criminels organisés internationaux.

Les renseignements fournis par le SIE ont été extrêmement utiles aux équipes opérationnelles, et ont permis au parquet de demander, sur la base d'éléments solides, que les accusés soient incarcérés. La capacité du SIE à fournir de bons renseignements, à la fois sous la forme d'un rapport écrit et d'un graphique, a facilité la tâche aux policiers lorsqu'il s'est agi de comprendre et d'établir des liens avec des complices et avec d'autres délits.

La police de la ville de Londres recherche à présent dans le SIE tous les citoyens étrangers qu'elle détient, et depuis l'opération Theo elle a observé un certain nombre d'autres succès qui n'aurait pas été possible si les policiers n'avaient pas été formés et autorisés à utiliser le système.

Informations fournies par la police de la ville de Londres

2.5 Application de réseau d'échange sécurisé d'informations (SIENA)

L'application de réseau d'échange sécurisé d'informations (SIENA) est un outil de nouvelle génération conçu pour permettre la communication et l'échange rapides, sûrs et conviviaux d'informations et de renseignements opérationnels et stratégiques relatifs à la criminalité, entre Europol, les États membres et les tiers qui ont conclu des accords de coopération avec Europol.

La conception et le fonctionnement de SIENA mettent un accent particulier sur la protection des données et la confidentialité, afin de garantir le respect de toutes les exigences légales. La sécurité est également réputée essentielle, et toutes les mesures ont été prises pour permettre l'échange sécurisé d'informations restreintes. En outre, les meilleures pratiques d'échange d'informations en matière répressive, telles que l'utilisation de codes de traitement et d'évaluation spécifiant les conditions d'utilisation, ont été prises en considération avec un degré élevé de fiabilité. En 2011:

- SIENA a été déployé auprès des partenaires suivants, dans le cadre d'un accord opérationnel: Australie, Croatie, Islande et Norvège.
- Dans le contexte du pacte européen pour la lutte contre les drogues, Europol s'est vu chargé de la mise à disposition de SIENA pour les plates-formes régionales en Afrique de l'Ouest. À cette fin, des solutions ont été développées et les plates-formes régionales d'Accra (Ghana) et de Dakar (Sénégal) ont à présent des installations d'accès à distance à SIENA. SIENA a également été mis à disposition pour l'échange d'informations avec la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX).

- Des aménagements ont été apportés à SIENA de manière à soutenir le suivi de recherches au sein du système d'information Europol (SIE) par les autorités compétentes désignées. L'envoi automatique de contributions au système d'analyse Europol (SAE) est également désormais en place, et il représente un gain de temps considérable pour les analystes d'Europol, tout en améliorant la sûreté.
- SIENA a également été aménagé ajusté de manière à pouvoir être élargi aux partenaires faisant l'objet d'accords stratégiques, tels que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie.
- Des préparatifs ont été réalisés pour étendre l'accès à SIENA à ces pays en 2012, y compris la formation du personnel et l'extension des réseaux sécurisés. Des préparatifs sont également en cours pour relier la Suisse au réseau en 2012.

En outre, des travaux visant à établir une connexion directe entre SIENA et les systèmes nationaux de gestion des cas sont en cours, ce qui permettra aux policiers d'utiliser un seul système à la fois pour les cas nationaux et pour les cas nécessitant une communication internationale.

Échange d'informations via SIENA en 2011

13 697 nouvelles affaires ont été ouvertes
Moyenne mensuelle: 1 141
(**Hausse de 12 %** par rapport à 2010)

30 % des nouvelles affaires avaient trait aux stupéfiants,
suivies par la fraude et l'escroquerie (16 %),
le terrorisme (10 %), le faux monnayage (13 %) et les vols (9 %)

330 633 messages opérationnels ont été traités
entre les États membres, Europol et les tiers
Moyenne mensuelle: 27 553

103 autorités compétentes ont été configurées dans SIENA
à la demande des États membres,
ce qui porte le total à 287 autorités compétentes

2.6 Analyse criminelle

2.6.1 Analyse opérationnelle

Pierre angulaire de toutes les activités modernes de répression fondées sur le renseignement, l'analyse est essentielle à toutes les activités d'Europol. Les capacités analytiques d'Europol se fondent sur une technologie avancée adaptée aux besoins de la répression. Les analystes employés chez Europol utilisent les toutes dernières méthodes et techniques, qui permettent d'identifier les liens manquants dans les enquêtes européennes transfrontalières. Ils travaillent avec des fichiers de travail aux fins d'analyse thématiques, afin de fournir des informations aux opérations en cours dans les États membres de l'Union. Ces informations permettent souvent à de nombreuses enquêtes internationales de réaliser des découvertes capitales.

Le système d'analyse Europol (SAE) est le système d'information opérationnel qui héberge les données apportées par les parties prenantes d'Europol.

Les différents éléments du système d'analyse offrent les avantages suivants:

- la centralisation et la gestion des informations;
- des capacités analytiques offertes par un large éventail d'outils d'analyse.

Europol mène en permanence des évaluations de ses capacités d'analyse et de sa technologie, afin de garantir que les analystes d'Europol aient accès au meilleur soutien technique possible pour leur travail.

Réseau de criminalistique informatique (RCI)

Europol a atteint dans les dernières étapes de la mise en œuvre d'un équipement de pointe destiné à extraire et à analyser des informations relatives à la criminalité à partir de données numérisées: le RCI.

La possibilité d'identifier efficacement des informations pertinentes à partir de grandes quantités de données informatiques, tout en préservant leur validité juridique, est en passe de devenir une arme essentielle dans la lutte contre la criminalité.

Par le biais de cette nouvelle solution technique, Europol peut désormais proposer des services de haute qualité aux services répressifs de l'Union européenne, qui identifient et traitent ces informations, tout en améliorant considérablement la quantité de données susceptibles d'être traitées.

Ce service centralisé est complété par la possibilité d'appuyer les autorités compétentes sur le terrain, en déployant au niveau local une boîte à outils mobile gérée par des experts pour la criminalistique des données informatiques. Le RCI constitue une plate-forme technique résiliente pour les activités menées par le Centre Europol de lutte contre la cybercriminalité.

2.6.2 Analyse stratégique

L'analyse stratégique est un autre aspect important des activités analytiques d'Europol. Les produits d'analyse stratégique tels que les rapports OCTA, ROCTA, OCTA-WA et TE-SAT[5]

[5] Évaluation de la menace que représente la criminalité organisée dans l'UE (OCTA), évaluation de la menace que représente la criminalité organisée russe (ROCTA), évaluation de la menace que représente la criminalité

permettent aux décideurs de mieux identifier des priorités spécifiques dans le domaine complexe de la criminalité organisée et du terrorisme. En se fondant sur des orientations politiques, les agents des services répressifs peuvent ensuite adapter leurs activités opérationnelles aux niveaux national, régional et local. Ils peuvent également utiliser les mécanismes de coopération régionale existants soutenus par Europol, tels que le groupe d'action contre la criminalité organisée dans la région de la mer Baltique[6].

En vertu du traité de Lisbonne, l'importance des évaluations d'ensemble de la menace augmente constamment, faisant d'Europol un important contributeur au processus d'élaboration de la politique.

Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'Union européenne (TE-SAT)

En 2011, Europol a publié son cinquième rapport annuel sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'Union européenne (TE-SAT). Depuis 2007, le rapport TE-SAT informe, du point de vue de la répression, le Parlement européen et le Conseil sur le phénomène du terrorisme dans l'UE.

Le rapport TE-SAT est un document public fondé sur les informations fournies par des pays membres et non membres de l'UE, ainsi que par des organisations partenaires telles qu'Eurojust, le SITCEN et Interpol.

Le rapport de 2011 fait apparaître une baisse continue du nombre d'attaques liées au terrorisme dans l'Union européenne, mais il met en garde contre le fait que la menace terroriste demeure élevée au sein de l'UE et qu'elle se diversifie en termes de portée et d'impact. Il décrit également comment la coopération internationale entre les groupes de terroristes et d'extrémistes, au sein de l'UE comme à l'extérieur de ses frontières, est en augmentation. Par ailleurs, le rapport TE-SAT signale le risque que représente un éventail divers d'acteurs, allant des groupes terroristes organisés aux individus radicalisés, comme l'a démontré l'attaque perpétrée en Norvège en 2011.

Une autre tendance décrite dans le rapport TE-SAT pour l'année 2011 est le professionnalisme croissant de la propagande des groupuscules d'extrême droite, qui témoigne de leur volonté de s'agrandir et de diffuser leur idéologie, ce qui représente une menace pour les États membres de l'UE.

Évaluation de la menace que représente la criminalité organisée dans l'UE (OCTA)

L'OCTA est le document d'analyse stratégique le plus important publié par Europol. C'est le document sur lequel le Conseil des ministres de l'UE (Conseil) se fonde pour définir ses priorités et ses recommandations en matière de lutte contre la criminalité organisée en Europe. Élaboré conformément aux principes des activités de police fondées sur le renseignement, l'OCTA est reconnu comme étant un projet novateur et a, en peu de temps, depuis 2006, introduit des concepts innovants tels que les plaques tournantes criminelles et la typologie des groupes criminels organisés. Le rapport 2011 a présenté les conclusions principales suivantes:

- La criminalité organisée évolue et se diversifie de plus en plus en termes de méthodes, de structures de groupe, et d'impact sur la société.

---

organisée en Afrique de l'Ouest (OCTA-WA), rapport sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'Union européenne (TE-SAT).

[6] Le groupe d'action contre la criminalité organisée dans la région de la mer Baltique est un réseau de pays et d'organisations prenant part à des initiatives de coopération en matière de répression visant à lutter contre la criminalité organisée dans la région de la mer Baltique. Les pays participants sont: l'Allemagne, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, la Pologne et la Suède. À cela s'ajoutent des représentants permanents d'Europol, d'Eurojust, de Frontex, d'Interpol et de la Commission européenne.

- De plus en plus souvent, les groupes criminels sont actifs sur des marchés multiples et perpètrent des actes criminels de natures diverses.
- Une atmosphère de plus en plus collaborative se met en place entre les différents groupes criminels organisés, transcendant les différences existant en termes de nationalité, d'ethnicité et de mode de fonctionnement; on observe par ailleurs une augmentation de la pratique du troc.
- Les groupes criminels exploitent fréquemment l'infrastructure de transport de biens et de passagers, notamment les conteneurs de fret.
- La coopération informée de spécialistes est un facteur notable de facilitation pour la criminalité organisée.
- Les effets persistants de la crise économique mondiale ont rapproché les citoyens de l'UE du monde de la criminalité organisée.
- Sur le marché des stupéfiants, la fluctuation des prix et du degré de pureté de la cocaïne et de l'héroïne, ainsi que la pénurie de précurseurs synthétiques, ont mené à l'émergence d'«euphorisants légaux» et d'autres substituts.
- La technologie internet a à présent émergé comme un facteur clé facilitant la grande majorité de l'activité criminelle non virtuelle.
- Des groupes criminels nigérians, de langue albanaise, turcs et provenant de pays de l'ex-URSS cherchent actuellement à élargir leurs intérêts dans l'UE, exploitant toute possibilité dans ce sens.
- La plaque tournante criminelle nord-ouest[7] conserve son rôle de principal centre de coordination pour la distribution de stupéfiants. La plaque tournante nord-est demeure centrée sur le transit de marchandises illicites à destination et en provenance des pays de l'ex-URSS, et accueille des groupes violents responsables de délits de diverses natures et ayant une portée internationale. La plaque tournante sud-ouest maintient sa position dominante en matière de transit et de distribution de cocaïne et de résine de cannabis, et sert également de zone de transit pour les victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. La plaque tournante sud demeure dominante pour ce qui est de l'entrepreneuriat criminel, étant un centre de fausse monnaie et de marchandises contrefaites, une zone de transit pour les victimes de la traite des êtres humains et les immigrés clandestins, et une base pour certains des groupes criminels disposant des meilleures ressources en Europe. Le pôle sud-est a connu la croissance la plus importante au cours de ces dernières années, ce qui résulte de l'augmentation du trafic passant par la mer Noire, de la prolifération de nombreuses voies de passage des marchandises illicites à travers les Balkans à destination et en provenance de l'UE, d'une augmentation significative de l'immigration clandestine passant par la Grèce, et de la formation d'un axe balkanique pour le trafic vers l'UE, passant par l'ouest des Balkans et le sud-est de l'Europe.

L'OCTA constituait déjà un élément clé du modèle européen en matière de renseignement sur la criminalité (ECIM), et elle acquiert une signification supplémentaire depuis l'adoption des conclusions du Conseil relatives à la création et à la mise en œuvre d'un cycle d'élaboration des politiques de l'UE en matière de formes graves de criminalité organisée et internationale. Ce cycle d'élaboration des politiques définit l'OCTA comme étant à la base de la définition des priorités de l'UE en matière de criminalité, et donc comme déterminant une réponse cohérente de l'UE pour aborder ces priorités. Les priorités politiques pour la période 2011 – 2013 ont été définies comme étant les suivantes:

- Criminalité organisée d'Afrique de l'Ouest
- Immigration clandestine
- Contrebande au moyen de conteneurs
- Groupes criminels organisés mobiles
- Criminalité organisée de l'ouest des Balkans
- Drogues de synthèse
- Traite des êtres humains
- Cybercriminalité

[7] Voir l'annexe 1 pour la définition des plaques tournantes criminelles.

Europol a organisé en 2011 un atelier de trois jours qui a réuni au total 164 délégués représentant les 27 États membres de l'UE, le secrétariat du Conseil, le CEPOL, la Commission européenne, l'OEDT, Eurojust, Frontex et Interpol. Huit groupes ont discuté des domaines prioritaires en matière de criminalité décrits ci-dessus et apporte des idées et des suggestions visant à formuler un plan cohérent pour les travaux futurs. Le personnel d'Europol a encadré les ateliers et fournir des renseignements opérationnels concernant la dimension des différents domaines de la criminalité ainsi que la portée des produits et services qu'Europol met à la disposition des États membres dans leur lutte contre ceux-ci.

Scannage, analyse et notification

L'équipe «Scannage, analyse et notification» (SCAN) d'Europol fournit un produit stratégique supplémentaire aux autorités compétentes nationales de l'Union: des avis d'alerte précoce concernant les nouvelles menaces que représente la criminalité organisée. En 2011, l'équipe a émis quatre avis de menace OC-SCAN[8], portant sur les sujets suivants:

- **L'élimination et le trafic illégaux de déchets**[9]. Induits par la perception d'un risque exceptionnellement faible et de profits élevés, et encouragés par la croissance économique et la mondialisation, l'élimination et le trafic transfrontaliers illégaux de déchets sont devenus un des domaines de la criminalité organisée connaissant la plus forte croissance au sein de l'UE. Les criminels et les groupes criminels organisés exploitent les coûts élevés de la gestion légale des déchets, et réalisent des profits grâce aux activités de trafic et d'élimination de déchets, contournant la législation en matière d'environnement.
- **Le commerce illégal de cornes de rhinocéros volées**[10]. Les services de renseignement d'Europol ont identifié des groupes criminels organisés faisant du commerce illégal de cornes de rhinocéros, un produit rare et à valeur élevée. Volées auprès d'antiquaires, de maisons de vente aux enchères, de galeries d'art, de musées, de collections privées et de zoos, les cornes de rhinocéros peuvent atteindre le prix de 25 000 à 200 000 euros, selon leur taille et leur qualité. Les cornes de rhinocéros sont utilisées pour la décoration, pour produire des produits de luxe, et dans la médecine traditionnelle, bien que leur inefficacité ait été démontrée.
- **Le trafic d'espèces menacées**[11]**.** Les groupes criminels organisés de l'UE font du commerce illicite d'espèces animales et végétales menacées, réalisant des profits extrêmement élevés à l'échelle mondiale. Grâce à des documents falsifiés, des animaux et oiseaux rares et exotiques, des coraux, des plantes précieuses et des peaux de tigre, entre autres, sont acheminés vers l'Europe de manière illégale, souvent par des voies également employées pour l'immigration clandestine et le trafic de stupéfiants.
- **Le commerce croissant de pesticides contrefaits**[12]. Un commerce croissant de pesticides illégaux et contrefaits a été détecté dans toute l'Europe, organisé par des réseaux criminels organisés hautement sophistiqués ayant développé des chaînes d'approvisionnement complexes et exploitant des entreprises licites pour camoufler leur activité. D'après les estimations, plus de 25 % des pesticides en circulation dans certains États membres de l'UE proviennent de ce marché illégal. Ces produits chimiques représentent une menace pour la santé des agriculteurs et des consommateurs, et un risque pour l'environnement. En raison du manque de traçabilité, il existe également un risque que ces pesticides illégaux soient utilisés comme précurseurs pour des explosifs artisanaux.

En plus d'établir les avis de menace ci-dessus en 2011, l'équipe SCAN a mis en œuvre l'outil de collaboration en ligne E-SCAN[13], qui sert de point de référence dans des domaines tels que la criminalité liée à l'environnement ou la cybercriminalité.

[8] Téléchargeables sur le site web d'Europol.
[9] Avis de menace produit à la demande de la présidence hongroise du Conseil de l'UE et fondé sur des données recueillies lors du projet Augias, mené par la présidence belge.
[10] Avis de menace produit par les experts d'Europol travaillant en collaboration avec les services répressifs irlandais.
[11] Avis de menace établi résultant d'une collaboration des experts d'Europol et d'Interpol.
[12] Avis de menace produit à la suite d'une évaluation commune menée par les experts d'Europol et la Commission européenne.
[13] E-SCAN: outil de scannage, d'analyse, de notification et d'alerte précoce pour l'environnement.

Aux côtés d'experts d'Europol, l'équipe SCAN a également développé trois profils de risque pour la présidence polonaise du Conseil de l'UE, soutenant une opération de police d'envergure européenne en matière de criminalité automobile. Les services répressifs de 14 pays de l'UE ont pris part à l'opération EuroCar aux côtés d'Europol, de Frontex et d'Interpol.

2.6.3 Formation à l'analyse

Europol propose un cours de deux semaines de formation à l'analyse, intitulé «Formation à l'analyse opérationnelle intégrée». Pour répondre aux demandes croissantes des États membres, l'équipe de formation analytique a développé deux versions distinctes de la formation — l'une pour les analystes et spécialistes travaillant au sein d'Europol et l'autre fondée sur le concept de «formation du formateur». Cette dernière est spécialement destinée aux formateurs potentiels des États membres, elle vise à couvrir les éléments essentiels du cycle du renseignement et à se concentrer particulièrement sur l'analyse.

Europol a déjà dispensé six cours à 68 stagiaires de 28 pays d'Europe au total, ainsi qu'à des stagiaires d'Australie et des États-Unis. De nombreux États membres ont utilisé le matériel, les méthodes et les exercices de la formation Europol pour développer leurs propres cours d'analyse opérationnelle. Pendant l'année 2011, les cours de formation en analyse financière comme les cours de formation en analyse stratégique ont été revus pour le personnel opérationnel d'Europol, ainsi que pour les analystes des États membres de l'UE. En outre, un nouveau cours d'analyse des réseaux sociaux (ARS), d'une durée de cinq jours, a été développé, et cinq séances ont été dispensées à 50 analystes opérationnels; d'autres séances sont programmées en 2012.

Plus de 50 officiers de liaison d'Europol et plus de 120 collègues des services répressifs d'États membres de l'UE et de pays tiers ont également assisté au cours de trois jours offert par Europol pour la formation en analyse stratégique en matière de capacité d'alerte précoce (SAT-EWC) en 2011.

2.7 Pôle européen d'expertise en matière de répression de la criminalité

Dans le souci de renforcer sa position en tant que plate-forme de domaines de spécialisation et de faciliter le partage des connaissances et la communication avec différentes communautés d'experts, Europol a développé la **plate-forme d'experts Europol (EPE)**. La vision de l'EPE est d'offrir un environnement sûr aux spécialistes de plusieurs domaines de répression afin de leur permettre de partager — au sein de leur communauté respective — des connaissances, de bonnes pratiques et des données à caractère non personnel au sujet de la criminalité. Elle a été développée dans le but de publier des documents, mais aussi d'encourager des utilisateurs autorisés à coopérer en ligne grâce à une série d'outils collaboratifs.

En 2011, Europol a lancé les plates-formes d'experts suivantes:

- Tactiques spéciales:
    - Protection des témoins
    - EuNAT (enlèvements, prise d'otages et extorsion)
    - Groupe de travail d'Europol sur les homicides
- E-SCAN.
- Formation européenne anticorruption
- EnviCrimeNet
- Plate-forme européenne d'experts en matière de gangs
- Soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient
- Plate-forme européenne des préposés aux communications des services répressifs
- UMF2 (format universel de messagerie)

Plusieurs autres plates-formes sont en cours de préparation:

- Cybercriminalité (I-FOREX)
- Exploitation sexuelle des enfants
- Observation transfrontalière et livraisons surveillées par les forces spéciales et l'ISLE[14]
- Faux monnayage et fraude aux cartes de paiement (PaySafe).
- Mise en œuvre du traité de Prüm

La migration de trois sites web *ad hoc* existants vers l'EPE est également en cours de préparation:

- Centre d'information sur la criminalité financière
- Migration de la plate-forme de communication Atlas vers l'EPE pour les opérations spéciales et les unités de lutte contre le terrorisme
- Site web «Crime scene» de l'ENFSI

2.7.1 Réseau européen d'équipes de conseillers

Le réseau européen d'équipes de conseillers (EuNAT) est constitué d'équipes de conseillers et d'unités de gestion des crises de services répressifs, qui proposent des conseils stratégiques et/ou tactiques, une coordination et une assistance dans le cadre d'enquêtes ayant trait à des enlèvements, à des prises d'otages ou à des extorsions.

[14] «International Special Law Enforcement», le groupe européen d'experts de haut niveau en matière d'infiltration.

EuNAT relie de façon permanente les équipes de conseillers à Europol afin de faciliter une coopération internationale immédiate en réponse à des risques mettant en danger la vie des personnes. Le réseau partage les bonnes pratiques et développe des normes dans ce domaine particulier aux quatre coins de l'Union européenne. Dans ce contexte, Europol prépare actuellement la traduction et la distribution d'une brochure relative aux stratégies de prévention et de réponse aux enlèvements, aux prises d'otages, à l'extorsion et aux actes de violence, afin d'informer les organisations et les entreprises qui déploient du personnel dans des zones à haut risque.

2.7.2 Meilleures pratiques en matière de gestion des informateurs

L'informateur constitue un aspect très important des activités policières. Il est probable que l'implication d'un informateur à un stade précoce du processus de recueil de renseignements en matière de criminalité contribue au succès de l'enquête. La qualité du renseignement recueilli est directement proportionnelle à la qualité de l'informateur.

La grande criminalité organisée ne se limite pas aux frontières nationales, ce qui fait que les informateurs peuvent fournir des renseignements qui contribuent à la répression dans plusieurs pays. Même si la coopération avec des informateurs est une pratique courante et répandue, la situation juridique actuelle en matière d'utilisation d'informateurs n'est pas uniforme au sein de l'Union européenne.

- Europol coordonne un réseau d'experts en matière de gestion des informateurs, ou «Covert Human Intelligence Source» (CHIS), afin de partager les meilleures pratiques et l'expérience dans ce domaine sensible.
- Nous offrons également un manuel (à diffusion restreinte) relatif au recours et à la gestion des informateurs, qui est un document élaboré en commun et utilisé par les unités CHIS européennes afin de développer et d'harmoniser les questions liées à ce sujet dans leurs pays respectifs.
- En coopération avec le CEPOL[15], Europol offre une formation annuelle sur la gestion des informateurs, fondée sur les expériences et les besoins des États membres.
- Une plate-forme destinée spécifiquement à l'EPE est en cours de développement pour les unités spécialisées de gestion des informateurs; elle leur permettra de partager des connaissances et de communiquer directement avec leurs homologues des services répressifs européens.

2.7.3 Meilleures pratiques en matière d'observation transfrontalière et de livraisons surveillées

Le recours à la surveillance discrète est l'un des principaux outils modernes d'enquête permettant d'obtenir des informations décisives sur les structures criminelles. Cependant, étant donné la nature transnationale des organisations criminelles modernes, les autorités répressives sont de plus en plus confrontées à des cas d'observation et de surveillance transfrontalières, qui créent des problèmes tant au niveau légal qu'au niveau opérationnel.

Europol est membre du groupe de travail sur l'observation transfrontalière, qui a pour objectif d'encourager la coopération internationale et de fournir une enceinte pour le développement de techniques de surveillance répressive sûres et efficaces.

D'autres outils d'enquête essentiels sont le déploiement et l'utilisation opérationnelle systématique de méthodes de surveillance discrète conjointement avec les livraisons surveillées. Un CD-ROM compilant la législation des différents États membres en matière de

[15] Collège européen de police (CEPOL).

livraisons surveillées est disponible pour informer les experts des problèmes susceptibles de survenir dans le cadre de la coopération transfrontalière.

2.7.4 Meilleures pratiques en matière de protection des témoins

La protection des témoins est l'une des pierres angulaires de la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, et le réseau d'Europol sur la protection des témoins est le plus étendu du monde. Les services de protection des témoins d'Europol incluent:

- l'harmonisation des différents programmes nationaux
- le développement de nouvelles unités et de nouveaux programmes de protection des témoins
- la normalisation de processus tels que la réinstallation des témoins
- la formation des agents chargés de la protection des témoins, y compris un cours unique d'enseignement supérieur de deux semaines, mis en œuvre en 2011.

2.7.5 Groupe de travail d'Europol sur les homicides (GTEH)

Le groupe de travail d'Europol sur les homicides (GTEH) vise à partager des connaissances d'experts sur les enquêtes criminelles et les aspects scientifiques des homicides. L'accent est mis sur le renforcement de la coopération internationale entre les services répressifs européens dans ce domaine, et le groupe consacre ses activités aux meurtres liés à la criminalité organisée, aux meurtres en série, aux homicides transfrontaliers, ou aux meurtres présentant des caractéristiques spécifiques, tels que les crimes d'honneur ou ceux présentant des liens ethniques, culturels ou religieux.

Présidé par la police londonienne, le GTEH est l'autorité experte en matière de questions liées aux homicides transfrontaliers, et il offre son soutien aux enquêteurs européens travaillant sur ces crimes par les moyens suivants:

- en offrant une plate-forme pour les discussions et le développement de connaissances spécialisées concernant les procédures d'enquête ainsi que les méthodes techniques et scientifiques liées aux meurtres commis par les groupes criminels organisés, les meurtres en série ou les homicides transfrontaliers;
- en facilitant et en encourageant la coopération internationale et le partage de meilleures pratiques, et en maintenant une étroite collaboration avec Europol, Eurojust et Interpol dans ce domaine;
- en recherchant et en analysant des renseignements et des informations stratégiques relatives aux homicides transfrontaliers, de manière à détecter les nouvelles tendances ou le développement de nouvelles pratiques ainsi que d'outils scientifiques ou d'enquête;
- en jouant le rôle de conseiller auprès des services répressifs concernant les aspects scientifiques, juridiques ou d'enquête liés aux enquêtes portant sur des homicides transfrontaliers.

Dans le cadre de son rôle de soutien, Europol accueillera l'édition 2012 du congrès des hauts responsables d'enquête en matière d'homicides, en coopération avec le CEPOL. Par ailleurs, en collaboration avec l'université britannique de Christ Church, à Canterbury, Europol rassemble actuellement les informations disponibles concernant les pratiques nationales en matière d'enquêtes sur les homicides, dans le but éventuel d'établir un manuel européen sur la question.

2.8 Délégué à la protection des données

Europol dispose de l'un des régimes de protection des données les plus solides dans le domaine de la répression. Le délégué à la protection des données (DPD) d'Europol garantit la conformité légale dans le cadre de la protection des données, y compris le traitement des données ayant trait au personnel d'Europol. Sa principale tâche est de superviser un cadre juridique sur mesure répondant aux besoins des unités opérationnelles, tout en protégeant les droits fondamentaux des personnes concernées. En outre, le DPD joue le rôle de principal point de contact avec l'autorité de contrôle commune (ACC), et il fournit son assistance pour leurs inspections.

Le cadre des activités de contrôle est défini dans la politique d'Europol en matière d'audit de protection des données. Dans ce contexte, le DPD a en outre élaboré une «politique d'audit des recherches de données», qui décrit en détail les mécanismes de contrôle du caractère licite des recherches de données à caractère personnel figurant dans les systèmes d'Europol. Comme demandé dans l'article 18 de la décision du Conseil (Europol), la politique définit des exigences précises en matière de registres d'audit et de pistes d'audit pour la protection des données. Sur la base de ces politiques, le DPD a mené des audits et préparé des rapports concernant le SIE, les fichiers de travail aux fins d'analyse, et d'autres systèmes traitant des données à caractère personnel.

L'année dernière, le DPD a pris part à tous les projets importants lors desquels ont été traitées des données à caractère personnel, en rédigeant les exigences en matière de protection des données et/ou en coordonnant la coopération avec l'ACC selon les besoins. Un des projets les plus importants de l'année 2011 a été le développement d'un nouveau concept de fichier de travail aux fins d'analyse.

Le DPD a continué de préparer des rapports sur la protection des données pour les tiers avec lesquels Europol a l'intention de conclure des accords de coopération opérationnelle. Europol a également mené deux visites de protection des données (en Albanie et en Serbie) afin de contrôler les pratiques administratives dans les pays candidats à l'accession à l'UE.

Pour les données liées au personnel, le DPD s'est concentré sur les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques spécifiques liés aux droits et aux libertés du personnel, en particulier pour des questions de personnel et de sûreté. Le DPD a soutenu les unités d'Europol lors de la rédaction de la liste d'exigences liées à la protection des données et, l'an dernier, a accordé une attention particulière aux systèmes de sécurité du nouveau siège d'Europol. En outre, le DPD a continué de notifier à l'ACC les opérations de traitement soumises à un contrôle préalable de sa part.

Comme prévu par la décision du Conseil relative à Europol, le délégué à la protection des données a présenté son rapport annuel au conseil d'administration et à l'autorité de contrôle commune.

3. Activités opérationnelles d'Europol

L'un des principaux objectifs d'Europol est d'apporter un soutien opérationnel aux autorités répressives européennes, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. L'aide est fournie dans des secteurs spécifiques[16] et aussi dans des affaires horizontales recoupant plusieurs formes de criminalité.

Europol peut également apporter un soutien opérationnel aux États membres en déléguant des analystes et experts spécialisés sur le terrain, par l'intermédiaire de son bureau mobile.

Le bureau mobile d'Europol

Une connexion en direct avec les bases de données centralisées et les plates-formes d'experts Europol

Europol a développé une solution efficace de bureau mobile qui permet aux agents d'Europol d'accéder, depuis tout emplacement à distance et dans le respect des normes de sécurité les plus strictes, à tout l'éventail d'outils de collecte et d'analyse d'informations.

Le bureau mobile d'Europol a été **déployé 84 fois en 2011** afin de venir en aide aux collègues des services répressifs de l'UE – soit une augmentation de 150 % par rapport à 2010 (31 fois).

Europol joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre du cycle d'élaboration des politiques de l'UE en matière de formes graves de criminalité organisée internationale. Ce cycle pluriannuel vise à répondre de manière cohérente aux menaces criminelles les plus graves planant sur l'UE.

Europol a établi le rapport OCTA 2011, à partir duquel huit priorités stratégiques ont été définies par le Conseil. Après avoir défini les objectifs stratégiques pour chacune de ces priorités, Europol a accueilli un atelier visant à mettre au point des plans d'action opérationnels, qui traduisent les objectifs politiques en actions opérationnelles concrètes. Europol s'est vu confier l'unité de soutien EMPACT (plate-forme européenne pluridisciplinaire contre les menaces criminelles), qui soutient et surveille tous les projets EMPACT[17].

Europol a contribué, aux côtés de Frontex et d'Eurojust, au premier compte rendu annuel de la stratégie de sécurité intérieure (SSI), présenté en novembre 2011.

L'année 2011 en chiffres

- Europol a eu recours à ses capacités d'information et à son expertise opérationnelle pour apporter son soutien aux autorités des États membres de l'UE dans 13 697 affaires transfrontalières, soit une augmentation de 17 % par rapport à 2010
- Afin de soutenir les enquêtes des États membres, Europol a établi:

[16] Comme décrit en détail dans l'annexe de la décision du Conseil du 6 avril 2009 portant création de l'Office européen de police (Europol) (2009/371/JAI).

[17] EMPACT (plate-forme européenne pluridisciplinaire contre les menaces criminelles), les institutions et agences de l'UE, les organisations (publiques et privées) et pays tiers qui répondent à une menace européenne ou régionale liée à la grande criminalité organisée internationale ayant été définie comme prioritaire par le Conseil sur la base de l'évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée internationale (à partir de 2013). Cela se fait au moyen d'un programme stratégique pluriannuel ou d'un objectif stratégique défini par un groupe d'experts *ad hoc* composé des acteurs ci-dessus élaborant des solutions concrètes et orientées vers des problèmes spécifiques afin de lutter efficacement contre la menace définie comme prioritaire.

- 716 notifications de résultats positifs
- 984 rapports de résultats croisés
- 376 éléments d'information
-340 rapports d'analyse opérationnelle

Le nombre de prestations de soutien opérationnel offertes aux enquêtes des États membres, classées par type, est indiqué dans le tableau 1 ci-dessous. Dans la plupart des domaines, une augmentation importante a été observée dans le nombre de prestations offertes en 2011 par rapport à l'année précédente. Cela confirme une tendance générale inspirée par la stratégie d'Europol consistant à se concentrer sur l'activité et l'impact opérationnels.

Tableau 1: Types de soutien opérationnel offert par les États membres en 2011

Type de soutien opérationnel (nombre de cas)	Total 2011	Total 2010
Assistance technique/scientifique	594	543
Soutien financier aux réunions opérationnelles	142	60
Soutien financier aux enquêtes (contrefaçon de l'euro)	28	35
Organisation de réunions opérationnelles et de coordination	214	56
Bureau mobile (analyse sur le terrain)	84	31
Permanence	26	-

Tableau 2: Répartition des opérations soutenues par Europol en 2011 par domaine criminel

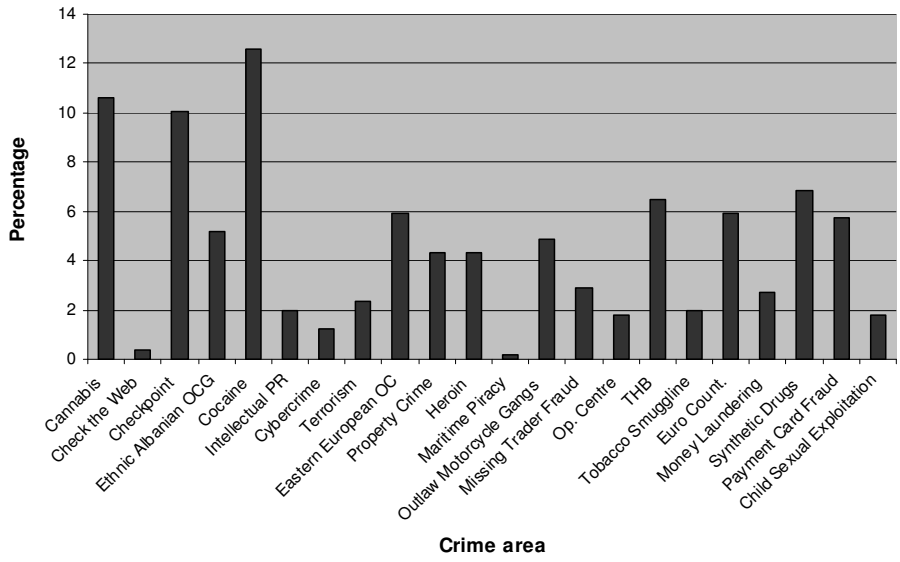
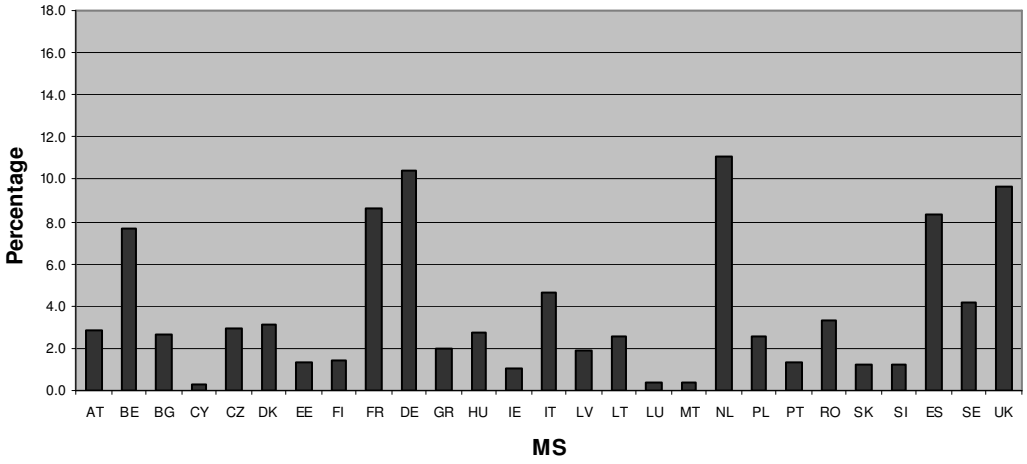


Tableau 3: Répartition des opérations soutenues par Europol en 2011 par État membre



Enquête de satisfaction

En 2011, Europol a une fois de plus demandé un retour d'informations direct de la part des responsables d'enquête ayant reçu le soutien d'Europol. Les retours d'information de ce processus ont montré que les produits d'analyse d'Europol étaient appréciés. Extraits des commentaires:

«Les rapports de renseignements étaient formidables – leur contenu tout comme leur format étaient excellents.»

«… les rapports d'analyse sont déjà très bons en termes de délais et d'exhaustivité. La structure et les contenus des rapports ont permis aux enquêteurs de les comprendre et de les utiliser aisément.»

Les personnes interrogées ont également indiqué que la qualité de l'expertise et des conseils d'Europol était également appréciée, et qu'elles étaient très satisfaits des différents types d'assistance opérationnelle offerts, y compris l'analyse technique et scientifique, le soutien financier aux enquêtes, et l'expertise offerte en matière de drogues de synthèse et de cybercriminalité.

Les installations d'Europol à La Haye ont également bénéficié d'évaluations favorables, tout comme les journées d'action, le soutien financier pour la participation aux réunions opérationnelles et les analyses sur le terrain. Les commentaires des enquêteurs interrogés ont clairement défini la communication, la coordination et l'analyse opérationnelle comme étant les services d'Europol les plus appréciés.

«Le soutien technique a été très apprécié par les enquêteurs de Lille – il leur a permis de réaliser des économies de temps et d'efforts. Les rapports techniques produits par les spécialistes d'Europol ont été directement et immédiatement utilisés par les enquêteurs au cours des entretiens avec les suspects.»

«L'assistance technique offerte était de très bonne qualité, et elle a été un facteur important dans l'identification des plus de 69 000 suspects du site web. Il convient également de remarquer la manière efficace dont Europol s'est montré capable de diffuser les renvois vers les États membres.»

«Je pense que l'assistance experte offerte par Europol dans le cadre de l'analyse technique des presses d'imprimerie serait très précieuse lors de l'engagement de poursuites contre les personnes appréhendées.»

Les personnes interrogées ont suggéré certaines améliorations pour l'analyse et le soutien opérationnel, y compris de meilleurs délais dans l'envoi de rapports d'analyse et une participation d'Europol à un stade plus précoce des enquêtes.

Tableau 4: Enquête de satisfaction des responsables d'enquête en 2011

Type de soutien opérationnel offert	Score moyen (sur 10)
Autres: «Fichiers de travail aux fins d'analyse "Synergy" dans le domaine de l'expertise en matière d'équipement» «Outre leurs compétences professionnelles, je souhaite souligner la disponibilité des collègues d'Europol qui ont assisté à la journée d'action en France» «les contributeurs au fichier de travail à des fins d'analyse "Twins" dans cette affaire. Ils sont restés en contact permanent avec les policiers responsables des enquêtes»	9.5

Analyse technique/scientifique (p. ex. cartes de crédit)	9.1
Enquête technique sur les matières premières et l'équipement (faux-monnayage)	9.0
Soutien financier aux enquêtes (européennes)	9.0
Utilisation des **installations d'Europol** à La Haye	8.8
Journées d'action (coordonnées par Europol)	8.8
Soutien financier à la participation aux réunions opérationnelles	8.5
Analyse sur le terrain	8.2
Assistance au démantèlement de laboratoires illégaux	8.0
Assistance au démantèlement d'imprimeries	6.0

3.1 Stupéfiants

Le phénomène des stupéfiants représente une préoccupation majeure pour les citoyens européens, étant donné son impact sur la santé et la sécurité, tant au plan individuel qu'au niveau collectif. La lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants est depuis toujours une priorité d'Europol. En 2011, plus d'un quart des opérations ayant bénéficié du soutien d'Europol étaient relatives aux stupéfiants.

3.1.1 Drogues de synthèse

L'Union européenne reste une région importante pour la production illicite de stupéfiants synthétiques, particulièrement d'amphétamines et d'ecstasy. Tous les ans, environ 60 à 90 sites de production à grande échelle sont identifiés et démantelés.

Il est fréquent de découvrir des sites de stockage de produits chimiques précurseurs potentiellement dangereux, utilisés au cours du processus de fabrication des stupéfiants, lors d'enquêtes réalisées dans les États membres. Ces précurseurs chimiques sont acheminés clandestinement depuis l'Asie, ou produits de manière autonome au sein de l'UE.

Tandis que la production d'amphétamines se maintient à un niveau stable, mais élevé, la fabrication d'ecstasy au sein de l'UE a augmenté en 2011, après une baisse significative au cours des années précédentes. Une tendance émergente au sein de l'UE est la diffusion rapide de nouvelles substances psychotropes. Publié en 2011, le rapport conjoint[18] d'Europol et de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) décrit en détail comment 41 nouvelles substances psychotropes au total ont été officiellement notifiées à ces deux agences officielles. Il s'agit du plus grand nombre de substances jamais enregistré au cours d'une seule année; ce nombre comprend les cannabinoïdes de synthèse, les cathinones de synthèse et les dérivés synthétiques d'autres drogues bien établies.

Le soutien opérationnel d'Europol inclut la coordination et la mise en œuvre d'enquêtes criminelles, ainsi que l'assistance sur le terrain des services répressifs européens lors du démantèlement d'installations de production de drogues de synthèse illicites et la collecte des preuves nécessaires. Europol réalise également des enquêtes techniques sur les

[18] Rapport annuel EMCDDA-Europol 2010 sur la mise en œuvre de la décision 2005/387/JAI du Conseil (…) relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psychoactives.

équipements fabriqués sur mesure ou industriels saisis dans les unités de stockage et de production de stupéfiants.

Le **système Europol de comparaison des laboratoires illicites** (Europol Illicit Laboratory Comparison System — **EILCS**) comprend des informations photographiques et techniques détaillées sur les sites de production, de stockage et d'élimination des drogues de synthèse. Cela permet d'identifier des correspondances entre les équipements, les matériels et les produits chimiques saisis. De plus, le **système Europol pour les drogues de synthèse** (Europol Synthetic Drug System — **ESDS**) renferme des informations sur les modes opératoires et les saisies importantes. Cela permet d'identifier des correspondances entre les saisies et d'aider à profiler et à cibler les groupes criminels.

Opération De-Bads

Principal domaine criminel Production et trafic d'ecstasy, d'amphétamines, de cannabis et de cocaïne

Pays participants Belgique, Pays-Bas

Contribution d'Europol

- Organisation de réunions opérationnelles pour échanger des informations
- Les analystes d'Europol ont établi huit rapports d'analyse recensant des liens opérationnels

Ampleur de l'opération

La police belge[19] a lancé une enquête portant sur un groupe criminel belgo-néerlandais très actif dans la production et le trafic de drogues de synthèse.

Après la saisie de 62 kg d'amphétamines par la police dans la région de Gand, en Belgique, il a été découvert que ces stupéfiants étaient destinés à un gang criminel organisé local de motards. En étroite coopération avec la police néerlandaise[20], les deux forces ont alors détecté un site de production possible à Tilburg, aux Pays-Bas. Cette coopération a mené à des arrestations ainsi qu'à la saisie d'importantes quantités de stupéfiants.

Résultat de la coopération internationale:

- 12 arrestations: 9 en Belgique et 3 aux Pays-Bas, pour extradition vers la Belgique
- Perquisitions de domiciles en Belgique et découverte de 36 kg d'amphétamines
- Dix autres perquisitions effectuées, menant au démantèlement et à la saisie de deux pépinières de cannabis, d'un kilogramme d'amphétamine, de 100 comprimés d'ecstasy et de 5 litres d'amphétamine
- Saisie par la police néerlandaise d'un kilogramme de cocaïne, de 30 kg de comprimés d'ecstasy (150 000 comprimés), de 5 kg de poudre d'ecstasy, et de 720 litres de produits chimiques destinés à la production de comprimés d'ecstasy.

3.1.2 Cocaïne

Après le cannabis, la cocaïne est désormais la deuxième substance illicite la plus couramment utilisée en Europe. On rapporte que quatre millions d'Européens ont pris de la cocaïne au

[19] Police judiciaire fédérale belge de Termonde.
[20] Police nationale néerlandaise.

cours de l'année dernière[21] et qu'environ 14,5 millions d'adultes (âgés de 15 à 64 ans) ont consommé de la cocaïne au cours de leur vie. Ces chiffres reflètent la rapide augmentation des flux de trafic de cocaïne et la propagation de la consommation de cette drogue en Europe. L'Union européenne demeure le deuxième plus gros consommateur de cocaïne du monde, après les États-Unis.

Les principales sources de cocaïne sont la Colombie, le Pérou et la Bolivie. L'Espagne et le Portugal sont les principaux points d'entrée de cette drogue sur le territoire de l'UE, ainsi que d'autres pays d'Europe occidentale; cependant, une quantité croissante de cocaïne entre le territoire de l'UE, en passant par l'ouest des Balkans et le sud-est de l'Europe. L'Afrique de l'Ouest est utilisée comme une zone de transbordement et de stockage pour la cocaïne provenant d'Amérique latine et destinée à l'Europe.

Cependant, les réseaux criminels européens ne sont pas les seuls à faire entrer de la cocaïne dans l'UE. Des groupes criminels provenant de Colombie (y compris les FARC), de République dominicaine, d'Afrique de l'Ouest, des Balkans occidentaux, du Mexique, de Russie et de pays d'ex-URSS (p. ex. Ukraine, Géorgie et Moldavie) sont également actifs.

Au sein d'Europol, les réseaux criminels organisés liés à la cocaïne relèvent de la responsabilité d'un projet spécialisé dont les activités consistent:

- à offrir des services centralisés pour l'analyse et le traitement rapides et efficaces des données concernant les réseaux criminels de trafic de cocaïne;
- à diffuser des rapports analytiques pour appuyer les enquêtes en cours dans les États membres, qui ont mené à l'arrestation de cibles de haute valeur et à la saisie de plusieurs tonnes de cocaïne;
- à recenser les possibilités de création d'équipes communes d'enquête, d'opérations communes et d'enquêtes parallèles, encourageant la coopération des services répressifs à l'échelle de l'UE;
- à apporter aux États membres des informations tactiques et stratégiques concernant les principaux suspects et leurs associés;
- à surveiller les flux financiers provenant du trafic de cocaïne, à aider les États membres à geler et confisquer ces revenus illicites, et à contribuer à affaiblir la position des groupes criminels produisant et trafiquant de la cocaïne;
- à instaurer et à développer une coopération opérationnelle et stratégique et un échange d'informations entre l'Union et les pays tiers, en mettant l'accent sur le démantèlement des réseaux criminels.

Dans le cadre de ce projet spécialisé, Europol exploite le **système des logos de la cocaïne d'Europol**, constitué de bases de données sur les logos de la cocaïne (Cocaine Logo), les saisies de cocaïne (Cocaine Punch) et les moyens spécifiques de dissimulation (Specific Means of Concealment).

Opération Aigle 35/Vortice Due

Principal domaine criminel Trafic de cocaïne

Pays participants Belgique, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas

Contribution d'Europol

- Facilitation de l'organisation de réunions opérationnelles
- Coordination de plusieurs opérations de police

[21] Rapport annuel de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) pour l'année 2011, sur l'état du phénomène de la drogue en Europe.

- Collecte d'importantes quantités de données et de renseignements
- Soutien aux équipes d'enquête au sein des États membres à l'aide de nombreux rapports de renseignements
- Dans plusieurs affaires, l'identification correcte de suspects clés était fondée sur des renseignements d'Europol.

Ampleur de l'opération

Europol et Eurojust ont apporté leur soutien à des mesures visant à traduire en justice près de 100 trafiquants de cocaïne de langue albanaise actifs dans cinq pays de l'UE.

L'enquête italienne, qui se concentrait à l'origine sur les clans de la Camorra et les familles de la 'Ndrangheta, a été réorientée vers les groupes criminels de langue albanaise. Cette activité a mené à l'identification et au renvoi de 76 suspects devant les autorités judiciaires locales. Parmi ceux-ci, 40 ont été arrêtés, tandis que d'autres étaient encore recherchés. En outre, quatre importants criminels albanais ont été capturés en Italie et en Belgique, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de cocaïne. Les criminels principaux arrêtés ont enfin reçu de lourdes peines de prison en 2011.

Résultat de la coopération internationale:

- Démantèlement d'un important réseau de criminels, de langue albanaise pour la plupart, impliqués dans le trafic de cocaïne
- Dans le cadre de l'enquête italienne, 40 arrestations, saisie de 6 kg d'héroïne et 2,5 kg de diverses substances de coupe, de matériaux d'emballage et d'équipement
- Quatre criminels albanais importants ont été arrêtés en Italie et en Belgique, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de cocaïne
- La police française a arrêté 22 suspects de langue albanaise, saisi 3,2 kg d'héroïne et 127 000 euros en espèces
- L'enquête néerlandaise a mené à la confiscation de 20 kg de cannabis et à la saisie d'armes, y compris des armes à feu
- En Allemagne, 7 personnes ont fait l'objet d'une enquête, et 3 ont été détenues
- L'enquête menée en Belgique a conduit à l'arrestation de 3 personnes et à la saisie de 30 kg de cannabis, de substances de coupe, de matériaux d'emballage et d'équipement.

Opération Salonica

Principal domaine criminel Production et trafic de cocaïne et de cannabis

Pays participants Ancienne République yougoslave de Macédoine, Albanie, Allemagne Autriche, Belgique, Espagne, Italie, Serbie

Contribution d'Europol

- Soutien analytique coordonné à l'opération
- Facilitation de l'organisation de réunions opérationnelles
- Collecte de données et de renseignements à des fins d'analyse opérationnelle
- Europol a facilité l'opération de surveillance internationale visant à suivre le camion transportant le chargement à travers l'Europe jusqu'en Albanie, où les drogues ont été interceptées.

Ampleur de l'opération

Cette opération internationale de police a mené au démantèlement d'une organisation criminelle ayant recours à des citoyens espagnols, marocains et albanais important et distribuant de lourds chargements considérables de cocaïne colombienne et de haschich marocain en Europe. Ce réseau criminel collaborait avec un cartel de la drogue en vue d'obtenir de la cocaïne à l'échelle industrielle, disposant d'une infrastructure de distribution de stupéfiants dans plusieurs pays européens.

Un énorme chargement de cocaïne, dilué dans 13 tonnes d'huile de palme et expédié depuis la Colombie, passant par Anvers (Belgique), a été saisi par les services répressifs en Albanie.

Le groupe criminel distribuait également divers autres stupéfiants. Une des branches de l'organisation cultivait du cannabis, une autre organisait l'approvisionnement en haschich depuis différentes sources. Le groupe transportait par ailleurs du haschich d'Espagne vers l'Italie et les Pays-Bas en utilisant le transport routier commercial, dissimulé dans la cabine de camions.

Résultat de la coopération internationale:

- Près d'une tonne de cocaïne et 160 kg de haschich saisis
- Démantèlement d'un réseau criminel international de trafic de stupéfiants après 22 arrestations, y compris certains des acteurs clés
- Le groupe criminel en Albanie, chargé du traitement de l'huile de palme afin d'en extraire la cocaïne, a également été démantelé.

3.1.3 Héroïne

L'Union européenne constitue également un marché important pour les opiacés. Même si l'offre et la demande d'opiacés, principalement d'héroïne, sont relativement faibles par rapport à celles d'autres stupéfiants comme le cannabis ou les drogues de synthèse, les problèmes sociaux, économiques et sanitaires associés à son utilisation sont importants. L'héroïne est donc considérée comme une menace importante pour la sécurité et la santé de la société européenne.

Le commerce mondial de l'héroïne est dominé par la culture et la production afghanes, ce pays demeurant de loin la principale source de l'héroïne que l'on trouve au sein de l'UE. Une part importante de cette héroïne quitte l'Afghanistan par ses frontières avec le Pakistan et l'Iran, qui offrent les voies les plus courtes et les plus directes.

Bien qu'une augmentation ait été enregistrée dans le trafic direct vers certains pays européens par voie aérienne en provenance du Pakistan, d'importantes quantités d'héroïne sont également acheminées par voie maritime après avoir transité par des ports africains. Certains signes indiquent clairement qu'au cours des dernières années, l'Afrique est devenue une importante plaque tournante pour le trafic d'héroïne vers l'Europe, sans doute afin de contourner les frontières plus surveillées et plus contrôlées le long des voies traditionnelles.

L'héroïne en provenance de l'Iran est acheminée par la frontière turque et entre en Europe le long des voies dites des Balkans, qui offrent un réseau d'innombrables possibilités de passage clandestin à travers la région. S'il est vrai que le trafic vers l'Europe se diversifie de manière croissante en raison de l'évolution régionale du paysage politique, de l'infrastructure et des activités de répression, les Balkans demeurent néanmoins la voie privilégiée par les trafiquants. Selon les estimations, environ 100 tonnes d'héroïne sont acheminées à travers les Balkans chaque année, parmi lesquelles 85 tonnes finissent par atteindre le marché de consommateurs le plus lucratif: l'Europe occidentale.

En 2011, Europol a pris part à un large éventail d'activités de soutien opérationnel relatives au trafic d'héroïne, portant principalement sur des trafiquants d'Europe, de Turquie, d'Afrique de l'Ouest et du Pakistan. Les réseaux criminels impliqués dans le trafic du précurseur

essentiel de l'héroïne – l'anhydride acétique – vers l'Afghanistan a également constitué une priorité.

Bien que le trafic d'héroïne soit de loin le principal objet des efforts d'Europol, cette drogue est extrêmement difficile à fabriquer sans anhydride acétique; ce produit est donc très recherché par les trafiquants, qui cherchent à en obtenir d'importantes quantités auprès d'entreprises commerciales légitimes dans le secteur de la chimie, y compris des entreprises basées dans l'UE. Europol a pris part à plusieurs enquêtes de grande ampleur portant sur le trafic d'anhydride acétique l'année dernière, qui ont mené à la saisie de plus de 30 tonnes – vraisemblablement destinées à la fabrication d'héroïne en Afghanistan – de ce produit. L'anhydride acétique fait l'objet d'un contrôle réglementaire international et peut être acheté en gros pour 1 USD par litre, tandis que dans le sud de l'Afghanistan il peut valoir 400 fois plus sur le marché noir.

Sous-projet Watani

Principal domaine criminel Production illicite d'héroïne

Pays participants Allemagne, Autriche, Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, DEA (États-Unis)[22]

Contribution d'Europol

- Mise en œuvre et organisation de plusieurs réunions opérationnelles ayant réussi à coordonner les enquêtes en cours et à échanger des informations, en collaboration avec Eurojust et la DEA américaine.
- Offre d'expertise, notamment dans les domaines de la coopération opérationnelle et du développement de données relatives à la criminalité
- Assistance des experts d'Europol aux enquêtes des États membres, au moyen de l'analyse de données concernant les enquêtes et du recensement de liens opérationnels.

Ampleur des enquêtes

Ce groupe criminel organisé était impliqué dans le trafic de quantités significatives d'un précurseur essentiel de l'héroïne. Jusqu'ici, les enquêtes ont mené à quatre saisies coordonnées d'anhydride acétique, y compris une saisie en dehors des frontières de l'UE.

Résultat de la coopération internationale:

- Démantèlement d'un important réseau criminel organisé, fortement impliqué dans le trafic d'anhydride acétique au sein de l'UE comme à l'extérieur
- Saisie de plus de 30 tonnes de ce précurseur essentiel, ce qui représente une quantité significative au regard de la quantité d'héroïne pouvant être produite à l'aide de cette substance.

3.1.4 Cannabis

Le cannabis est le stupéfiant le plus répandu au niveau mondial pour ce qui est de la production, du trafic et de la consommation sous ses diverses formes telles que les feuilles de cannabis (marijuana), la résine de cannabis (haschisch) et l'huile de cannabis. L'Union européenne représente un gros marché de consommateurs de cannabis. La production est également un problème significatif dans de nombreux pays.

[22] Administration américaine de répression des narcotiques.

Le trafic et la production de cannabis représentent des activités attrayantes pour de nombreux criminels, car ils sont perçus comme présentant un faible risque. De nombreux groupes criminels sont donc impliqués dans la production et le trafic de cannabis, ainsi que dans le blanchiment de l'argent obtenu. Cependant, il est rare que ces réseaux criminels ne soient actifs que sur le marché du cannabis. Ces activités s'inscrivent souvent dans le cadre d'un commerce illicite portant sur plusieurs stupéfiants, dont les variables dépendent de paramètres géographiques ou ethniques, ou simplement des occasions qui surviennent.
Europol lance, appuie et coordonne l'aspect renseignement des enquêtes, tout en développant l'échange d'informations, le savoir et l'expérience dans le domaine du cannabis. Deux sous-projets sont axés sur le trafic de cannabis en gros et sur la culture et la production de cannabis. Europol a principalement reçu des renseignements concernant les enquêtes en cours liées au trafic de cannabis, en se concentrant sur les voies reliant l'Afrique du Nord à la Scandinavie.

Europol a conçu le **système de comparaison des sites de culture du cannabis d'Europol** (Europol Cannabis Cultivation Site Comparison System — ECCCS) et le **système des logos du cannabis d'Europol** (Europol Logo System on Cannabis — ELSC). Nous faisons également partie du **groupe d'experts européens sur le cannabis** (European Expert Group on Cannabis — EEGC), qui a déjà soutenu plusieurs affaires opérationnelles.

En 2011, des équipes spécialisées d'Europol ont apporté leur soutien à plusieurs enquêtes au moyen d'analyses ad hoc et de criminalistique sur le terrain. Grâce à l'initiative de la force opérationnelle commune néerlandaise, une augmentation significative des renseignements apportés a été observée. Cela s'est traduit par un nombre important de produits d'analyse, qui ont renforcé notre connaissance de la situation aux Pays-Bas et permis de recenser plus de liens avec des enquêtes en cours dans d'autres États membres.

Europol a organisé à La Haye une formation sur le **démantèlement de sites illégaux de culture de cannabis en intérieur**, à laquelle ont participé des représentants de 20 pays de l'UE.

Deux experts venant de Belgique et des Pays-Bas ont présenté leurs connaissances sur la méthodologie et les risques impliqués pour les policiers se consacrant au démantèlement de ces plantations. La formation offrait aux participants les informations nécessaires au démantèlement sûr des sites et à la conservation des preuves. Par ailleurs, des experts ont présenté des détails concernant les capacités opérationnelles d'Europol, à la suite de quoi les participants se sont rendus en Belgique afin de mener des exercices pratiques avec des plantations factices en intérieur.

Opération Mango

Principal domaine criminel Cannabis et trafic de faux euros

Pays participants Espagne. 20 pays de l'UE touchés.

Contribution d'Europol

- En tant que bureau central européen de protection de l'euro, Europol a joué un rôle important dans cette opération, en coordonnant les enquêtes entre les pays touchés par les activités des faux-monnayeurs.

Ampleur de l'opération

Ce groupe criminel faisait l'objet d'une enquête de la police nationale espagnole depuis quelque temps, pour trafic de stupéfiants et faux-monnayage d'euros. Les autorités espagnoles ont démantelé la première partie du réseau criminel lorsqu'elles ont saisi plus d'une tonne de cannabis et arrêté 11 suspects. Les enquêtes ont alors continué, se concentrant cette fois sur le faux-monnayage.

Le principal faux-monnayeur était le propriétaire d'une entreprise de distribution de conserves, où l'atelier d'imprimerie clandestin a été trouvé. Il se servait de l'entreprise comme couverture pour l'atelier, dans lequel des billets de 50 euros étaient illégalement imprimés. Ce groupe criminel importait également de faux billets de 20, 50 et 100 euros provenant d'autres ateliers clandestins en Italie, en vue de les distribuer dans toute l'Europe.

Résultat de la coopération internationale:

- Démantèlement du groupe criminel responsable de trafic de drogue et de la distribution de plus de deux millions de faux euros dans 20 États membres de l'UE
- Saisie d'1,5 million d'euros en faux billets, ainsi que de matériel utilisé pour la production d'importantes quantités d'autres faux billets
- Saisie de plus d'une tonne de cannabis
- Découverte de machines et d'outils servant à fabriquer de faux documents d'identité espagnols.

3.2 Traite des êtres humains

En 2011, la traite des êtres humains (TEH) demeurait un grave problème au sein de l'UE. Cette forme de criminalité viole les droits de l'homme et traite les personnes comme des marchandises.

L'ampleur et la nature de la TEH au sein de l'UE sont difficiles à définir, notamment car elle est souvent dissimulée sous une autre forme de criminalité, telle que la prostitution, l'immigration clandestine ou les conflits du travail. Cela se traduit souvent par des situations où la TEH n'est pas enregistrée ou ne fait pas l'objet d'une enquête en tant que telle.

Le nombre de citoyens de l'UE identifiés comme étant victimes de cette forme de criminalité est inévitablement en augmentation. C'est le résultat de l'accession à l'UE de certains pays qui sont des sources traditionnelles de la TEH, et du plus grand nombre d'autres citoyens de l'UE ayant l'occasion et le droit de travailler et de vivre à l'étranger. Des sources importantes telles que la Fédération de Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Turquie, la Moldavie et les Balkans occidentaux, sont à présent frontalières de l'UE, et leurs ressortissants sont fréquemment identifiés comme des victimes ou des trafiquants dans le cadre d'enquêtes effectuées par les services répressifs de l'UE.

L'UE est également une zone active pour les réseaux de trafic provenant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, et de plus en plus de personnes provenant de ces régions sont identifiées comme des victimes du trafic ou comme des trafiquants suspectés.

Bien que l'exploitation sexuelle soit la forme la plus médiatisée de TEH, l'exploitation de la main-d'œuvre est également un délit courant, qui demeure souvent caché en raison d'un manque général de connaissance du sujet. En 2011, l'augmentation des taux de détection a permis de relever une nouvelle tendance des trafiquants à utiliser les possibilités offertes par l'internet pour promouvoir des services sexuels ou pour le recrutement.

En 2011, Europol a apporté un soutien actif à 22 enquêtes de haut niveau en matière de traite des êtres humains. Nous avons offert un soutien opérationnel sur le terrain en déployant notre bureau mobile, permettant aux enquêteurs d'accéder directement à des bases de données et à des outils d'analyse dans les zones concernées.

Opération Veerde

Principal domaine criminel Traite des êtres humains

Pays participants République tchèque, Royaume-Uni

Contribution d'Europol

- Cette opération a permis de démanteler un réseau de TEH dans son ensemble, de la phase de recrutement initial à la phase d'exploitation, et elle a été couronnée de succès grâce au recours à une équipe commune d'enquête à laquelle ont pris part Europol et Eurojust.

Ampleur de l'opération

Des enquêtes parallèles tchèques et britanniques portaient sur les activités d'un groupe criminel organisé faisant entrer des femmes tchèques au Royaume-Uni en leur promettant 30 000 couronnes tchèques en échange d'un mariage blanc avec un citoyen britannique. La plupart des femmes ne recevaient jamais cet argent, et leurs passeports nouvellement obtenus demeuraient entre les mains du groupe criminel organisé en vue d'une éventuelle réutilisation pour des personnes ressemblantes.

À leur arrivée au Royaume-Uni, les femmes tchèques subissaient des violences physiques, étaient violées et contraintes à se prostituer ou à épouser des citoyens pakistanais ou indiens

afin de légaliser le statut de ces hommes. La criminalité organisée a également fraudé le système des prestations sociales britanniques.

Résultat de la coopération internationale:

- 11 arrestations au Royaume-Uni et en République tchèque, démantelant le groupe criminel organisé.

Équipes communes d'enquête

Afin de renforcer davantage la coopération policière, il est possible de créer des équipes communes d'enquête (Joint Investigation Team — JIT). Constituées d'autorités judiciaires et policières d'au moins deux États membres, ces équipes sont chargées de mener des enquêtes criminelles sur des sujets spécifiques, pendant une durée limitée. Europol et Eurojust peuvent participer au travail des équipes communes d'enquête et le coordonner.

En 2011, Europol a pris part à 17 équipes communes d'enquête, a participé activement à plusieurs autres équipes communes d'enquête et les a soutenues, sans qu'un accord formel ait été établi.

Planification stratégique opérationnelle globale pour la police (COSPOL)* sur la criminalité organisée dans les Balkans occidentaux

À la suite d'une intense activité des services répressifs incluant une coopération policière et judiciaire internationale, le groupe COSPOL sur la criminalité organisée dans les Balkans occidentaux a atteint l'un de ses objectifs clés pour l'année 2011, et 18 fugitifs albanais ont été arrêtés après avoir échappé à la justice pendant de nombreuses années.

Grâce aux services d'Europol, à ce groupe COSPOL et au BCN[23] de Rome, les autorités judiciaires italiennes ont identifié des criminels clés et ont pu fournir aux autorités albanaises des renseignements susceptibles de contribuer à la localisation et à l'arrestation de ces criminels importants.

La coopération des autorités albanaises a été essentielle pour le succès de cette opération, celles-ci ayant en effet localisé puis arrêté 18 criminels albanais recherchés pour des délits graves et organisés tels que l'appartenance à une organisation criminelle internationale, des homicides, le trafic de stupéfiants et d'armes, l'immigration clandestine et l'exploitation de la prostitution.

Les personnes arrêtées sont en cours d'extradition vers l'Italie, sur la base d'un nouveau protocole d'extradition entre l'Italie et l'Albanie. Cet instrument juridique facilite considérablement l'interaction entre les services répressifs de ces deux pays, et il représente une étape importante dans l'évolution de la coopération policière et judiciaire internationale dans cette région.

* Le projet COSPOL était un instrument répressif multilatéral créé à l'initiative de la task force opérationnelle des chefs de police de l'UE (TFCP). Il a à présent été convenu que ce projet serait intégré au projet EMPACT, créé dans le cadre du cycle d'élaboration des politiques de l'UE.

[23] Bureau central national d'Europol à Rome.

3.3 Aide à l'immigration clandestine

L'expression «aide à l'immigration clandestine» couvre plusieurs formes différentes de grande criminalité qui visent toutes à faciliter l'entrée ou la résidence illégales dans un pays pour obtenir des gains financiers. L'aide à l'immigration clandestine consiste donc à produire et à fournir de faux titres de voyage ou des permis obtenus sous de faux prétextes, et à transporter clandestinement des personnes ou à les aider autrement à entrer ou à séjourner illégalement dans un pays — souvent en relation avec plusieurs autres activités criminelles.

En général, les organisations criminelles d'aide à l'immigration clandestine tendent à être structurées en réseaux souples de petits groupes présentant, pour la plupart, des liens ethniques ou culturels avec les immigrants clandestins qu'ils aident. Les organisations criminelles impliquées présentent un degré élevé de souplesse et une capacité à collaborer à travers les frontières, indépendamment des différences ethniques et même dans des régions où règne une tradition de conflit ethnique. Les passeurs détectent et utilisent rapidement les divers changements qui se produisent dans la société, tels que les tactiques répressives et les modifications législatives ou réglementaires, ainsi que l'ouverture de nouveaux itinéraires, d'itinéraires plus économiques ou de nouveaux points de passage des frontières.

Europol apporte un soutien analytique aux États membres de l'UE dans le but de combattre l'aide à l'immigration clandestine. Les réseaux criminels impliqués dans l'aide à l'immigration clandestine sont parfois également mêlés à d'autres formes de criminalité, telles que la contrefaçon de titres de voyage, le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent, la traite des êtres humains et similaires.

Europol a divisé ce projet analytique en sous-projets axés sur des organisations criminelles, des nationalités, des modes opératoires ou des zones géographiques spécifiques. En 2011, neuf sous-projets actifs mettaient l'accent sur l'aide à l'immigration clandestine depuis le Vietnam, l'Iraq, l'Afghanistan, l'Iran, l'Asie du Sud, l'Afrique du Nord et la Chine, ainsi que sur la production et la diffusion de faux documents. Europol soutient par ailleurs l'Italie dans sa lutte contre l'immigration clandestine en provenance d'Afrique du Nord, et aide la Grèce à lutter contre les réseaux actifs sur la frontière turco-grecque.

Europol participe également à deux équipes communes d'enquête: l'une sur les mariages de complaisance et l'autre sur l'aide à l'immigration clandestine de citoyens sri-lankais vers l'UE en passant par la Finlande.

Au cours de l'année 2011, Europol a soutenu neuf grandes opérations européennes ciblant les réseaux criminels d'aide à l'immigration clandestine:

- Ces opérations ont mené à l'arrestation de 161 passeurs présumés
- Les activités opérationnelles ont été coordonnées au cours de réunions organisées et animées par Europol
- Europol était présent dans les centres de coordination opérationnelle et a fourni une assistance en apportant son expertise technique et en déployant le bureau mobile.
- Au cours des phases d'enquête, les fonctionnaires d'Europol se sont concentrés sur les analyses opérationnelles et, dans de nombreux cas, ont identifié des liens avec d'autres enquêtes européennes.

Opération Cestia

Principal domaine criminel Aide à l'immigration clandestine de citoyens afghans

Pays participants Allemagne, France, Italie

Contribution d'Europol

- Le bureau mobile d'Europol a été déployé au siège de la police italienne à Rome pour la durée de l'opération en direct, ainsi qu'un analyste et un spécialiste de l'immigration clandestine.
- Les experts d'Europol ont offert une expertise technique et une analyse opérationnelle tout au long de l'opération, établi plusieurs rapports de renseignements et facilité l'échange d'informations.

Ampleur de l'opération

Europol a soutenu une journée d'action menée par l'Italie, ciblant un important réseau de passeurs de migrants. Cette enquête transfrontalière était également coordonnée par Eurojust, et a duré près de deux ans.

L'enquête se concentrait sur le passage clandestin de citoyens afghans depuis leur pays d'origine, en passant par le Pakistan, l'Iran et la Turquie. Les migrants passaient ensuite par la Grèce avant d'être acheminés jusqu'à Rome. De là, les trois destinations privilégiées étaient le Royaume-Uni, la Norvège et la Suède. Selon les experts, le coût du voyage complet depuis l'Afghanistan vers l'Italie allait de 3 500 à 5 000 euros. Le voyage pouvait durer de quelques jours à plusieurs semaines. Le nombre de migrants acheminés entre 2008 et 2011 est estimé à 200 par mois, et il est présumé que 20 % de ceux-ci étaient mineurs. Des mineurs afghans ont été découverts lors des perquisitions de domiciles menées au cours de l'opération.

Le réseau criminel était bien établi, possédant des cellules dans de nombreux pays. Le groupe avait également accès à de faux documents d'identité européens, et utilisait le système Hawala pour transférer de l'argent entre les différentes parties du réseau au Royaume-Uni, en France, en Italie, au Pakistan, en Iran et en Grèce. Les principaux organisateurs du réseau résidaient au Royaume-Uni.

Résultat de la coopération internationale:

- 26 arrestations, principalement en Italie, mais également en France et en Allemagne

Le système **Hawala** (aussi appelé Hundi) est un système informel de transfert de valeur basé sur la performance et l'honneur d'un immense réseau d'agents de change, situés pour la plupart au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, dans la Corne de l'Afrique et en Asie du Sud.

Dans la version la plus simple du système Hawala, l'argent est transféré par l'intermédiaire d'un réseau d'agents Hawala, ou hawaladars. Il consiste en transférer de l'argent sans le déplacer réellement. Un client s'adresse à un hawaladar dans une ville et lui confie une somme d'argent à transférer à un destinataire dans une autre ville, habituellement à l'étranger. L'agent de change appelle un autre hawaladar dans la ville du destinataire, transmet des instructions relatives à la somme à transmettre (généralement moins une commission d'un faible montant), et promet de rembourser la dette à une date ultérieure.

Dans certaines parties du monde, ce système représente la seule possibilité de transférer de l'argent de manière légitime, et il a même été utilisé par des organisations humanitaires dans des régions où il représente l'institution la plus fonctionnelle. Les transferts sont

habituellement informels et ne sont pas réglementés de manière efficace par les gouvernements, ce qui représente un atout considérable pour les clients souhaitant éviter les taxes, les réglementations en matière de devises ou d'immigration, ou d'autres restrictions.

Opération Schwarz/White

Principal domaine criminel Passage d'immigrés clandestins vietnamiens

Pays participants Allemagne, France, Hongrie, République tchèque, Royaume-Uni

Contribution d'Europol

- Soutien et coordination par Europol et Eurojust de cette opération impliquant cinq pays

Ampleur de l'opération

Les forces de police européennes ont mené cette opération contre plusieurs réseaux criminels sophistiqués offrant leurs services à des immigrés potentiels souhaitant entrer au Royaume-Uni depuis le Vietnam.

Le mode opératoire consistait à fournir aux citoyens vietnamiens de faux papiers, à leur faire prendre l'avion jusqu'à Moscou puis les transporter vers l'UE à bord de trains, d'automobiles ou de camions. Pour ceux qui souhaitaient se rendre au Royaume-Uni, un groupe de passeurs kurdes iraquiens offraient ce service depuis la Belgique et la France pour un montant de 2 000 à 3 000 euros. Ils faisaient traverser la Manche aux immigrés clandestins dissimulés à bord de camionnettes ou de camions.

Les passeurs proposaient également une méthode plus coûteuse (de 10 000 à 15 000 euros pour un passage garanti) en obtenant illégalement des visas Schengen délivrés à Hanoï pour des voyages d'affaires. Les immigrés pouvaient alors prendre des vols directs à destination de Paris. Les immigrés étaient placés dans des logements clandestins à Paris mis en place par les passeurs, avant la dernière étape de leur trajet vers le Royaume-Uni. Ce réseau sophistiqué disposait de cellules en Pologne, en République tchèque, en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et au Vietnam.

La police est intervenue à Lille, Paris, Londres, Prague, Berlin, Munich et Budapest, où plusieurs maisons et appartements soupçonnés d'être des logements clandestins ont été ciblés.

La France a démantelé un camp de transit utilisé par les immigrants à Grande–Synthe, près de Dunkerque; 38 immigrants (dont 14 Vietnamiens et 17 de diverses autres nationalités) ont été interceptés dans ce camp où ils vivaient tous dans des conditions d'inconfort.

Résultat de la coopération internationale:

- Passeurs présumés arrêtés en France (19), en Allemagne (8), en Hongrie (5), en République tchèque (2) et au Royaume-Uni (1)
- Découverte d'une plantation de cannabis en intérieur, en France.

Opération Truck

Principal domaine criminel Réseau chinois de passeurs d'immigrés clandestins

Pays participants France, Portugal, Royaume-Uni

Contribution d'Europol

- Le centre de coordination installé au siège d'Europol a offert tous les outils spécialisés de communication nécessaires au soutien et à la coordination en temps réel. Des représentants de toutes les autorités d'enquête étaient présents
- Le centre de coordination était soutenu par Eurojust, qui a offert un précieux soutien juridique
- Les analystes d'Europol ont fourni des rapports d'analyse relatifs aux renseignements criminels émergeant lors de l'enquête.

Ampleur de l'opération

Cette opération ciblait un réseau chinois impliqué dans l'aide à l'immigration clandestine à destination du Royaume-Uni. Les clients versaient jusqu'à 23 000 euros aux passeurs pour atteindre l'Europe occidentale depuis la Chine. Une fois en Europe, les immigrés recevaient des papiers, qu'ils utilisaient souvent pour voyager depuis la France ou le Portugal vers le Royaume-Uni. Les criminels chinois étaient en mesure d'obtenir de manière illégale des permis de travail et de résidence ainsi que de faux visas, des documents d'identité et de voyage, une assistance juridique et des logements clandestins.

Résultat de la coopération internationale:

- Arrestation de 18 suspects au total par la police: 10 en France, 6 au Portugal et 2 au Royaume-Uni
- Perquisitions simultanées de domiciles en France et au Portugal, menant à la saisie de documents, d'argent, de relevés bancaires, de téléphones mobiles et d'autres preuves
- L'enquête a démontré l'existence d'un réseau criminel bien organisé d'aide à l'immigration clandestine.

3.4 Centre Europol de lutte contre la cybercriminalité

L'internet a révolutionné la manière dont nous vivons, et il a contribué à éliminer les frontières au sein de la société. L'«autoroute de l'information» prédite il y a trente ans est devenue une réalité, et le monde dépend de plus en plus des hautes technologies de communication et des systèmes bancaires. Cette évolution a ouvert de nouvelles possibilités aux criminels et donné naissance à de nouveaux produits illégaux, notamment des informations personnelles et financières ainsi que des contenus numériques illégaux.

Au début de l'année 2011, l'évaluation de la menace que représente la criminalité organisée sur l'internet (iOCTA)[24] a relevé une «économie numérique souterraine» au sein de laquelle ces données sont échangées comme un produit de base illicite. Cette économie souterraine produit en même temps des dommages considérables pour les victimes d'escroqueries sur l'internet et de vol d'identité, de nombreuses personnes étant vulnérables en raison d'un manque d'expérience en ligne. La technologie internet a par ailleurs diffusé des contenus pédopornographiques à un public plus large, et a rendu ces contenus plus faciles à distribuer que jamais.

Le centre Europol de lutte contre la cybercriminalité, fondé en 2002, offre un degré élevé d'expertise grâce à trois équipes de spécialistes qui se concentrent sur la lutte contre l'**exploitation sexuelle des enfants**, la **fraude aux cartes de paiement** et la **cybercriminalité**. Cette expertise est offerte sous la forme de coordination, de formation, de soutien opérationnel et d'analyse opérationnelle.

Des similarités évidentes existent entre les activités de ces trois équipes. Elles offrent toutes un soutien scientifique spécialisé aux aspects numériques des enquêtes dans les États membres, et travaillent en étroite collaboration avec des partenaires extérieurs aux services répressifs, notamment dans le secteur des finances et celui des communications. Ces trois types de criminalité sont tous véritablement mondiaux. Il apparaît par ailleurs que des criminels actifs dans différents secteurs clandestins de l'internet utilisent les mêmes outils dans des buts variés, en prenant le contrôle de sites web pour y héberger des contenus pédopornographiques, ou en développant des logiciels malveillants destinés à attaquer des distributeurs automatiques de billets (DAB).

Pour ces raisons, les personnels des trois domaines évoqués ont uni leurs forces pour former le **Centre Europol de lutte contre la cybercriminalité**. Cette union permet aux spécialistes de la criminalité en ligne de mieux partager leur expertise technique et de développer des contre-mesures efficaces, offrant ainsi une assistance plus efficace aux États membres et protégeant mieux les citoyens de l'UE.

3.4.1 Cybercriminalité

Développements opérationnels

Dans l'iOCTA, l'entrepreneuriat dans le domaine de la cybercriminalité, fondé sur l'utilisation de logiciels malveillants et de réseaux zombies, est considéré comme une des principales menaces du paysage de la cybercriminalité.

Les groupes cybercriminels continuent de cibler l'infrastructure financière en procédant à des attaques sophistiquées à l'aide de logiciels malveillants. En 2011, Europol a soutenu, entre autres, les opérations suivantes liées aux logiciels malveillants:

- L'opération Crossbill, menée par le Royaume-Uni contre un groupe criminel actif ayant recours aux logiciels malveillants et dont les activités comprenaient:
    - la diffusion de code malveillant

[24] Téléchargeable sur le site web d'Europol.

- la récolte d'informations d'identification bancaires, suivies de:

- vol puis blanchiment de fonds provenant de comptes bancaires corrompus.

Il s'agissait d'une des premières équipes communes d'enquête en matière de cybercriminalité, et d'un bon exemple pour la coopération à l'avenir.

- L'opération Mariposa II représentait le suivi du démantèlement en 2010, en Espagne, d'un groupe de criminels utilisant le réseau zombie «papillon». Ce réseau continuait de s'étendre, de nouveaux groupes apparaissant à travers toute l'Europe, exploitant le logiciel malveillant à l'origine du réseau à des fins lucratives. La poursuite des enquêtes a mené à l'identification d'autres groupes utilisant ce logiciel malveillant à travers le monde. Afin de démanteler l'infrastructure du réseau zombie «papillon» et de coordonner les enquêtes, un groupe de travail opérationnel s'est réuni à l'automne 2011. Le groupe central d'États membres de l'UE poursuivra ce travail en 2012, en étroite coopération avec les États-Unis et l'Australie.
- Les réunions opérationnelles ont débouché sur d'intéressants recoupements avec d'autres séries de données qui contribueront à la collecte de preuves dans cette opération. En outre, cela conduira à une meilleure compréhension du modèle économique criminel utilisé par les suspects de haut niveau dans le monde de la cybercriminalité.

Le soutien aux opérations liées aux logiciels malveillants se poursuivra de manière générale en 2012, mais une attention particulière sera accordée à l'identification des criminels plus sophistiqués, tels que les groupes de «développement» qui créent et maintiennent à jour les logiciels malveillants les plus utilisés dans l'économie numérique souterraine.

Des réseaux de convoyeurs d'argent sont utilisés pour orienter, répartir et «retirer» les recettes de l'entreprise criminelle en ligne. Le démantèlement de ces réseaux a constitué un des objectifs clés de l'année dernière. Jusqu'à présent, l'analyse des contributions dans ce domaine a conduit à une meilleure compréhension de la manière dont l'argent circule, et au recensement de plusieurs zones géographiques où étaient effectués de nombreux «retraits».

- *S'inspirant à l'origine de la coopération entre l'Espagne et Eurojust, un projet visant à dresser une carte des réseaux de convoyeurs et à identifier les principaux suspects en Europe est en cours.*

Outre la menace persistante de la cybercriminalité à but lucratif, l'année 2011 a de toute évidence été l'année du «hacktivisme». Au début de l'année, de grandes entreprises impliquées dans la pénalisation de Wikileaks ont été prises pour cible, puis les attaques se sont étendues aux gouvernements, aux services répressifs et aux partis politiques. Des groupes dérivés et dissidents du mouvement originel «Anonymous» sont apparus à travers le monde occidental.

- À la suite des attaques lancées par «Anonymous» et d'autres groupes contre plusieurs États membres de l'UE, Europol a organisé une réunion opérationnelle visant à identifier des liens entre les différentes enquêtes et à planifier des mesures ultérieures. À partir des renseignements recueillis lors de cette réunion, la nature et l'impact d'«Anonymous» et de ses attaques contre l'Europe sont en cours d'évaluation.
- Des rapports de renseignements spécifiques ont également été rédigés sur «Anonymous» et sur «Lulzsec».

Renseignements

La fonction de renseignement en matière de cybercriminalité continue de se développer, en plaçant l'accent sur la prévision et la démystification des phénomènes liés à l'internet. En 2011, des recherches ont été réalisées et diffusées sur les phénomènes suivants, entre autres:

- Stuxnet: explication technique de ce logiciel malveillant sophistiqué.

- Groupe «Lulzsec»: montée en puissance du groupe «Lulzsec» et du mouvement «Antisec».

- Sabotage téléphonique: analyse stratégique et opérationnelle de l'utilisation frauduleuse de la voix sur IP (VoIP) afin de manipuler un système téléphonique, faisant apparemment revivre le concept de «phreaking».

- Attaques par déni de service sur SSL: possibilité de compromettre les paiements en ligne sécurisés effectués avec le protocole SSL.

Les recherches en cours sur l'évolution du système de paiement virtuel «Bitcoin» et sur l'utilisation criminelle du réseau d'anonymisation «Tor» seront publiées en 2012.

Soutien scientifique et opérationnel

Un soutien scientifique spécifique a été offert pour plusieurs des opérations de grande envergure, par exemple l'opération Crossbill (ci-dessus). En général, les résultats de l'examen scientifique des données saisies sont également utilisés pour établir une carte des groupes à un niveau supérieur dans la hiérarchie de la cybercriminalité, à l'aide de comparaisons avec d'autres séries de données.

Formation

La formation en matière de cybercriminalité a été développée et offerte par l'intermédiaire des activités suivantes:

- Dans le cadre d'une collaboration avec Eurojust, environ 80 procureurs et juges ont été formés aux techniques d'enquête en matière de logiciels malveillants en Roumanie.
- Europol a accueilli deux réunions du groupe européen de formation et d'enseignement sur la cybercriminalité (ECTEG) et a joué un rôle actif dans le travail de ce groupe en développant, en coordonnant et en offrant une formation en matière de cybercriminalité. Les membres de l'ECTEG comprennent le CEPOL, Eurojust et Interpol, mais également des partenaires cruciaux des milieux universitaires ainsi que du secteur privé.
- Les membres du personnel d'Europol travaillant dans d'autres domaines ont été formés aux principes de base des analyses en matière numérique, de réseaux et d'appareils mobiles, grâce à trois différents cours accrédités. Ce programme offre aux fonctionnaires d'Europol des connaissances pratiques afin de mieux soutenir leurs activités spécialisées.
- Le personnel opérationnel d'Europol a été formé au déploiement sur le terrain du dispositif d'extraction universel d'investigation numérique (UFED), boîte à outils de criminalistique.
- Le personnel spécialisé en cybercriminalité a soutenu l'initiative du CEPOL portant sur le développement d'un système d'apprentissage en ligne relatif à la cybercriminalité.

Réseau de criminalistique informatique (RCI)

Le réseau de criminalistique informatique (RCI) est une plate-forme en cours de développement au sein d'Europol visant à soutenir l'analyse scientifique de données saisies entre plusieurs opérations et fichiers de travail aux fins d'analyses.

En 2011, le projet RCI a fourni une plate-forme de base permettant d'effectuer des analyses de données informatiques. Cette plate-forme permet de filtrer et de traiter les informations pertinentes à partir d'un volume important de données informatiques, tout en préservant la valeur de preuve des données ou des renseignements. Cette capacité hautement sophistiquée d'extraction et d'analyse d'informations criminelles à partir de données numériques sera développée plus avant en 2012.

Groupe de travail européen sur la cybercriminalité (European Cybercrime Task Force — EUCTF)

Cette année, le centre Europol de lutte contre la cybercriminalité a accueilli deux réunions de l'EUCTF. Ce groupe, formé par les dirigeants des unités de lutte contre la cybercriminalité des États membres, la Commission européenne et Eurojust, détermine les orientations stratégiques de la lutte de l'UE contre la cybercriminalité; il est par ailleurs responsable de la transformation en activités opérationnelles des objectifs stratégiques liés à la cybercriminalité définis par le comité permanent de sécurité intérieure du Conseil (COSI).

3.4.2 Exploitation sexuelle des enfants

La production et la distribution de contenu illégal illustrant l'exploitation sexuelle des enfants sont principalement facilitées par l'internet. L'anonymat apparent qu'offre ce moyen de communication complique l'identification et la localisation des contrevenants. La découverte de matériel illicite n'est qu'un élément, éventuellement le début, d'une enquête sur la criminalité contre les enfants. Le dépistage et l'identification des enfants victimes constituent une priorité et un défi supplémentaire pour la répression.

Une fois que le matériel pédopornographique est mis en ligne, il constitue une revictimisation permanente de l'enfant représenté. Le web fournit également une plate-forme pour d'autres formes de criminalité contre les enfants, telles que la manipulation psychologique en ligne des enfants[25].

En 2001, un fichier de travail aux fins d'analyse spécialisé a été élaboré pour prévenir et combattre les activités de réseaux criminels impliqués dans la production, la vente ou la distribution de matériel d'exploitation pédosexuelle, ainsi que dans la criminalité associée. À ce jour, Europol a diffusé des milliers de paquets de renseignements et de rapports analytiques aux services répressifs, permettant d'identifier plus de 3 000 délinquants pédosexuels, ainsi qu'un grand nombre de victimes. Europol a également aidé les États membres à examiner en détail des copies du matériel numérique saisi par les services de police.

Tendances actuelles

- Les délinquants pédosexuels voyagent ou migrent vers des pays spécifiques où les enfants sont offerts, par leur famille ou par des facilitateurs, à des fins d'exploitation et de production de matériel pédopornographique.
- Le matériel pédopornographique peut être autoproduit par des adolescents ou des enfants qui sous-estiment les risques liés à la distribution de leurs images ou vidéogrammes. Dans certains cas, ils sont convaincus ou contraints de produire ce matériel par des délinquants pédosexuels qui se livrent à la manipulation psychologique en ligne.
- La manipulation psychologique en ligne et l'envoi de messages sexuels à des jeunes à l'aide de téléphones portables et de dispositifs multimédias («sextage») sont également des tendances observables.
- Les délinquants pédosexuels utilisent des logiciels sophistiqués pour préserver leur anonymat. Ils utilisent le stockage en ligne et des techniques d'encryptage avancées pour contrer les inspections policières de criminalistique numérique.
- Les délinquants semblent se concentrer sur l'utilisation de canaux cachés où l'accès privé n'est accordé qu'aux personnes «choisies». Un tel «choix» est lié à la quantité et au type d'images d'abus sexuels que ces personnes partagent.

[25] La manipulation psychologique en ligne est la proposition par un adulte de rencontrer un enfant, qui n'a pas atteint l'âge du consentement sexuel au titre de la législation nationale, dans le but d'engager des activités sexuelles avec lui.

- D'autres phénomènes ont commencé à faire leur apparition, par exemple le tourisme cybersexuel, où l'abus d'un enfant a lieu devant une webcam, après réception d'un paiement.

Opération Rescue

Principal domaine criminel Réseau mondial de délinquants pédosexuels

Pays participants Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, Grèce, Islande, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni

Contribution d'Europol

- Le succès de l'opération est dû en grande partie au rôle unique joué par Europol dans l'identification des membres du réseau de délinquants pédopornographiques et dans le soutien aux actions opérationnelles des autorités policières dans plusieurs juridictions.
- C'est notamment le travail des analystes d'Europol ayant décrypté les dispositifs de sécurité d'un serveur d'mportance capitale au centre du réseau qui a permis de révéler l'identité et les activités des délinquants pédosexuels présumés.
- Europol a par la suite diffusé plus de 4000 rapports de renseignements aux autorités policières de plus de 30 pays en Europe et au-delà, qui ont mené à l'arrestation de suspects et à la protection d'enfants.
- Les rapports ont également mis en évidence des liens entre ce réseau et ceux faisant l'objet de plusieurs autres enquêtes.

Ampleur de l'opération

Baptisée opération Rescue, cette affaire complexe a duré pendant trois ans; Europol a soutenu et coordonné les enquêtes au cours des 18 derniers mois. Les services répressifs de 14 pays ont été réunis pour pister les contrevenants à une échelle véritablement mondiale. Certains autres pays, non mentionnés ici, ont également des enquêtes en cours dans le cadre desquelles des suspects ont été identifiés.

Les délinquants pédosexuels présumés étaient membres d'un forum en ligne – boylover.net – faisant la promotion de relations sexuelles entre des adultes et de jeunes garçons. Le site web était hébergé sur un serveur situé aux Pays-Bas et, au moment de son activité maximale, il se targuait d'utilisé par 70 000 membres à travers le monde.

Le site web a à présent été fermé. Il tentait de se limiter à offrir un simple forum de discussion où les utilisateurs pouvaient parler de leur attraction sexuelle pour les jeunes garçons sans commettre de délits spécifiques, se plaçant ainsi hors de l'observation d'actes répréhensibles par police. Une fois le contact établi sur ce site, certains membres passaient alors sur des canaux plus privés, tels que le courriel, afin d'échanger et de partager des images et des films illégaux représentant des enfants victimes d'abus sexuels. Les ordinateurs saisis auprès des personnes arrêtées contenaient des quantités considérables d'images et de vidéos pédopornographiques.

Au début de l'enquête, des équipes de police de l'internet britanniques et australiennes ont identifié les membres du site boylover.net qui présentaient, selon les estimations des policiers, le risque le plus élevé pour les enfants. Ils ont également suivi la migration des contrevenants vers d'autres sites, où les enquêtes et les évaluations des risques se poursuivent.

Résultat de la coopération internationale:

- Identification de 779 suspects à travers le monde

- 250 arrestations
- Mise sous protection de 252 enfants.
- Le nombre de victimes protégées est le plus élevé jamais atteint pour ce type d'affaire, et les enquêtes se poursuivent.

Force opérationnelle virtuelle mondiale (VGT)

Europol a rejoint la force opérationnelle virtuelle mondiale (Virtual Global Taskforce – VGT) en avril 2011. L'objectif de la VGT est de mettre en place un partenariat international efficace des services répressifs, des organisations non gouvernementales et du secteur privé afin de protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne des enfants. En rejoignant la VGT, Europol vise à intensifier la coopération avec les pays tiers pour lutter contre cette forme de criminalité sans frontières.

Coalition financière européenne (CFE)

Europol préside la Coalition financière européenne (CFE) sous sa nouvelle forme. En se concentrant sur les transactions financières, la Coalition lutte contre la distribution en ligne d'images pédopornographiques illégales, et vise à jouer le rôle de plate-forme permanente et de centre de ressources pour les parties intéressées, y compris les services répressifs, les fournisseurs de systèmes de paiement, les fournisseurs d'accès internet (FAI) et les organisations non gouvernementales (ONG).

Filtre antidistribution de contenus pédopornographiques

Le projet COSPOL[26] relatif aux contenus pédopornographiques en ligne (COSPOL Internet-Related Child Abusive Material Project – CIRCAMP)[27] a appliqué avec succès le filtre antidistribution des abus sexuels sur enfants en 2011.

Afin de rehausser les capacités opérationnelles, un nouveau plan d'action a amélioré la coopération internationale. Les renseignements produits par les enquêtes seront analysés par Europol et distribués sous la forme de paquets de renseignements aux pays concernés.

En outre, Europol coordonne les actions collectives entreprises par les pays participants et effectue des recoupements internationaux. L'opération Icarus représente une des premières opérations communes dans le cadre du CIRCAMP, coordonnée par Europol.

Opération Icarus

Principal domaine criminel	Réseaux en ligne de partage de fichiers pédopornographiques
Pays participants	Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse

Contribution d'Europol

[26] Le projet COSPOL est un instrument répressif multilatéral créé à l'initiative de la task force opérationnelle des chefs de police de l'UE (TFCP).

[27] Les membres du CIRCAMP sont: l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, Europol et Interpol.

- Coordination d'une opération impliquant 23 pays
- Les informations supplémentaires et les renseignements ont été distribués par Europol au moyen de son système d'information sécurisé, afin de garantir l'intégrité des données et de veiller à une réaction rapide dans les pays concernés
- Après la collecte de renseignements par la police nationale danoise, une réunion opérationnelle a été organisée au siège d'Europol afin de diffuser des paquets de renseignements aux pays concernés
- Le réseau de coopération d'Europol facilitera également les futures investigations, en faisant appel à des partenaires comme Eurojust et Interpol lorsque c'est nécessaire

Ampleur de l'opération

Les services répressifs de 23 pays européens, soutenus et coordonnés par Europol, ont mené une opération de grande envergure contre les réseaux en ligne de partage de fichiers pédopornographiques.

Cette opération avait pour cible les personnes partageant les fichiers vidéo les plus extrêmes, comme ceux représentant des abus sexuels commis sur des bébés et des bambins. Une part importante des contenus saisis au cours des perquisitions est en attente d'un examen scientifique visant à déterminer le niveau d'implication des suspects dans des actes réels d'abus sexuels sur des enfants.

L'opération Icarus a été initiée au cours d'une réunion du CIRCAMP au début de l'année 2011. Il a été convenu que l'unité nationale pour la criminalité de haute technologie de la police danoise (DK NITEC) devrait mener l'opération et les enquêtes en raison de son expertise en matière d'échange de contenus illégaux au moyen de plates-formes «peer to peer».

Résultat de la coopération internationale:

- Jusqu'à présent[28], l'opération Icarus a permis d'identifier 273 suspects et d'arrêter 113 suspects, répartis dans 23 pays
- Découverte de réseaux de délinquants pédosexuels jusqu'alors inconnus, actifs sur différents canaux en ligne
- Les enquêtes se poursuivent, et d'autres arrestations sont attendues. Un accent particulier sera placé sur l'identification des personnes produisant les contenus, ainsi que des agresseurs et de leurs victimes.

Formation d'Europol sur la lutte contre l'exploitation des enfants à des fins sexuelles sur l'internet

La 12e séance annuelle de formation d'Europol sur la lutte contre l'exploitation des enfants à des fins sexuelles sur l'internet, à destination des policiers et du pouvoir judiciaire, s'est tenue à Selm (Allemagne). Cette formation pratique vise à apporter des compétences fondamentales nécessaires aux enquêtes sur la pédopornographie en ligne, et à enrichir les connaissances et l'expertise des participants en matière de lutte contre les réseaux de pédophiles et de démantèlement de ceux-ci, ainsi que de protection des enfants concernés.

Projet HAVEN - Halting Europeans abusing victims in every nation — Arrêter l'abus de victimes par les Européens dans tous les pays

Le projet HAVEN coordonne un effort européen commun visant à lutter contre les abus pédosexuels commis par les Européens en dehors de leur pays d'origine ou de résidence permanente. Le projet consiste à coordonner des opérations internationales mises en œuvre par les autorités répressives européennes. En 2011, une opération commune a été organisée dans certains des principaux aéroports de l'UE. Les pays participants étaient l'Allemagne

[28] Au 15 décembre 2011.

(aéroport de Francfort), les Pays-Bas (aéroport d'Amsterdam) et la Suède (aéroport de Stockholm). D'autres activités communes sont prévues en 2012.

À long terme, des mesures préventives, telles que des avis permanents ou un système d'alerte, devraient être mises en œuvre pour surveiller les délinquants pédosexuels, limiter leurs activités illégales et protéger les enfants.

3.4.3 Fraude aux cartes de paiement

La fraude aux cartes de paiement est un problème mondial croissant qui entraîne d'énormes pertes financières au sein de l'Union européenne. Dans le même temps, ces pertes constituent des actifs pour les organisations criminelles, qui investissent leurs revenus illégaux dans le développement d'autres formes d'activités criminelles.

En tant que point central pour l'échange de renseignements sur ce type de fraude, Europol soutient des activités d'enquête visant à protéger le marché européen et ses clients non seulement au sein de l'Union européenne, mais aussi à l'échelle mondiale.

En 2011, Europol a appuyé plusieurs enquêtes criminelles européennes visant à interrompre la fraude internationale aux cartes de paiement. Il s'est concentré sur les organisations criminelles les plus dangereuses dans le cadre de la production et du déploiement d'équipements illégaux pour copier, contrefaire et utiliser abusivement des cartes de paiement. Plusieurs «usines» de dispositifs de *skimming* ainsi que des réseaux mondiaux de contrebande d'équipements, de données de cartes et d'argent ont pu être démantelés grâce à une coopération transfrontalière efficace.

Par le biais de ses bulletins d'information sur la fraude aux cartes de paiement, Europol informe les enquêteurs des États membres et des pays coopérants des nouvelles tendances, des nouvelles techniques criminelles et des nouveaux modes opératoires.

La coopération entre Europol et le secteur privé a abouti à la création d'une **base de données Europol de vérification des cartes**, qui contient des informations générales sur les émetteurs de cartes de paiement (p. ex. AMEX, VISA, MasterCard et cartes de paiement de carburant). Cette base de données est utilisée quotidiennement au siège d'Europol.

Sur le terrain, le bureau mobile et la boîte à outils de criminalistique mobile (y compris le **lecteur de cartes**, le **dispositif d'extraction universel d'investigation numérique** (UFED) et la **base de données de vérification des cartes**) apportent une valeur ajoutée à l'appui des mesures d'enquête.

- Le lecteur de cartes peut extraire des données de la bande magnétique et de la puce d'une carte de paiement authentique ou contrefaite
- Les États membres envoient les cartes saisies à Europol pour en extraire des données
- Le lecteur de cartes peut aussi être utilisé directement lors d'un raid policier, dans le même but.
- L'UFED permet d'extraire des données d'un téléphone portable.

Le **catalogue CCTV** est un nouveau produit présenté par Europol en 2011. Il contient des images d'individus impliqués dans le sabotage de DAB et l'utilisation frauduleuse de cartes de paiement. Ce catalogue est régulièrement distribué à tous nos collègues des services répressifs.

En 2011 également, Europol a publié une **évaluation des menaces liées à la fraude aux cartes de paiement dans l'UE**. Le rapport présente la situation actuelle et les tendances futures de la criminalité dans le domaine des cartes de paiement et des transactions par carte.

C'est la première fois qu'une telle évaluation est élaborée. Les chiffres et les modes opératoires spécifiques n'ont encore jamais été publiés, ce qui fait que les services répressifs et les décideurs n'ont pas pu se faire une idée générale de la situation. Reconnaissant le problème croissant des cartes, le secteur a décidé d'unir ses forces et de fournir des données très sensibles à Europol à des fins d'analyse, ce qui a eu pour résultat la production de l'évaluation des menaces.

L'évaluation des menaces vise à recommander des contre-mesures et des actions spécifiques à mettre en œuvre aux niveaux national et européen pour réduire le niveau de fraude. La situation actuelle et les revenus illicites réalisés par les contrevenants, soit plus de 1,5 milliard d'euros, nécessitent une action urgente et collaborative.

Skimming: La copie de la bande magnétique d'une carte de paiement (à l'insu et sans le consentement du détenteur de la carte), se produit généralement lorsqu'une carte de paiement est utilisée à un distributeur automatique de billets ou à un terminal de vente authentique. Un dispositif permet que les données puissent ensuite être écrites (clonées) sur de nouvelles cartes, qui sont utilisées pour effectuer des retraits d'argent liquide illicites, généralement en dehors du pays de résidence du détenteur de la carte.

Opération Night Clone

Principal domaine criminel Fraude aux cartes de paiement

Pays participants Bulgarie, Espagne, Italie, Pologne et États-Unis

Contribution d'Europol

- En plus d'héberger les réunions et de veiller au fonctionnement du centre opérationnel, Europol a fourni un soutien essentiel en termes analytiques, techniques et logistiques
- Lors de la journée d'action, l'arrestation des criminels présumés et les perquisitions ont été menées par les autorités bulgares en coordination avec des officiers dépêchés par l'Italie et par Europol, disposant d'un bureau mobile en Bulgarie.

Ampleur de l'opération

À la suite d'une enquête de plusieurs mois, une opération policière de grande envergure a commencé à rassembler les membres de l'un des groupes criminels les plus importants dont les autorités aient identifié l'activité dans ce domaine.

Les responsables clés de ce groupe criminel organisé, soupçonné d'avoir escroqué des milliers de citoyens de l'UE et copié plus de 15 000 cartes de paiement au cours d'une opération de fraude sophistiquée, ont été appréhendés avec succès. Des arrestations simultanées ont été organisées dans les pays touchés, avec la participation de 200 policiers. D'autres arrestations sont attendues.

Les chefs présumés du groupe, basés en Bulgarie, étaient au nombre des personnes arrêtées. Ils ont des liens avec des cellules criminelles au Kenya, en Afrique du Sud et aux États-Unis. Les méthodes de ce groupe comprenaient le recrutement et la formation de petits délinquants pour des retraits d'espèces illégaux.

Résultat de la coopération internationale:

- Démantèlement d'un réseau international de criminels pratiquant la fraude aux cartes de paiement, soupçonnés d'avoir accumulé plus de 50 millions d'euros obtenus par le *skimming* de cartes de citoyens de l'UE, dont les comptes bancaires étaient ensuite vidés

- Arrestations en Bulgarie (48), en Italie (9), en Espagne (2) et aux États-Unis (2).

Opération Iasi

Principal domaine criminel *Skimming* de cartes

Pays participants Pologne, Roumanie, Suède

Contribution d'Europol

- Coordination de l'opération et soutien aux enquêteurs roumains sur le terrain lors des dernières interventions en Roumanie, à la fin de l'opération
- Aide à l'échange d'information
- Offre d'expertise technique et d'analyse opérationnelle
- Organisation de deux réunions opérationnelles à La Haye entre les enquêteurs et les procureurs polonais, roumains et suédois
- Coordination des mesures d'enquête, plusieurs membres du même groupe criminel organisé ayant également été arrêtés en Pologne.

Ampleur de l'opération

Un groupe criminel organisé était actif dans toute l'UE, copiant et clonant des cartes de paiement et effectuant des retraits d'espèces illégaux. Les activités criminelles et les transactions illégales par carte ont mené à des pertes considérables pour les détenteurs de ces cartes ainsi que les établissements bancaires dans l'UE.

Cette opération, couronnée de succès, a été menée par les services répressifs roumains et appuyée par Europol et la police polonaise.

Résultat de la coopération internationale:

- Arrestation de cinq membres du réseau criminel international en Roumanie
- Saisie par la police d'importantes quantités d'espèces au cours de 14 perquisitions de domiciles (50 000 euros, 50 000 dollars des États-Unis et 15 000 livres sterling), ainsi que de biens achetés de manière frauduleuse par les suspects.

Lorsque vous utilisez un distributeur de billets (DAB)…

Europol offre quelques conseils simples pour éviter d'être victime de skimming*.*

Tenez-vous près du distributeur.

Soyez vigilant et attentif aux personnes autour de vous. Si quelqu'un se comporte de manière suspecte, vous bouscule ou vous observe, annulez la transaction et utilisez un autre distributeur.

Protégez votre code confidentiel. Cachez le clavier numérique avec votre main et votre corps afin d'empêcher quiconque de vous voir saisir votre code. Ne révélez votre code à personne, même s'ils affirment être un policier ou un représentant de la banque.

Si vous remarquez **quoi que ce soit d'inhabituel** concernant le distributeur proprement dit, ne l'utilisez pas et alertez immédiatement la banque ou la police.

3.5 Atteintes à la propriété intellectuelle

L'atteinte aux droits de propriété intellectuelle désigne la violation de deux principales catégories de droits reconnus et protégés. La première catégorie est liée à la **propriété industrielle**, qui couvre divers domaines tels que les signes distinctifs (marques commerciales), les brevets, les dessins et les modèles (contrefaçon). La seconde catégorie désigne les **droits d'auteur** liés à des œuvres littéraires et artistiques telles que les films, les œuvres musicales et les programmes logiciels (piratage). La **contrefaçon** est l'infraction liée à une violation de la propriété industrielle, tandis que le **piratage** est l'infraction associée à une violation des droits d'auteur.

Depuis quelques années, la contrefaçon n'est plus limitée aux produits de luxe: il s'agit d'un problème mondial qui touche tous les types de biens.

La contrefaçon et le piratage peuvent causer de graves dommages à l'économie, aux consommateurs et à la société. Ils portent préjudice aux activités légitimes en réduisant les ventes et les revenus et affectent dès lors l'innovation, les investissements et les ressources consacrés à la recherche et au développement. Ils encouragent une concurrence déloyale puisque les faussaires ne sont pas entravés par les lois, les règlements, les règles, les impôts et les droits auxquels sont soumises les sociétés légitimes. Par conséquent, ils ont un effet sur l'emploi et privent les budgets nationaux d'impôts et d'accises.

En outre, ce qui est peut-être encore plus grave, la contrefaçon peut sérieusement mettre en danger la santé et la sécurité des consommateurs, particulièrement dans la mesure où des produits tels que les équipements électroniques, les boissons, les cigarettes, les denrées alimentaires, les médicaments, les pesticides, les vêtements et les jouets ont tous fait l'objet de contrefaçons.

Les renseignements et les preuves rassemblés par Europol indiquant que les organisations criminelles pratiquent efficacement le piratage et le commerce illicite de marchandises de contrefaçon. Les importantes sommes d'argent générées par leurs activités illégales, ajoutées au faible niveau de sanctions ou de poursuites effectives dans ce domaine, ont permis aux organisations criminelles d'engranger des bénéfices considérables, utilisés pour financer d'autres activités criminelles. Celles-ci peuvent être liées à l'immigration clandestine, au blanchiment d'argent, à la contrebande, au trafic de stupéfiants et à la corruption.

Les données disponibles indiquent qu'en 2010, plus de 103 millions d'articles contrefaits et piratés, impliquant 80 000 affaires, ont été confisqués par les douanes aux frontières européennes[29]. Ces chiffres ne tiennent pas compte des «saisies intraeuropéennes» ni des enquêtes réalisées par d'autres services répressifs, tels que les services de police et de douane. Ils n'incluent pas non plus la détection de produits contrefaits fabriqués au sein de l'Union européenne. L'Observatoire européen de la contrefaçon et du piratage a été créé dans le but d'améliorer la qualité des informations et des statistiques disponibles sur la contrefaçon et le piratage sur le marché intérieur de l'Union européenne.

Plusieurs saisies de pesticides contrefaits ont été effectuées dans divers États membres et, en 2011, Europol a organisé une réunion opérationnelle avec les pays concernés. L'office prévoit une séance de formation et de sensibilisation en 2012, permettant aux États membres de partager leurs connaissances et de coordonner des actions communes contre ce phénomène.

[29] Commission européenne – Fiscalité et union douanière. Rapport sur les interventions douanières de l'UE visant à faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Résultats aux frontières de l'UE – 2010.

Opération Opson

Principal domaine criminel Denrées alimentaires et boissons contrefaites

Pays participants Bulgarie, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Italie Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Turquie

Contribution d'Europol

- Outre l'assistance à la planification de l'opération au cours d'une période de six mois, Europol a offert un soutien opérationnel, déployant des équipes dans le port de Rotterdam afin d'aider la douane néerlandaise, ainsi qu'au siège d'Interpol, à Lyon.

Ampleur de l'opération

Des centaines de tonnes de denrées alimentaires et de breuvages contrefaits et de qualité inférieure, y compris du champagne, du fromage, de l'huile d'olive et du thé, ont été saisies dans le cadre de cette opération coordonnée Interpol-Europol dans 10 pays, portant ainsi un coup aux groupes criminels organisés responsables de cette activité de contrebande.

L'opération, qui a duré une semaine, s'est appuyée sur la coopération de la police, de la douane et des organismes nationaux de réglementation des aliments, en plus des partenaires du secteur privé; des contrôles ont été effectués dans des aéroports, des ports maritimes, des magasins et des marchés aux puces dans les 10 pays participants.

L'opération Opson («nourriture» en grec ancien) avait trois objectifs principaux:

- Faire connaître les dangers que représentent les aliments contrefaits et de qualité inférieure
- Créer des partenariats avec le secteur privé afin d'offrir une réponse cohérente à ce type de criminalité
- Protéger les consommateurs en saisissant et en détruisant des produits alimentaires de qualité inférieure et en identifiant les criminels dirigeant ces réseaux

Les enquêtes se poursuivent et les résultats finaux de l'opération Opson seront publiés une fois les enquêtes achevées. La République démocratique du Congo a participé en tant que pays observateur, en vue de mener une opération pilote en Afrique l'année prochaine.

Résultat de la coopération internationale:

- Les services répressifs ont confisqué:
  - plus de 13 000 bouteilles d'huile d'olive de qualité inférieure;
  - 30 tonnes de sauce tomate contrefaite;
  - environ 77 tonnes de fromage contrefait;
  - plus de 12 000 bouteilles de vin de qualité inférieure, d'une valeur totale de 300 000 euros;
  - 5 tonnes de poisson et de fruits de mer de qualité inférieure;
  - près de 30 000 barres de friandises.
- La vente en ligne de caviar de qualité inférieure ou contrefait fait également l'objet d'une enquête en cours.

Congrès international sur la répression en matière de droit de la propriété intellectuelle, Madrid

Europol a accueilli en septembre dernier cet événement de trois jours, en partenariat avec Interpol et la police nationale espagnole. Ce congrès a réuni plus de 450 enquêteurs, procureurs et experts spécialisés dans le domaine des atteintes au droit de la propriété intellectuelle et représentant les secteurs public et privé, provenant de 52 pays.

Des ateliers opérationnels et des tables rondes ont permis aux participants de partager les meilleures pratiques et de discuter de méthodologies opérationnelles. Europol a présenté ses capacités opérationnelles.

Ce congrès a offert l'occasion idéale pour souligner tous les dangers que présentent les biens contrefaits et piratés, ainsi que pour promouvoir le soutien analytique et opérationnel qu'Europol apporte aux enquêteurs.

Opération Leatherface

Principal domaine criminel Outils de bricolage contrefaits et de qualité inférieure

Pays participants Espagne

Contribution d'Europol

- Europol a signalé aux services répressifs espagnols des renseignements suggérant la présence d'activités criminelles dans leur juridiction

Ampleur de l'opération

Des renseignements identifiaient des criminels situés en Espagne et pratiquant le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et des atteintes à la propriété industrielle.

Résultat de la coopération internationale:

- Arrestation de 64 personnes par la *guardia civil* espagnole. Parmi celles-ci, 62 étaient des citoyens italiens liés à la Camorra
- Perquisition de domiciles à Malaga, Madrid, Barcelone, Valence et Séville, et saisie d'importantes quantités de marchandises de qualité inférieure et d'imitation, y compris des générateurs, des tronçonneuses et d'autres outils de bricolage

Partage de cartes

En 2011, Europol a organisé une séance de formation et une réunion opérationnelle sur le partage de cartes, phénomène consistant en la fabrication et la distribution de cartes à puce utilisées pour décoder des chaînes de télévision payantes. Cette activité ne suscite que peu d'intérêt de la part des services répressifs et est peu connue d'eux, bien qu'elle génère des profits considérables pour les réseaux criminels; les renseignements d'Europol révèlent que ce type d'activité est contrôlé en majorité par des citoyens de l'UE.

3.6 Contrebande de cigarettes

Europol aide les services répressifs à prévenir et à combattre les activités d'organisations criminelles qui pratiquent la fabrication et le trafic illégaux de cigarettes et de produits dérivés du tabac.

La contrebande de tabac n'est pas un crime sans victimes. Les gouvernements se voient privés d'une source de revenus cruciale, qui aurait pu être affectée à des services publics essentiels tels que les écoles, les hôpitaux, les routes et le maintien de l'ordre.

- D'après les estimations, le commerce illicite de tabac coûte à l'UE environ 10 milliards d'euros en pertes de revenus chaque année.
- Un conteneur de 12 mètres peut contenir jusqu'à 10 millions de cigarettes. Si cette quantité de cigarettes est acheminée clandestinement vers l'Irlande, par exemple, la perte de revenus s'élève à environ 3 millions d'euros. Au Royaume-Uni, la perte s'élève à environ 1,25 million de livres sterling.
- Selon le groupe British American Tobacco (BAT), les contrebandiers vendent 52 milliards de cigarettes chaque année au sein de l'UE, ce qui équivaut à 6 000 conteneurs de 12 mètres. Le prix de vente moyen d'un paquet de cigarettes de contrebande au sein de l'UE est de 2,50 euros.

Afin d'accroître les profits, le tabac illégal est produit avec des ingrédients bon marché, et peu de considération pour les contrôles sanitaires et de qualité. Ces cigarettes sont vendues à des fumeurs en lieu et place de produits authentiques, qui respectent certaines normes de qualité. Les cigarettes contrefaites contiennent des niveaux bien plus élevés de goudron et de nicotine que les marques authentiques, et produisent plus de monoxyde de carbone, un gaz dangereux. Elles peuvent contenir un mélange, très dangereux pour la santé, de produits chimiques cancérigènes parmi lesquels l'arsenic, le cadmium, le benzène et le formaldéhyde, en quantités bien plus importantes que les cigarettes authentiques. Les analyses ont révélé que les cigarettes contrefaites saisies contenaient des mites, des œufs d'insectes, des moisissures et des excréments.

Les produits dérivés du tabac contrefaits et acheminés clandestinement sont vendus dans des marchés ouverts, et les clients ignorent souvent qu'ils achètent des produits illégaux. Leur argent enrichit directement les groupes criminels, finançant d'autres domaines de la grande criminalité organisée ainsi que le terrorisme.

- L'organe d'enquêtes du Conseil de sécurité des Nations unies – le «groupe d'experts» – a rapporté que des millions de dollars en revenus illicites du tabac parviennent jusqu'à Al-Qaida, aux talibans et à d'autres organisations terroristes. Le rapport indiquait ensuite que ces fonds servaient également au financement des rebelles congolais, qui recrutent des enfants-soldats et commettent des viols et des meurtres en masse.
- En janvier 2011, la Gendarmerie royale du Canada a estimé que parmi les 105 groupes criminels organisés sur lesquels elle enquêtait en relation avec la contrebande de tabac, 69 % étaient également impliqués dans le trafic de stupéfiants et d'armes.
- De nombreux pays se considèrent comme de simples pays de transit dans le commerce illégal de tabac. Cependant, ce type de criminalité les touche également, car les groupes criminels organisés ont besoin d'entrepôts, de transport et de soutien financier afin d'acheminer les marchandises illégales depuis leur source jusqu'à leur lieu de vente et de procéder au blanchiment des recettes. Le long de ces routes, des marchés noirs offrent un soutien logistique pour faciliter le commerce illégal, les services répressifs peuvent être corrompus, et les entreprises légitimes en souffrent.

Opération Tsar

Principal domaine criminel Réseaux internationaux de contrebande de cigarettes

Pays participants Allemagne, France, Hongrie, Italie, République tchèque, Slovaquie

Contribution d'Europol

- L'opération a été soutenue et coordonnée par Europol et Eurojust, et a inclus une journée d'action minutieusement préparée et nécessitant le déploiement de 150 policiers.
- Un centre de coordination a rapidement été mis en place par Eurojust, équipé d'un bureau mobile supervisé par un analyste d'Europol, offrant un soutien analytique essentiel à un stade précoce de l'enquête.
- L'approche coordonnée faisant participer plusieurs agences à l'échelle de l'UE a permis un échange en temps réel d'informations et de preuves, une coopération entre les autorités douanières, policières et judiciaires dans les pays participants, et une analyse immédiate des recoupements entre les différentes données recueillies.

Ampleur de l'opération

Europol et Eurojust ont apporté leur soutien à plusieurs États membres pour démanteler un vaste réseau de contrebande de cigarettes basé en Ukraine et vendant ses produits au Royaume-Uni.

Dans le cadre de l'une des affaires, ouverte par la France, l'enquête a révélé l'existence d'une organisation criminelle structurée établie dans une région de l'Ukraine ayant des frontières communes avec plusieurs États membres de l'UE. Ce réseau utilisait des sociétés-écrans dans plusieurs des pays concernés, avec la complicité de transporteurs.

Résultat de la coopération internationale:

- Émission de 5 mandats d'arrêt européens, menant à 5 arrestations. Les suspects sont en attente de jugement.
- Perquisitions simultanées de 13 domiciles et entreprises, menant à la saisie de nombreuses preuves: documents, ordinateurs, téléphones portables et divers appareils informatiques.

3.7 Contrefaçon de l'euro

Europol a pour mission de prévenir et de combattre le faux monnayage, notamment la contrefaçon de l'euro, et a été désigné comme office central européen de lutte contre la contrefaçon de l'euro. Ce statut légal l'autorise à agir en tant que point de contact mondial pour la lutte contre cette activité criminelle.

Europol coopère étroitement avec les États membres de l'UE, la Banque centrale européenne, la Commission européenne, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), Interpol et d'autres partenaires.

Pour remplir cette fonction d'office central, Europol propose un large éventail de produits et services aux États membres de l'Union et aux autres partenaires.

- Il assiste activement les autorités répressives en réunissant, en analysant et en diffusant des renseignements en matière de criminalité, en facilitant l'échange de ces renseignements et en apportant une autre expertise et d'autres connaissances pour appuyer les enquêtes.
- Europol participe également à toutes les grandes enquêtes liées à la contrefaçon de l'euro, y compris des équipes communes d'enquête.
- Une assistance sur le terrain et un soutien financier sont également fournis à la demande.
- L'office offre par ailleurs un appui criminalistique permettant aux services répressifs de déterminer l'origine des matériels et dispositifs utilisés pour la fabrication de faux billets.
- Nous proposons également un soutien technique et une formation sur les questions tactiques et techniques liées à la protection de l'euro contre le faux monnayage.

Opération Gazeta

Principal domaine criminel Production de masse de faux euros

Pays participants Pologne

Contribution d'Europol

- Soutien à l'opération en facilitant la coopération internationale.
- Identification du réseau de distribution des faux billets à l'extérieur du territoire polonais.
- En amont de l'intervention sur le terrain, offre de conseils techniques sur les méthodes d'impression de faux billets et l'équipement pouvant être utilisé par les faux-monnayeurs.
- Participation à l'examen de l'atelier d'impression clandestin, et assistance technique sur le terrain.

Ampleur de l'opération

Démantèlement de l'un des plus grands ateliers d'impression de faux billets en Europe, au cours d'une opération menée par la police polonaise avec le soutien d'Europol.

La police polonaise enquêtait initialement sur les activités frauduleuses liées à l'utilisation de faux documents, lorsqu'elle a découvert un atelier de fabrication de fausses cartes d'identité. Il s'est avéré que le même atelier fabriquait de faux euros.

Lorsque les services répressifs ont effectué une rafle dans des locaux près de Varsovie, ils ont découvert un atelier d'impression complet produisant de faux billets ainsi que de faux documents.

La réussite de cette opération a empêché la production et la distribution potentielles d'énormes quantités de faux euros de haute qualité, que les détecteurs de faux billets commerciaux ne peuvent repérer.

Résultat de la coopération internationale:

- Saisie d'un nombre record de faux billets de 50 et 500 euros, d'une valeur nominale totale supérieure à un million d'euros.
- Arrestation d'un individu pour production de faux billets et de faux documents.
- Confiscation de 7 500 feuilles A4 non découpées de billets de 50 euros dotés de caractéristiques de sécurité telles que des hologrammes.
- Saisie d'un large éventail d'équipement et de matériel polygraphique destiné à une production ultérieure, y compris une machine offset.
- Confiscation par la police d'importantes quantités de faux documents et de matériaux de production en rapport avec ceux-ci: cartes d'identité, passeports, certificats d'immatriculation de différents pays européens, actes juridiques et sceaux de différents organes d'État.

Opération Chipmunk

Principal domaine criminel Production de faux billets et pièces d'euros

Pays participants Belgique, France

Contribution d'Europol

- Présence d'experts au centre de coordination opérationnelle afin d'offrir une expertise technique et un soutien à l'analyse opérationnelle.
- L'examen technique par Europol des billets saisis les a reliés à une enquête menée par les services répressifs italiens et d'autres partenaires internationaux.

Ampleur de l'opération

Dans le cadre d'une enquête ouverte par les autorités belges[30] et soutenue par Europol, deux ateliers illégaux produisant de faux euros ont été démantelés, ainsi qu'un groupe criminel organisé fabriquant et distribuant de faux billets et de fausses pièces d'euros.

Les suspects, d'origine italienne et belge, ont été arrêtés après avoir installé en Belgique deux ateliers de fabrication de fausses pièces d'euros à l'échelle industrielle. La police française a également pris part à cette opération, à la suite de l'arrestation précédente, en France, d'un suspect pour lequel des liens ont été établis avec l'enquête belge.

Résultat de la coopération internationale:

- L'enquête a révélé la livraison de faux billets d'euros d'une valeur nominale totale d'environ 60 000 euros.
- En plus des devises illégales et des pièces fabriquées, des appareils et des matériaux utilisés pour produire de fausses pièces d'un euro et de 50 cents, comme des coins et des flans, ont également été saisis.
- Plusieurs armes à feu ont également été découvertes au cours de l'opération.

[30] Département d'enquêtes criminelles de la police fédérale belge de Mons, soutenu par la police locale de La Louvière, la Monnaie royale de Belgique et l'Office central pour la répression du faux monnayage (OCRFM).

Équipe commune d'enquête (ECE) Limón

Principal domaine criminel Contrefaçon de l'euro et *skimming* détournement de cartes

Pays participants Bulgarie et Espagne, avec le soutien des États-Unis

Contribution d'Europol

- Au cours de la phase d'enquête, Europol a préparé plusieurs rapports de renseignements et a facilité l'échange de renseignements, qui ont également mené à la découverte de nouveaux liens criminels.
- Les experts d'Europol ont fourni un soutien technique en examinant les locaux d'un atelier d'impression au centre-ville de Sofia à l'aide d'un équipement spécial permettant de détecter des traces présentant des images d'euros.
- Europol a également offert un soutien financier à l'enquête.

Ampleur de l'opération

Une équipe commune d'enquête (ECE) a été mise en place entre la Bulgarie, l'Espagne, Eurojust et Europol afin de lutter contre la contrefaçon de l'euro. Les services secrets des États-Unis ont également apporté leur soutien à cette ECE.

Cette ECE a vu son travail couronné de succès, avec le démantèlement de trois ateliers clandestins d'impression de faux euros et à la fin de l'activité des groupes criminels organisés impliqués dans la production et la distribution de fausse monnaie.

Résultat de la coopération internationale:

- Six arrestations et démantèlement d'un atelier d'impression clandestin fabriquant des billets de 100, 200 et 500 euros à Plovdiv, Bulgarie.
- Saisie de faux billets d'une valeur nominale de plus d'un demi-million d'euros, d'une imprimante offset, d'une machine d'estampage à chaud, de coins, d'encres, d'ordinateurs et de pellicules.
- Démantèlement, par la suite, de deux autres ateliers d'impression à Sofia et dans sa banlieue. Ceux-ci produisaient de faux billets d'euros et de dollars des États-Unis.
- Saisie d'autres produits contrefaits tels que des passeports, des timbres fiscaux et des cartes en plastique – certaines présentant des logos de cartes de crédit.

3.8 Fraude à la TVA

La Commission européenne estime que la fraude à la TVA coûte aux États membres environ 60 milliards d'euros par an. La fraude intracommunautaire à l'opérateur défaillant est une forme organisée et sophistiquée de fraude fiscale réalisée par des criminels qui s'attaquent aux régimes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des États membres de l'Union. Le modèle de base de la fraude à la TVA transnationale intracommunautaire implique au moins deux États membres.

La fraude intracommunautaire à l'opérateur défaillant est réalisée par des criminels organisés qui mettent en place une structure de sociétés et de personnes liées, tout en exploitant les différences entre les systèmes fiscaux nationaux pour dissimuler les liens qui unissent réellement les participants. Les personnes impliquées dans des mécanismes de fraude à la TVA, initialement responsables du préjudice fiscal (les «opérateurs défaillants»), n'opèrent qu'un bref moment, parfois seulement quelques semaines, avant de disparaître. Les mécanismes peuvent être fondés sur des transactions réelles ou, de plus en plus fréquemment, des transactions virtuelles de type «carrousel», où les mêmes «biens» sont vendus et revendus plusieurs fois.

Cependant, la fraude intracommunautaire à l'opérateur défaillant axée sur les biens traditionnels — impliquant des marchandises telles que les téléphones portables, les puces informatiques ou les métaux précieux — n'est plus la seule préoccupation. En effet, on a enregistré une mutation manifeste vers une fraude axée sur les services, les fraudeurs s'intéressant aux éléments incorporels et étendant leurs activités criminelles aux marchés écologiques et énergétiques.

Une priorité pour Europol au cours de l'année 2011 a été la coordination et la diffusion de renseignements visant à appuyer les enquêtes criminelles des États membres concernant la fraude à la TVA dans le domaine du commerce de quotas d'émissions, ou quotas européens (EUA).

Europol estime à environ 5 milliards d'euros les pertes dues à la fraude aux quotas d'émission de carbone entre juin 2008 et décembre 2009. Depuis lors, des opérations répressives de grande envergure ont été menées par l'Allemagne (avril 2010) et l'Italie (décembre 2010), menant à l'arrestation de plusieurs individus et à la perquisition de nombreux locaux. Un groupe cible a été installé au siège d'Europol afin de coordonner environ 30 enquêtes criminelles dans les États membres de l'UE. Le premier procès de suspects accusés de fraude aux crédits d'émissions de carbone s'est tenu en France, en janvier 2012, et il sera bientôt suivi de procès semblables en Allemagne et au Royaume-Uni.

Le projet MTIC d'analyse de la fraude intracommunautaire à l'opérateur défaillant d'Europol est la seule base de données européenne qui permette de stocker des informations criminelles liées à ce type de fraude, et elle est devenue la principale source de référence pour les opérations répressives. Les connaissances et les données stockées au sein d'Europol donnent une image claire de cette forme de criminalité et identifient les cibles criminelles les plus importantes. Europol est donc devenu un centre d'excellence pour la lutte contre la fraude intracommunautaire à l'opérateur défaillant transfrontalière et les infractions liées.

Au cours de l'année 2011, Europol a apporté son soutien aux enquêtes des États membres concernant:

- Les activités criminelles relatives au régime d'échange de droits d'émissions (fraude aux quotas d'émission de carbone).
- Vol de quotas d'émissions échangeables.
- Plusieurs attaques reposant sur l'hameçonnage provenant de comptes au sein des registres nationaux.

Le soutien d'Europol a inclus les principales activités suivantes:

- Déploiement du bureau mobile afin d'appuyer la collecte et l'analyse de renseignements à Dubai.
- Réunion commune Europol-Eurojust relative à la fraude à la TVA, avec la participation d'environ 80 experts provenant des services répressifs, du pouvoir judiciaire ou des organes de prise de décisions à travers l'UE.
- Des réunions stratégiques, opérationnelles et de coordination des renseignements avec les partenaires concernés, y compris Eurojust, du département britannique des revenus et des douanes (HMRC) et de la police de Dubai.
- 8 arrestations et 20 perquisitions au Royaume-Uni liées à l'opération Vista, en coordination avec 33 perquisitions en Allemagne et plusieurs en République tchèque, avec une demande de soutien complet pour l'analyse des biens saisis.

Des plates-formes de paiement et des installations aidant les flux financiers des criminels ont également été recensées et analysées, ce qui débouchera sur une conférence au siège d'Europol en 2012 sur cette question, afin de discuter des conclusions et de coordonner la réponse des services répressifs de l'UE.

Europol soutient l'instrument d'assistance technique et échange d'informations (TAIEX), administré par la Commission européenne. Des séminaires facilitent l'échange de connaissances et de meilleures pratiques entre les policiers et les procureurs de l'UE et des pays voisins. La coopération avec les pays tiers est essentielle dans la lutte contre la fraude à la TVA, car les profits illicites sont souvent blanchis en dehors de l'Union européenne.

Opération Jacquo New

Principal domaine criminel Fraude à la TVA

Pays participants Belgique, Espagne, France, Royaume-Uni

Contribution d'Europol

- Plusieurs États membres ont demandé le soutien opérationnel et analytique d'Europol pour les enquêtes criminelles en cours liées à la fraude à la TVA dans le domaine du commerce du platine.
- Les conclusions analytiques d'Europol ont fait ressortir des liens évidents entre les pays mentionnés ci-dessus.
- Europol a participé à l'équipe commune d'enquête.
- La France a demandé le déploiement du bureau mobile d'Europol afin de contrôler et d'analyser les données obtenues in situ lors du déroulement de l'opération.
- Europol a effectué de nombreux contrôles analytiques sur des documents saisis au cours des perquisitions. Des recoupements avec des enquêtes existantes dans le même domaine ont été établis, ainsi que deux nouveaux liens avec l'un des principaux suspects dans le cadre de l'enquête sur la fraude aux quotas d'émission de carbone. Les analyses se poursuivent.

Ampleur de l'opération

Une réunion tenue au siège d'Europol a mené à la création d'une équipe commune d'enquête entre la Belgique et la France, avec la participation d'Europol.

Les enquêteurs français et belges ont identifié des acteurs clés soupçonnés de fraude à la TVA et ont ciblé une entreprise belge faisant le commerce de métaux précieux et dont les clients étaient situés au Royaume-Uni, en France et en Espagne.

Résultat de la coopération internationale:

- Des perquisitions coordonnées ont été menées par les policiers français et belges, reliant directement sept personnes aux principaux suspects de l'enquête française.

3.9 Blanchiment d'argent et dépistage d'avoirs

Selon les indications disponibles, 70 % des délits sont de nature acquisitive[31], menant à d'énormes revenus illicites. Par conséquent, la majorité des affaires faisant l'objet d'une enquête par les services répressifs ont un dénominateur commun: la motivation financière qui sous-tend le crime. En suivant la piste de l'argent, des liens peuvent être établis avec les personnes ayant commis les crimes; leurs complices peuvent voir leurs activités interrompues, et les recettes des crimes peuvent être confisquées. Cette approche attaque l'économie de base de l'entreprise criminelle et empêche le réinvestissement des recettes illicites dans d'autres activités criminelles.

Europol aide les États membres à prévenir et à combattre les activités criminelles de blanchiment d'argent au moyen d'un projet spécifique d'analyse opérationnelle, actuellement soutenu par 25 États membres ainsi qu'Eurojust et l'Islande. Ce projet aide les États membres en effectuant une analyse des données opérationnelles relatives aux rapports sur les transactions suspectes filtrés par les services répressifs compétents, aux rapports sur les transactions en espèces et aux enquêtes en cours sur des cas de blanchiment d'argent.

Il exploite la valeur intrinsèque des renseignements financiers, tels que les rapports sur les transactions suspectes, et intègre ces informations aux renseignements provenant d'affaires en cours relatives au blanchiment d'argent ainsi que de la détection de transferts internationaux d'espèces. Par ailleurs, Europol offre un soutien horizontal à ses autres projets en cours en aidant les spécialistes à analyser les flux financiers.

Activités en 2011

Mouvements transfrontaliers inhabituels d'importantes quantités d'espèces (USD)

Europol a reçu des renseignements concernant des mouvements inhabituels d'importantes sommes de dollars des États-Unis sur l'itinéraire Ukraine-Roumanie-Bulgarie-Turquie. Environ 200 millions de dollars en espèces ont été déclarés sur une période de deux ans (de mars 2008 à juin 2010). Les autorités bulgares ont proposé l'organisation d'une réunion stratégique avec les autorités roumaines, turques et ukrainiennes. Cette réunion s'est tenue en 2011 – les canaux de communication ont été éclaircis et l'Ukraine a accepté d'envisager le lancement d'une enquête.

Opération Spectre II: opération multinationale de transport d'espèces

En novembre 2011, Europol a déployé son bureau mobile afin de soutenir une opération à laquelle ont participé plusieurs offices, impliquant la saisie et la détection d'espèces dans des ports et aux frontières du Royaume-Uni. Europol a traité 271 demandes au cours de l'opération, menant à 19 saisies et à 4 véritables correspondances. Au cours de l'opération, 418 136 livres sterling ont été saisies en espèces, et 1 412 722 livres supplémentaires ont été détectées, ainsi que de l'argent, des bijoux et du khat[32].

[31] Bureau du conseil des ministres britannique, 2000.

[32] Le khat est une plante dont les feuilles sont mâchées pour leur effet stimulant, similaire à celui de l'amphétamine et dû à ses ingrédients actifs, la cathine et la cathinone. Il s'agit d'une substance prohibée dans la plupart des pays de l'UE.

Groupe criminel organisé international blanchissant l'argent du trafic de cocaïne

À l'appui de l'ECE Playa, Europol a fourni un soutien horizontal en offrant une analyse financière spécialisée et plusieurs rapports d'analyse opérationnels. L'ECE a mené à l'arrestation de 10 suspects membres d'une importante organisation internationale de trafic de stupéfiants, à la suite d'une longue enquête internationale. Les profits de l'organisation avaient été investis dans l'acquisition de biens personnels – voitures de luxe, immobilier, discothèques et navires de plaisance – en Espagne et dans d'autres pays. Pour masquer l'identité de ses membres, le groupe criminel avait créé plusieurs entreprises. Europol a également fourni une expertise et un soutien aux enquêtes afin de faciliter le recouvrement des biens criminels.

Importante fraude collective à l'investissement de type «Ponzi»

Europol a soutenu une importante enquête recouvrant plusieurs juridictions, examinant des allégations selon lesquelles les principaux suspects auraient escroqué les investisseurs, à la fois des particuliers et des entreprises. Les investisseurs avaient confié d'importantes sommes d'argent, étant entendu qu'elles seraient investies, avec un rendement considérable garanti. Mais les suspects, utilisant un réseau de comptes en banque, ont détourné l'argent des investisseurs vers leurs propres comptes.

Les activités de blanchiment d'argent menées au niveau international confirment l'utilisation répandue de méthodes traditionnelles telles que les mouvements d'espèces par des transporteurs à côté de techniques plus sophistiquées consistant à effectuer des investissements financiers à l'étranger sous l'anonymat d'une entreprise. Les enquêtes actuelles liées au blanchiment d'argent ont également relevé l'implication de professionnels, provenant principalement d'autres secteurs que la finance traditionnelle, utilisés pour intégrer des recettes illicites à des activités commerciales. Les investissements immobiliers, les activités commerciales et les biens de luxe sont toujours quelques-uns des investissements les plus visibles des groupes criminels organisés.

Le **bureau des avoirs criminels d'Europol** (Europol Criminal Assets Bureau — **ECAB**) aide les enquêteurs financiers des États membres à dépister les produits des activités criminelles à travers le monde lorsque ces produits ont été dissimulés en dehors des frontières juridictionnelles des enquêteurs. La fonction principale de l'ECAB est de dépister les produits d'activités criminelles faisant l'objet d'enquêtes soutenues par Europol.

En outre, d'autres aspects importants du travail de l'ECAB comprennent la mise en place de bureaux de recouvrement d'avoirs dans les États membres, l'amélioration de sa coopération au niveau de l'UE et l'hébergement du secrétariat du réseau CARIN.

Réseau Camden regroupant les autorités compétentes en matière de recouvrement d'avoirs (CARIN)

Europol héberge le secrétariat permanent du réseau CARIN, un réseau informel d'experts en recouvrement d'avoirs travaillant dans le secteur judiciaire ou dans les services répressifs. Le réseau CARIN compte actuellement 49 juridictions membres, y compris tous les 27 États membres de l'UE ainsi que neuf organisations internationales.

Un contact auprès des services répressifs et l'autre auprès du pouvoir judiciaire sont nommés dans chaque juridiction, afin de soutenir la coopération transfrontalière en matière de dépistage, de gel, de saisie et de confiscation d'avoirs criminels. Ces contacts offrent également une assistance pour les questions d'ordre général concernant le recouvrement d'avoirs dans leurs juridictions respectives, ainsi qu'un soutien opérationnel par l'intermédiaire des filières juridiques disponibles.

3.10 Groupes criminels organisés mobiles

Les groupes criminels organisés mobiles (GCOM) agissent avec un degré de flexibilité et de mobilité élevé dans de multiples juridictions et dans différents secteurs criminels. Principalement impliqués dans la criminalité contre les biens et la fraude, ces criminels se concentrent sur des domaines tels que:

- Vols (à main armée).
- Cambriolages de maisons et d'entreprises, et cambriolages rendus possibles par la distraction.
- Vol à l'étalage organisé et vol à la tire.
- Vol de fret et de métal.
- Attaques physiques contre des convoyeurs de fonds ou près de distributeurs de billets.
- Vol d'engins de chantier.
- Vol de voitures de luxe ou de camions.

Les GCOM ont fait leur apparition à la fin des années 1990 et au début des années 2000, lorsqu'il a été découvert que des bandes originaires d'Europe centrale et orientale étaient responsables d'un nombre croissant de cambriolages systématiques de maisons et de magasins, de pillages effectués à l'aide de voitures et de certains types de vols de voiture. D'après leurs modes opératoires, il était déjà évident à l'époque que ces bandes étaient bien organisées, qu'elles œuvraient de manière systématique et qu'elles étaient surtout intéressées par l'argent liquide et des biens qu'elles pouvaient receler ou vendre sur le marché des biens d'occasion[33].

Ces organisations criminelles fournissent des victimes aux réseaux de TEH[34], et introduisent sur les marchés européens des marchandises volées ou illicites, après quoi elles rapatrient les recettes dans leur région d'origine, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE. Dans certains cas, elles prennent également en charge la distribution finale des marchandises. Les dirigeants de la plupart des groupes criminels organisés mobiles, ainsi qu'une part importante de leurs avoirs, se trouvent à l'intérieur des frontières de l'UE.

Les GCOM dominants sont les groupes criminels organisés mobiles de langue lituanienne, géorgienne et russe.

Les groupes criminels organisés mobiles lituaniens sont actifs dans de nombreux États membres, y compris l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Ces groupes ont déjà été identifiés par l'OCTA 2011 comme étant une des cibles prioritaires d'Europol à l'échelle de l'Europe. La plaque tournante criminelle nord-est[35] demeure centrée sur le transit de marchandises illicites à destination et en provenance des pays de l'ex-URSS, et accueille des groupes violents responsables de crimes de diverses natures et ayant une portée internationale. Les groupes lituaniens commettent un large éventail de crimes contre les biens ainsi que des vols de véhicules (y compris une nouvelle tendance, le vol de camions), des vols, des cambriolages, des vols à la tire et de la fraude. Ils sont par ailleurs impliqués dans le trafic de stupéfiants en provenance d'Amérique latine et passant par l'Afrique de l'Ouest puis par les plaques tournantes sud-ouest et nord-ouest. Les groupes criminels organisés lituaniens coopèrent avec des groupes criminels de langue albanaise pour acheminer clandestinement de l'héroïne depuis l'Asie centrale vers l'Europe occidentale.

Les groupes lituaniens jouent également un rôle important dans le trafic de drogues de synthèse vers la Fédération de Russie, la Scandinavie et les pays baltes. Ils sont récemment

[33] *L'approche des groupes d'auteurs itinérants: les défis renouvelés*, document publié par les services répressifs belges en 2010.
[34] Traite des êtres humains.
[35] Voir l'annexe 1 pour plus de détails.

devenus un maillon essentiel de la chaîne d'approvisionnement vers la plaque tournante nord-ouest, apportant du benzylméthylcétone en provenance de la Fédération de Russie et servant à produire des amphétamines. Comme dans le cas de la criminalité organisée de langue albanaise, l'opulence relative des groupes criminels lituaniens accroît leur capacité de recrutement, de rétention, d'infiltration et d'investissement.

Les groupes criminels organisés de langue géorgienne et russe sont hautement organisés, et dirigés par des sous-groupes de structures hiérarchiques. Les groupes criminels organisés géorgiens sont actifs en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en République tchèque et en Espagne, ainsi que dans la Fédération de Russie et aux États-Unis. Dans un cas au moins, la langue russe a facilité l'activité d'un groupe dont les membres provenaient de différents États de l'ex-URSS.

Les groupes criminels russes et géorgiens sont impliqués, entre autres, dans la criminalité contre les biens, l'immigration clandestine, la contrefaçon de documents d'identité, le blanchiment d'argent, l'extorsion et le trafic de stupéfiants. Les groupes géorgiens sont par ailleurs impliqués dans l'importation de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud vers la Fédération de Russie et le Caucase.

Selon les renseignements disponibles, les groupes mobiles originaires de CEI[36], de Tchétchénie et de Géorgie sont dirigés par un *vor v zakone*, ou voleur dans la loi[37]. Les membres de groupes mobiles doivent contribuer au fonds commun (*obshak*) en payant pour leur protection et en versant une partie de leurs recettes au *vor v zakone* concerné – ces *vory* peuvent être considérés comme les régulateurs du monde de la criminalité organisée de langue russe.

Les *vor v zakone* sont si riches qu'ils sont en mesure de jouer un rôle considérable dans des secteurs stratégiques de l'économie. Par exemple, les enquêtes en cours révèlent des liens avec de grandes entreprises eurasiennes dans le secteur énergétique. Ces liens sont exploités afin de mener à la fois des activités légales et illégales, mais également pour mettre en place une apparence de crédibilité et de fiabilité pour les personnes et les activités impliquées. La possibilité de leur accès aux cercles économiques légaux de l'UE devrait être surveillée et combattue.

Dans ce contexte, Europol a soutenu les états membres et non membres de l'UE au moyen:

- d'un soutien stratégique et opérationnel analytique et technique offert dans le cadre de plusieurs enquêtes menées par des États membres de l'UE;
- de la coordination et de réunions opérationnelles;
- d'un recours au plan d'action opérationnel (PAO) contre la criminalité mobile organisée (GCOM) afin de réduire les capacités générales de ces groupes à commettre des actes criminels (COSI/EMPACT).

[36] Communauté des États indépendants (CEI): Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine.

[37] Un *vor v zakone*, ou «voleur dans la loi» (une traduction plus claire pourrait être «voleur qui agit *au sein* de la loi» ou «criminel respectant le code des voleurs»), est un criminel respecté, ayant de l'autorité et un rang élevé au sein du monde criminel. Les voleurs dans la loi, ou *vory*, constituent l'élite de la criminalité organisée russe – ils n'appartiennent à aucun groupe particulier, mais agissent comme régulateurs entre les différentes organisations (p. ex. Solntsevskaya, Ismailovskaya, Tambovskaya). Chaque organisation possède un représentant auprès des *vory*, qui traite avec eux, et les décisions de tous les *vory* sont contraignantes pour tous les groupes criminels organisés.

Opération Vigilant

Principal domaine criminel Criminalité visant les véhicules

Pays participants Belgique, France et Pays-Bas

Contribution d'Europol

- Europol a déployé son bureau mobile et a fourni une expertise sur le terrain aux services répressifs néerlandais[38] participant aux opérations.
- Par ailleurs, Europol a offert la possibilité d'effectuer des contrôles en direct des informations recueillies auprès des officiers de liaison Europol.

Ampleur de l'opération

Europol a fourni un soutien opérationnel à l'occasion d'une journée d'action menée par la police de Rotterdam aux Pays-Bas. Des caméras fixes équipées d'un système automatisé de reconnaissance des plaques minéralogiques ont analysé 351 véhicules, dont plus de 100 ont été arrêtés par la police en vue d'une inspection plus approfondie.

Résultat de la coopération internationale:

- 5 arrestations
- 41 amendes imposées – 33 000 euros perçus
- Saisie de 23 véhicules
- 24 documents suspects inspectés.

Opération Oakleaf

Principal domaine criminel Criminalité contre les biens et fraude

Pays participants À l'origine, 12 pays: Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Suède.

Les pays suivants ont rejoint l'opération par la suite: Autriche, Espagne, Portugal, Suisse, États-Unis. Interpol apporte également son soutien à cette opération.

Contribution d'Europol

- Europol a accueilli une réunion de coopération à La Haye afin que les pays participants planifient l'approche coordonnée nécessaire à la lutte contre ce type de groupe criminel organisé mobile.
- Plusieurs affaires ont été soutenues par une analyse ad hoc et opportune qui a aidé les enquêteurs au cours d'opérations de surveillance en direct. Les retours d'informations rapides ont également aidé les procureurs à maintenir les suspects en détention. En décembre 2011, un analyste était présent à Paris, aidant les autorités françaises à introduire des données dans le système d'information Schengen.
- Depuis la fin de l'année 2010, Europol constitue le principal répertoire de renseignements et d'analyse concernant le groupe criminel concerné. L'analyse a aidé, à l'heure actuelle, à identifier six cibles principales et leurs associés.
- À l'heure actuelle, plusieurs lacunes ont été relevées en termes de renseignements, plus de 900 messages SIENA ont été traités, plus de 11 000 entités ont été créées et des contributions sont régulièrement introduites en vue d'un traitement ou d'un suivi.
- L'opération bénéficie également du soutien de l'équipe SCAN d'Europol, et un avis de menace ad hoc a été envoyé aux services répressifs en juillet 2011. Celui-ci décrit le mode

[38] Service de l'impôt foncier collectif de Rotterdam, douane néerlandaise, inspection nationale des routes et de la circulation, et diverses équipes de la police de Rotterdam-Rijnmond.

opératoire des criminels, offrant au public et aux services répressifs des repères relatifs aux crimes liés aux voyages avertissant les cibles potentielles ayant des cornes de rhinocéros entreposées ou en vitrine

- Le besoin de soutien du bureau des avoirs criminels d'Europol (ECAB) a été défini, en vue de cibler les finances de ces criminels.

Ampleur de l'opération

L'opération Oakleaf a débuté en novembre 2010 à l'initiative de l'Irlande, afin de cibler les activités d'un groupe criminel organisé mobile d'origine irlandaise. Ce groupe a principalement été impliqué dans la fraude à la construction, la distribution de produits contrefaits (p. ex. outils de bricolage et générateurs), des vols organisés, du blanchiment d'argent et du trafic de stupéfiants dans de nombreux pays de l'UE. En outre, ces criminels ont récemment commencé à se spécialiser dans le vol et le recel de cornes de rhinocéros, ce qui explique que les activités de ses membres soient à présent signalées en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique du Sud, en Chine et en Australie.

Dans le cadre de ses activités criminelles, ce groupe hautement organisé crée des entreprises dans toute l'Europe afin de légitimer et de dissimuler ses activités illégales. Les membres de ce groupe criminel organisé ont blanchi leurs revenus illicites et non déclarés dans des propriétés, des voitures de luxe et d'autres avoirs en Irlande. À l'heure actuelle, 9 millions d'euros en impôts ont été exigés de la part de neuf membres du groupe criminel organisé, et d'autres montants seront exigés par la suite.

Après que les services répressifs d'États membres de l'UE et de pays tiers ont convenu qu'une approche coordonnée était essentielle pour démanteler ce groupe, une réunion a été organisée au siège d'Europol en 2011. La réunion a mis en évidence le fait que des dizaines d'affaires «mineures» aux quatre coins de l'UE sont imputables à ce groupe, et une manière commune de procéder a été adoptée afin de mettre fin à leurs activités.

Résultat de la coopération internationale:

- Des dizaines d'arrestations ont eu lieu dans toute l'UE, notamment grâce à la sensibilisation résultant des rapports analytiques publiés par Europol.

Opération Baia Mare

Principal domaine criminel Criminalité liée aux véhicules

Pays participants Allemagne, Autriche, France, Hongrie, Roumanie

Contribution d'Europol

- Organisation d'une réunion opérationnelle avec Eurojust et les États membres concernés au siège d'Europol.
- Envoi à Europol de plusieurs contributions de renseignements, dont l'analyse a mené à l'identification des principaux suspects et de leur mode opératoire.

Ampleur de l'opération

Appuyés et coordonnés par Eurojust, les policiers, les gendarmes et les procureurs de cinq pays ont mené une opération contre plusieurs réseaux criminels impliqués dans le vol de fret sur des autoroutes de l'UE. L'opération visait en particulier à démanteler les groupes criminels organisés attaquant des camions dans les parcs de stationnement, pendant le sommeil des chauffeurs.

La France a initié l'enquête et estimé à 70 le nombre de vols commis sur son territoire entre 2010 et mars 2011, provoquant la perte d'environ 3 millions d'euros. L'enquête a démarré à l'échelle locale, puis s'est rapidement étendue à l'échelle nationale[39] puis européenne.

Les enquêteurs ont découvert le mode opératoire du réseau criminel. Plusieurs équipes agissaient en France, volant des biens de haute valeur. L'Autriche était occasionnellement utilisée comme pays de transit. L'Allemagne était utilisée pour la logistique, et comme point de rencontre pour échanger les camions. Le principal organisateur, ainsi que le lieu de stockage des biens volés, ont été identifiés en Hongrie. La plupart des membres de cette organisation criminelle provenaient de Roumanie.

Résultat de la coopération internationale:

- Arrestation de 22 suspects au total.
- Émission de 13 mandats d'arrêt européens.
- Perquisition d'environ 20 maisons dans les pays participants, menant à la confiscation d'une importante quantité de preuves et de biens volés.

Opération Caucase

Principal domaine criminel Vols

Pays participant France

Contribution d'Europol

- Analyse et soutien sur le terrain à l'aide du bureau mobile au cours des journées d'action
- De multiples liens ont été établis avec d'autres groupes actifs en France, ainsi qu'avec des groupes et des *vor v zakone* actifs dans d'autres États membres de l'UE.

Ampleur de l'opération

En 2011, un réseau criminel organisé de grande envergure, composé de citoyens géorgiens et arméniens, a été démantelé près de Toulouse, dans le sud de la France[40].

Les membres du réseau sont soupçonnés d'avoir commis plus de 1000 actes délictueux dans la région de Toulouse – principalement des cambriolages de domiciles et d'entreprises, ainsi que des vols. Les biens volés, parmi lesquels figuraient des ordinateurs, des appareils électroniques et des vêtements de luxe, étaient acheminés vers l'étranger à bord de conteneurs et de camions, tandis que les bijoux étaient – de manière régulière et au kilogramme – envoyés à Anvers (Belgique) pour y être vendus. Le groupe criminel possédait une structure hiérarchique à plusieurs niveaux (cambrioleurs, chauffeurs et chefs d'équipe), coordonnée par au moins un voleur dans la loi.

Résultat de la coopération internationale:

- Arrestation de 23 suspects à l'heure actuelle.
- Recouvrement de plusieurs kilogrammes d'or et de bijoux.
- Blocage du dernier conteneur de biens volés avant qu'il ne quitte le port.
- Découverte de deux individus d'origine géorgienne, portant des tatouages spécifiques aux voleurs dans la loi, dans les résidences perquisitionnées.

[39] À l'échelle de la France, cette affaire fait l'objet d'une enquête par la Gendarmerie nationale (SR de Limoges et OCDLI), sous la direction de la juridiction inter-régionale spécialisée (JIRS) de Bordeaux.

[40] Démantelé par l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante (OCLDI) de la Gendarmerie nationale et par la gendarmerie de la région Midi-Pyrénées, avec le soutien du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN).

ECE Balcar

Principal domaine criminel Criminalité liée aux véhicules

Pays participants Estonie, Lettonie, Lituanie

Contribution d'Europol

- Cette équipe commune d'enquête est soutenue par Europol et Eurojust.
- Europol a déjà organisé et financé plusieurs réunions opérationnelles.
- Europol a par ailleurs déployé son bureau mobile et fourni des produits d'analyse périodiques.

Ampleur de l'opération

Cette enquête concerne des groupes criminels organisés lituaniens, soupçonnés d'être impliqués dans le vol de véhicules de luxe en Allemagne et dans les pays baltes. En 2009 une vague de vols de véhicules neufs a été observée en Estonie. L'enquête a remonté les liens menant en Lettonie et en Lituanie. Plus tard dans la même année, la première «brigade» a été arrêtée en Estonie. Europol a rejoint l'ECE en 2010, une autre «brigade» a été arrêtée en Estonie peu après. Le mandat de l'ECE a été prolongé et l'enquête se poursuit, ciblant un des groupes criminels organisés les plus actifs en Lituanie.

Résultat de la coopération internationale:

- À l'heure actuelle, trois groupes criminels organisés ont été démantelés.
- Parmi ceux-ci, un groupe criminel organisé lituanien et un groupe criminel organisé letton ont déjà été condamnés.
- Un groupe criminel organisé lituanien a été arrêté en partie, des preuves supplémentaires sont en cours de collecte et de nouvelles arrestations suivront en temps opportun.

3.11 Gangs de motards illicites

La plupart des membres d'associations de motards à travers le monde font partie de la société ordinaire; cependant, un faible pourcentage d'entre eux ne respectent pas la loi et n'acceptent pas les règles de la vie en société. Ils se désignent comme «hors-la-loi» ou membres des «un pour cent». Souvent organisés au sein de gangs de motards, ils portent un signalement pièce spécifique sur leur blouson présentant un signe «1 %» inscrit dans un losange.

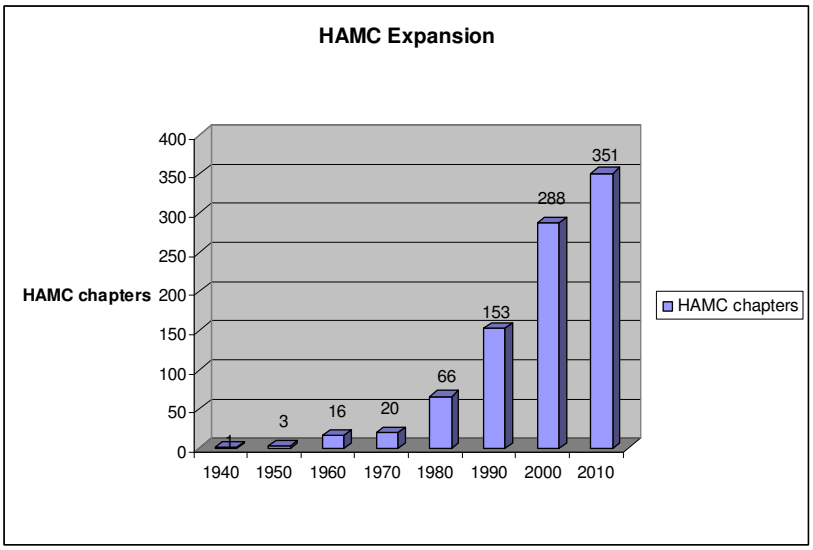
Afin de contrer la menace que représentent ces groupes, le projet spécialisé «Monitor» d'Europol contribue à prévenir et à lutter contre les activités criminelles des gangs de motards tels que les Hells Angels, les Bandidos, les Outlaws et les associations de motards qui les soutiennent. Ce projet adopte une approche pluridisciplinaire et horizontale, se concentrant sur les groupes criminels organisés plutôt que sur le phénomène criminel inhérent aux gangs de motards, par les moyens suivants:

- Identification des structures et des membres de ces gangs de motards.
- Décryptage des nouveaux phénomènes au sein de cette sous-culture et détection de nouvelles tendances au moyen d'une analyse stratégique.
- Lancement, promotion et coordination de nouvelles activités opérationnelles, accompagnées d'une analyse opérationnelle.
- Soutien aux partenaires encadrant les grands événements de la communauté des motards, tels que le «World Run» des Hells Angels en 2011 à Laconia (États-Unis), et d'autres activités opérationnelles menées grâce au bureau mobile d'Europol.
- Organisation de séances de formation portant sur les gangs de motards à travers toute l'Europe.
- Soutien de haut niveau à la gestion des services répressifs, au pouvoir judiciaire et aux autorités gouvernementales.
- Soutien à la plate-forme européenne d'experts en matière de gangs, qui est un environnement unique de partage d'informations stratégiques, de meilleures pratiques et de connaissances entre membres des services répressifs, qui travaillent à la lutte contre les gangs de motards, ou d'autres gangs de rue ou assimilés.

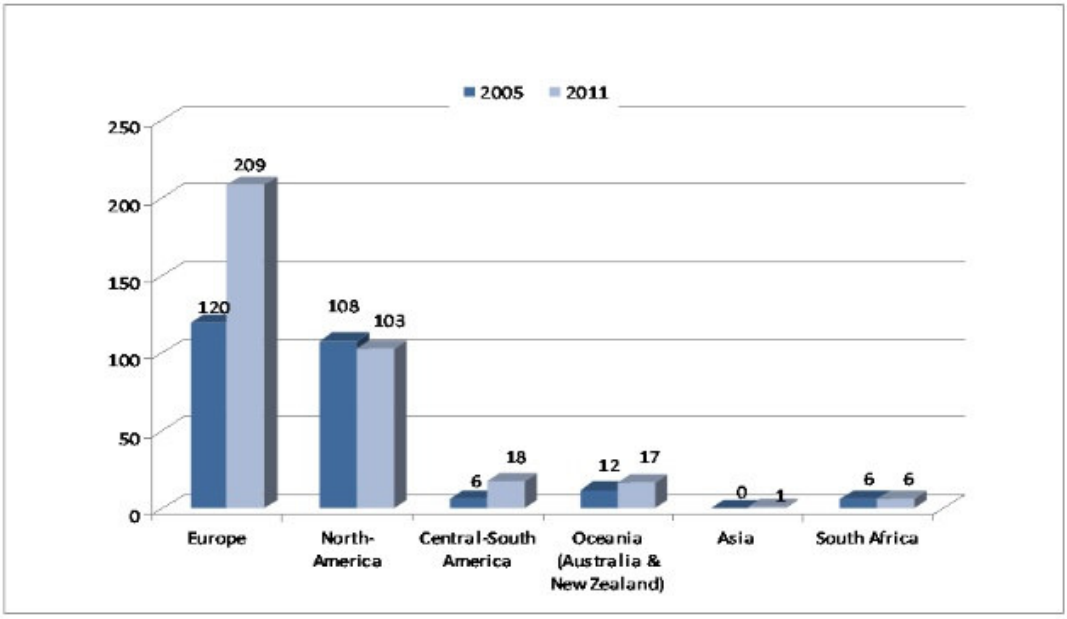
Les rixes extrêmement violentes entre clubs rivaux et entre gangs de rue de deuxième génération ont prouvé qu'elles représentaient un risque pour la sécurité du public, et qu'il importait donc que les services répressifs surveillent ces groupes. Les gangs de motards sont considérés comme une menace à l'échelle nationale, et représentent une priorité nationale en matière de répression dans la plupart des 15 pays participant à ce projet. Afin d'offrir un soutien plus efficace à nos partenaires, des priorités stratégiques et opérationnelles ont été définies, comprenant un examen approfondi de l'expansion des gangs de motards dans de nouvelles régions de l'Europe et leurs activités de recrutement auprès de la communauté de hooligans d'extrême droite.

Croissance des Hells Angels (HAMC)

Expansion mondiale des HAMC (1940-2011)



Expansion du HAMC par région (2005-2011)



3.12 Terrorisme

Plus de dix ans après les attaques du 11 septembre 2001 à New York, le terrorisme représente toujours une grave menace pour les États membres de l'Union. Les groupes extrémistes et terroristes, tels qu'Al-Qaida et d'autres, sont actifs au sein de l'Union européenne et ont un effet sur les vies de ses citoyens. La lutte contre l'extrémisme et le terrorisme reste donc une priorité pour l'UE et Europol.

Europol aide les États membres à mener des enquêtes réussies dans ce domaine, en leur fournissant les produits et services suivants:

- une analyse et des produits analytiques tels que des rapports, des évaluations des menaces et des liens manquants dans le cadre d'enquêtes internationales en cours;
- un échange d'informations et un accès aux bases de données, aux systèmes d'échange et aux autres plates-formes d'experts d'Europol;
- une expertise, grâce au bureau mobile d'Europol qui permet de fournir une assistance sur le terrain;
- l'établissement par Europol du rapport annuel sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'Union européenne (TE-SAT), qui présente des faits et chiffres de base concernant les attaques terroristes et les arrestations de terroristes dans l'UE, y compris les nouvelles tendances.

3.12.1 Moniteur des modes opératoires

Le moniteur des modes opératoires permet de développer un modèle global d'activité qui évalue en continu les événements et/ou enquêtes liés au terrorisme, en se concentrant sur des éléments spécifiques du mode opératoire des terroristes. Une valeur ajoutée est apportée en liant le résultat à d'autres produits de renseignement d'Europol et en visant à fournir une expertise et un renseignement en temps réel aux services des États membres concernés.

3.12.2 Réseau de première intervention

Le réseau de première intervention offre un soutien à tout État membre confronté à un événement terroriste de grande ampleur, en mettant les experts du pays concerné en contact avec une plate-forme internationale d'experts en lutte contre le terrorisme et d'analystes de renseignements, y compris Europol. Au moyen de cette plate-forme, Europol met ses capacités uniques à la disposition de ses partenaires des services répressifs européens, y compris:

- une base de données internationale des extrémistes et des personnes soupçonnées de terrorisme;
- la capacité de surveiller le financement du terrorisme;
- une plate-forme opérationnelle de coordination des principales pistes internationales.

Dans ces cas, cette équipe utilisera le centre opérationnel d'Europol pour garantir un échange d'information efficace entre tous les acteurs concernés. En plus d'offrir un soutien en situation de crise, le réseau de première intervention a également pour fonction d'offrir aux experts de haut niveau en matière de lutte contre le terrorisme des conseils stratégiques adaptés au mode opératoire de l'attaque. Un exemple récent peut être trouvé dans la réponse immédiate au terrible attentat à la voiture piégée et à la fusillade ayant eu lieu en Norvège, en juillet 2011, lorsqu'Europol a accueilli le réseau de première intervention de l'UE[41] afin d'appuyer l'enquête.

[41] Il était, dans ce cas, composé de représentants de l'Allemagne, du Danemark, de la Finlande, de la Grèce, de la Norvège, de la Pologne, du Royaume-Uni et de la Suède.

À la suite d'ateliers de l'équipe de première intervention au siège d'Europol, un rapport a été présenté au conseil des ministres de la justice et des affaires intérieures, présentant en détail trois principales recommandations pour des activités futures. Ces recommandations ont reçu le soutien d'experts de haut niveau réunis en octobre 2011, et joueront un rôle clé dans la création d'un groupe d'action virtuel contre l'extrémisme violent:

- Un groupe d'action virtuel contre l'extrémisme violent devrait être créé, composé d'experts des États membres de l'UE compétents dans ce domaine, chargés d'effectuer des recherches et de présenter un rapport relatif à la mise en œuvre d'une stratégie européenne sur la base d'un projet déjà actif au Royaume-Uni et qui a fait ses preuves (projet Guillemot).
- Le concept d'Europol «Check the Web» devrait être reproduit afin d'offrir un portail de l'UE destiné à l'échange de bonnes pratiques, d'analyses et d'évaluations liées à l'utilisation de l'internet par des individus et des groupes associés aux activités d'extrême droite.
- Europol devrait préparer une évaluation complète, portant sur l'ensemble de l'UE, de la menace que représentent les individus et/ou les groupes associés à l'extrémisme violent et/ou aux activités d'extrême droite.

3.12.3 Réseau européen d'élimination d'engins explosifs (EEODN)

Créé pour permettre aux experts d'échanger des connaissances au sujet de l'élimination des matières explosives, ce réseau contribue à identifier les meilleures pratiques et organise des formations en partenariat avec les États membres de l'Union et les tiers. Il tient également les unités d'élimination d'engins explosifs informées des plus récents développements dans le domaine. Le réseau est ouvert à toutes les unités policières, gouvernementales et militaires qui ont affaire à des explosifs. Deux formations et deux congrès sur la neutralisation des explosifs et munitions (NEM) ont été organisés en 2011, l'un en Hongrie et l'autre en Pologne. Ces activités ont été cofinancées par la Commission européenne.

Afin de mieux mettre en œuvre une des mesures du plan d'action CBRN de l'UE, le protocole de l'EEODN a été modifié afin d'accroître la participation de la communauté CBRN[42]. Par conséquent, l'EEODN devrait à présent conserver la même fonction qu'à l'origine, mais pour la communauté CBRN en plus de la communauté NEM. Ce changement a fait l'objet de discussions et a été approuvé au cours du deuxième congrès de l'EEODN en Pologne.

3.12.4 Système européen de données sur les attentats à la bombe (EBDS)

Le système européen de données sur les attentats à la bombe (EBDS) fournit une plate-forme qui permet de partager des informations et des renseignements opportuns et pertinents sur les incidents impliquant des explosifs et des dispositifs incendiaires et explosifs[43], ainsi que sur les substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN). Le système européen de données sur les attentats à la bombe renferme également des bases de données d'incidents impliquant des explosifs et des CBRN, ainsi que des bibliothèques et des forums d'experts. Opérationnel depuis octobre 2010, ce projet cofinancé par la Commission européenne a été achevé en novembre 2011. Presque tous les États membres de l'UE sont déjà reliés à ce système, qui a connu une augmentation considérable de son nombre d'utilisateurs, des activités et des contributions en 2011.

Incidents dans les magasins IKEA

[42] Chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN).
[43] Engins explosifs improvisés (EEI) et engins incendiaires improvisés (EII).

En septembre 2011, Europol a introduit une demande d'informations au nom des autorités belges et néerlandaises, à la suite d'explosions ayant eu lieu dans des magasins IKEA en Europe. Le responsable des attaques avait placé des engins explosifs improvisés dans des magasins IKEA avant de prendre la fuite. Les engins avaient alors explosé, causant des blessures et des dégâts.

Europol a apporté son soutien dans des affaires caractérisées par les mêmes modes opératoires en Allemagne, en Belgique, en France, aux Pays-Bas et en République tchèque, et des appels ont été lancés au public pour aider à identifier le principal suspect d'après les images de vidéosurveillance et les descriptions des témoins.

Deux réunions opérationnelles ont été organisées au siège d'Europol, avec un nombre croissant d'États membres participants (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Suède et Suisse). Europol a joué un rôle central dans cette affaire, ce qui a donné l'occasion d'approfondir la coopération en matière de lutte contre le terrorisme avec les États membres concernés.

Le système européen de données sur les attentats à la bombe (EBDS) a été utilisé pour l'échange opportun et sécurisé d'informations pertinentes, qui ont mené à l'identification et à l'arrestation des responsables. Lorsque le dernier incident s'est produit, en République tchèque, toutes les informations disponibles concernant les différents engins utilisés étaient disponibles par l'intermédiaire de l'EBDS.

Attaques en Norvège

Outre le soutien offert par l'intermédiaire du réseau de première intervention aux autorités norvégiennes au lendemain des attaques de juillet 2011, Europol a également fourni aux États membres de l'UE des informations à jour et une évaluation initiale concernant à la fois l'attaque à la bombe et le contenu du manifeste publié par le responsable avant ses attaques.

Une fois produites – quelques heures à peine après l'attentat et la fusillade –, ces informations ont immédiatement été mises à disposition des utilisateurs de l'EBDS, démontrant le potentiel et l'intérêt d'un tel système. Ces événements ont fini par conduire les autorités norvégiennes à demander et à obtenir une connexion à l'EBDS.

Au cours des semaines suivant les attaques, Europol était présent lors de la reconstitution des engins utilisés et a visité les différents lieux des attaques.

3.12.5 Piraterie maritime

Depuis que la piraterie est devenue un problème majeur, les coûts supportés par le secteur des transports maritimes ont connu une explosion incontrôlée. Cela s'explique par la hausse des primes d'assurance et des coûts de la sûreté, ainsi que par les coûts opérationnels accrus liés à des itinéraires alternatifs plus longs.

Europol échange des informations concernant la piraterie maritime, en collaboration étroite avec Interpol et avec l'aide de dix États membres de l'UE et d'Eurojust. La participation d'Europol se concentre sur l'identification des principaux auteurs, moyens logistiques et flux financiers liés à cette activité criminelle. Les renseignements laissent entendre que la piraterie pourrait être liée à d'autres formes de criminalité organisée, telles que la traite des êtres humains et la contrebande d'armes ou de stupéfiants.

Une résolution[44] adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies a invité ses 192 pays membres à coopérer avec Europol et Interpol pour combattre les réseaux criminels impliqués dans la piraterie maritime au large des côtes somaliennes. Il s'agissait d'un pas en avant important puisque les autorités répressives internationales constituent un

[44] Résolution 1950 (2010) des Nations unies.

lien essentiel entre les arrestations effectuées dans le cadre d'interventions militaires et les enquêtes et poursuites à l'encontre des pirates et des réseaux criminels associés.

Europol soutient l'opération Atalanta (EU-NAVFOR)[45], qui vise à développer un système de suivi de toutes les informations pertinentes relatives à tous les cas de piraterie maritime. Europol maintient le contact dans ce dossier avec Interpol, le NCIS[46] et les États membres concernés.

En 2011, Europol a accueilli les équipes communes d'enquête sur le terrorisme de deux États membres.

3.12.6 «Check the Web»

Le portail «Check the Web» d'Europol permet aux autorités compétentes des États membres de l'UE de partager, sur une base volontaire, des informations relatives aux activités terroristes islamistes sur l'internet, par l'intermédiaire du réseau Europol sécurisé et des unités nationales d'Europol. Son objectif est de mettre en place des synergies entre les États membres pour l'analyse des activités terroristes islamistes en ligne. En 2011, le portail «Check the Web» a:

- offert un soutien opérationnel à six États membres de l'UE;
- facilité les enquêtes portant sur *Inspire*, un magazine anglophone en ligne suspecté d'être publié par Al-Qaïda dans la péninsule arabique;
- vu l'Australie et la Suisse rejoindre le projet ainsi que les fichiers de travail aux fins d'analyse associés.

Au total, il y a aujourd'hui 44 points de contact dans 24 différents pays connectés à «Check the Web», et 10 États membres de l'UE sont des contributeurs actifs. Depuis mars 2011, une augmentation de 21 % du volume de données introduites dans «Check the Web» a été observée, dont 75 % proviennent d'États membres de l'UE.

Groupe de travail de la police sur le terrorisme (GTPT)

En 2011, Europol et la police nationale néerlandaise ont accueilli de manière conjointe le groupe de travail de la police sur le terrorisme (GTPT). Pour la première fois dans l'histoire du GTPT, le groupe a demandé à Europol de donner une présentation de la situation fondée sur les contributions des services participants; les réactions initiales ont été positives.

Opération Munda de la police du Grand Manchester (Royaume-Uni)

La police du Grand Manchester a remercié Europol en 2011, et lui a décerné un prix.

Elle a salué l'action d'Europol qui a permis qu' une affaire soit portée devant les tribunaux, mène à quatre condamnations à la réclusion à perpétuité du recruteur djihadiste Munir Farooqi. Cet ancien guerrier taliban âgé de 54 ans recrutait des candidats à la lutte contre les soldats britanniques en Afghanistan, depuis son échoppe dans une rue commerçante de Manchester. Une enquête secrète menée par la police du Grand Manchester a rassemblé environ 600 heures de conversations au cours desquelles le recruteur taliban mentionnait des attaques contre les troupes britanniques, la libération de prisonniers, et les noms de camps d'entraînement. Il était cependant difficile d'évaluer l'authenticité de ces informations, et c'est pourquoi la police britannique s'est tournée vers Europol pour obtenir de l'aide.

[45] Force navale de l'Union européenne: www.eunavfor.
[46] Service d'enquêtes criminelles en matière maritime des États-Unis (Naval Criminal Investigative Service).

L'approche d'Europol comprenait la vérification des informations reçues à l'aide des outils analytiques disponibles afin de comparer les détails opérationnels inclus dans la base de données des événements terroristes. L'analyse effectuée a permis de confirmer plusieurs faits capitaux, y compris les lieux et dates des événements mentionnés par Munir Farooqi. Un résumé des conclusions d'Europol a été utilisé pour aider la cour à évaluer les résultats du travail sous couvert de la police du Grand Manchester.

Extrémistes violents défendant les droits des animaux

Un grand congrès a été organisé par Europol et Eurojust, réunissant 58 experts des services répressifs et des autorités judiciaires ainsi que les représentants de 35 organisations du secteur privé afin de discuter des problèmes sous-jacents à cette tendance.

L'intensification de la violence des extrémistes demeure un sujet de préoccupation pour tous les participants au congrès, on citera par exemple l'utilisation accrue d'engins explosifs improvisés (EEI) et d'engins incendiaires improvisés (EII). Le congrès a débouché sur la rédaction de recommandations, après avoir clairement noté le besoin d'un échange d'informations plus large afin de fournir aux autorités des États membres un tableau clair des activités criminelles en cours.

Développements futurs

- Groupe d'action virtuel sur l'extrémisme violent.
- Portail pour l'extrémisme violent.
- Création des plates-formes en ligne suivantes pour les experts (en cours):
    - Réseau de première intervention;
    - CBRNE, pour les menaces associées aux substances chimiques, biologiques, radioactives et nucléaires ainsi qu'aux explosifs améliorés (artisanaux).
- Soutien aux grands événements sportifs tels que les Jeux olympiques de Londres en 2012 et le championnat d'Europe de football 2012 en Pologne et en Ukraine.
- Renforcement de la coopération avec le SITCEN en produisant une évaluation restreinte orientée vers l'avenir. Comme indiqué dans les conclusions sur l'amélioration des liens entre les aspects internes et externes de la lutte antiterroriste[47], «[le Conseil de l'UE encourage] *le SITCEN et Europol [à] œuvrer ensemble et de façon complémentaire pour réaliser une analyse détaillée de la menace terroriste qui pèse sur l'UE, en tenant compte des travaux qu'ils ont déjà entrepris en la matière et du fait que disposer d'une telle vue d'ensemble constitue une étape importante pour combattre le terrorisme et assurer l'efficacité de l'élaboration des politiques*».

3.12.7 Programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP)

À la suite de l'accord entre l'UE et les États-Unis concernant le programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP), qui est entré en vigueur le 1er août 2010, Europol s'est vu attribuer plusieurs tâches. Afin de mener à bien ces nouvelles responsabilités, Europol a créé une unité TFTP spécifique au sein du département opérationnel d'Europol.

Les spécialistes d'Europol remplissent trois rôles distincts:

1. La vérification des demandes des États-Unis visant à obtenir des données des fournisseurs désignés de messages financiers (article 4 de l'accord TFTP).

[47] 11075/11, Bruxelles, 6 juin 2011 (adoptée par le conseil JAI le 9 juin 2011).

2. Être le destinataire d'informations fournies spontanément par le département du Trésor des États-Unis (article 7 de l'accord TFTP).
3. En tant que demandeur de recherches TFTP, Europol veille à une étroite collaboration avec les États membres à une réponse intégrée entre Europol, les États membres et Eurojust (article 8 de l'accord TFTP).

Europol a créé un guichet unique pour permettre aux États membres de l'UE ainsi qu'à Eurojust d'introduire des demandes de recherche TFTP par l'intermédiaire d'Europol.

Les pistes reçues par Europol seront recoupées avec les bases de données d'Europol, en suivant scrupuleusement les exigences en matière de diffusion. Ensuite, avec l'accord du propriétaire des données, les informations seront transmises au département du Trésor des États-Unis, où les contrôles TFTP seront effectués. L'objectif de cette collaboration entre les États-Unis et l'UE est d'identifier, de dépister et de poursuivre les terroristes et le financement du terrorisme. Dans ce contexte:

- Europol a traité de nombreuses demandes relevant de l'article 8 pour des recherches TFTP effectuées par les États-Unis en 2011. Ces demandes émanaient de plusieurs États membres, ainsi que d'Europol même.
- Les autorités des États membres ont reçu des informations TFTP apportant des renseignements précieux appuyant des enquêtes en cours en matière de terrorisme.
- En juillet 2011, Europol a introduit plusieurs demandes TFTP relevant de l'article 8 en vue d'aider la Norvège, ainsi que plusieurs États membres de l'UE touchés. Ces demandes ont été introduites en réponse à l'attentat à la bombe à Oslo et à la fusillade qui a suivi. Ces demandes relevant de l'article 8 ont apporté une aide immédiate aux autorités norvégiennes, tout en fournissant des informations aux États membres de l'UE touchés.
- L'unité TFTP d'Europol était pleinement engagée dans l'équipe du réseau de première intervention, offrant un flux continu d'informations.
- Les informations fournies par le TFTP américain ont apporté un soutien opérationnel rapide «en temps réel» à de nombreux pays membres et non membres de l'UE.
- Europol a par ailleurs transmis à des États membres de l'UE des informations offertes spontanément par les États-Unis. Ces informations, et les réponses aux demandes relevant de l'article 8 et portant sur le TFTP américain, se sont avérées importantes pour aider les enquêtes opérationnelles des États membres et ont débouché sur de nouvelles pistes pour les États membres de l'UE et les pays tiers.

4. Champ d'action d'Europol

4.1 Services répressifs des États membres de l'UE

Europol est relié en direct, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, avec les unités nationales Europol basées dans les 27 États membres de l'UE. Cet échange permanent de communications et de données criminelles est rendu possible par les bureaux de liaison situés au siège d'Europol. Il s'agit d'un moyen essentiel et efficace de maintenir le contact et de soutenir environ 2 millions d'agents des services répressifs de l'Union et, surtout, tous les enquêteurs dont les opérations pourraient bénéficier du soutien d'Europol.

Europol organise régulièrement des événements de sensibilisation pour les policiers de l'UE afin de renforcer leur connaissance des services d'Europol qui pourraient aider leurs enquêtes transfrontalières. En 2011, sept de ces séminaires ont été suivis par plus de 750 membres des services répressifs. Ces «tournées» d'Europol ont renforcé la coopération et amélioré la qualité et la quantité des renseignements sur les activités criminelles échangés.

Officiers de soutien régional

En 2011, un nouveau concept de soutien régional a été lancé, avec la désignation de trois officiers de soutien régional qui renforceront le dialogue entre les autorités compétentes des États membres et maintiendront une vue d'ensemble de la criminalité organisée dans la région dont ils sont responsables, à savoir: l'Europe occidentale, l'Europe du nord-est, et l'Europe du sud-est.

Les premiers résultats concrets, tels que le recensement de nouvelles menaces émergentes dans ces régions, la fourniture d'un soutien quotidien aux partenaires clés et l'intégration constante de tiers dans l'environnement d'Europol, sont la preuve du rôle important que jouent les officiers de soutien régional.

4.2 Coopération extérieure d'Europol

Europol permet une coopération essentielle entre les autorités répressives européennes et tierces, et entre les autres agences et institutions européennes partenaires. Europol coopère actuellement avec 18 pays tiers[48], 9 agences et organes européens[49] et 3 autres organisations internationales[50], y compris Interpol, qui figure dans de nombreux aspects du travail opérationnel d'Europol.

L'échange d'informations avec ces partenaires s'effectue sur la base d'accords de coopération. Deux types d'accords déterminent la nature de la coopération. Les accords stratégiques permettent aux deux parties impliquées d'échanger toutes les informations, à l'exception des données à caractère personnel, tandis que les accords opérationnels autorisent également l'échange de données à caractère personnel. En 2011, deux nouveaux accords opérationnels ont été signés, avec Monaco et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Comme les années précédentes, Europol a poursuivi sa collaboration étroite avec d'autres agences et organisations européennes actives dans les domaines de la liberté, de la sécurité

[48] Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Australie, Bosnie-Herzégovine, Canada, Colombie, Croatie, États-Unis d'Amérique, Islande, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, République de Serbie, Russie, Suisse, Turquie, Ukraine.

[49] Banque centrale européenne, Centre de situation commun de l'UE, Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), Collège européen de police (CEPOL), Commission européenne, Eurojust, Frontex, Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), Office européen de lutte antifraude (OLAF).

[50] Interpol, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Organisation mondiale des douanes (OMD).

et de la justice. En 2011, Europol a coopéré sur une base bilatérale à de nombreuses initiatives.

Collège européen de police (CEPOL)

- Les possibilités de formation en ligne ont été discutées et développées en étroite coopération. Europol fait l'objet de l'une des premières formations en ligne du CEPOL, et a apporté des contributions significatives sur la forme comme sur le fond. D'autres formations en ligne sur la cybercriminalité et Schengen sont en cours de développement.
- Coopération continue sur un projet de normalisation de la gestion des connaissances.
- Europol et le CEPOL ont collaboré au développement d'une future formation sur le nouveau cycle d'élaboration des politiques de l'UE pour la grande criminalité organisée internationale.
- Europol a coordonné un certain nombre d'activités extérieures de formation, développées à l'aide des différentes applications e-Net d'Europol et du CEPOL, telles que les bases de connaissances de la police et les systèmes de gestion de l'apprentissage.
- Dans le cadre du programme d'échange européen, Europol et le CEPOL ont développé de manière commune une semaine d'étude au siège d'Europol pour le personnel des services répressifs des États membres. En raison d'une importante demande, trois formations ont été organisées en 2011 et deux autres semaines d'étude sont programmées en 2012.

Eurojust

- Europol a participé aux deux tiers des réunions de coordination organisées au siège d'Eurojust. Un grand nombre de ces réunions portaient sur la création d'équipes communes d'enquête (ECE).
- Europol est en contact régulier avec le secrétariat des ECE auprès d'Eurojust, et continue d'organiser de manière conjointe des réunions annuelles d'experts nationaux des ECE.
- Une coopération fructueuse a lieu en matière de formations liées aux ECE.
- Europol soutient actuellement 17 ECE avec Eurojust, sur la base d'accords écrits.
- Un groupe d'action commun est en place afin de surveiller et d'améliorer la coopération entre les deux agences.
- Un programme d'échange de personnel a été mis en place, et sera approfondi en 2012 (des échanges seront effectués chaque mois).

Frontex

Europol a soutenu de nombreuses opérations coordonnées par Frontex. Le nouveau cadre juridique de Frontex est entré en vigueur le 12 décembre 2011, et il donne à l'agence des droits limités de traitement des données à caractère personnel. Il est dont prévu que le nombre d'opérations communes augmentera encore plus à l'avenir. Un groupe d'experts a été mis en place pour développer les processus et les procédures d'entreprise pour l'échange de données à caractère personnel à l'avenir.

Office européen de lutte antifraude (OLAF)

La mise en place d'une ligne sécurisée et de dispositions opérationnelles encadrant la coopération entre l'OLAF et Europol est en cours de discussion. Europol a apporté un soutien et une contribution aux opérations lancées par l'OLAF et à la conférence internationale sur la protection de l'euro, organisée de manière commune par Europol, l'OLAF et la Banque centrale européenne (BCE) en novembre 2011.

Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT)

L'OEDT collabore avec Europol dans plusieurs domaines différents, notamment dans le cadre de la présidence polonaise du pacte du Conseil de l'UE sur les drogues de synthèse. Europol et l'OEDT ont collaboré sur des publications communes[51], dont la troisième, relative aux amphétamines, sera publiée en 2012.

Interpol

Interpol et Europol ont élargi leur collaboration contre la criminalité organisée transfrontalière en mettant en place une ligne de communication sécurisée entre les organisations, tout en favorisant un plan d'action opérationnel collaboratif dans des domaines clés de la sécurité. Selon un protocole d'accord signé par les deux agences, cette ligne de communication relie leurs réseaux sécurisés respectifs. Elle facilitera et simplifiera l'échange d'informations opérationnelles et stratégiques en matière de criminalité, y compris en utilisant leurs officiers de liaison respectifs basés au siège d'Interpol à Lyon et à celui d'Europol à La Haye afin d'améliorer le flux de renseignements entre les deux agences.

4.3 Conférence des chefs de police européens

Europol a organisé la première conférence des chefs de police européens à notre siège à La Haye, du 30 juin au 1er juillet 2011.

Cet événement a rassemblé près de 300 chefs de police, hauts responsables des services de police et experts du milieu universitaire afin de discuter de la prévention et de la lutte contre la grande criminalité organisée et le terrorisme qui touchent l'Europe.

Les délégués présents à la convention ont pris part à des discussions de haut niveau ainsi qu'à des groupes de travail afin d'examiner la manière dont la criminalité organisée évolue vers une flexibilité et un dynamisme accrus. Des domaines communs de préoccupation ont alors été recensés, des conclusions et des lignes directrices pour les futures politiques ont été adoptées puis présentées aux ministres des affaires intérieures de l'UE.

Lors de la journée de clôture de la conférence, le directeur d'Europol, Rob Wainwright, a prononcé un discours devant un public où se trouvaient Cecilia Malmström, commissaire européenne aux affaires intérieures, et Ronald Noble, secrétaire général d'Interpol. Il a évoqué le besoin urgent d'améliorer la compréhension stratégique des défis que représentent la criminalité organisée et le terrorisme, ainsi que de développer des réponses innovantes et plus efficaces à ces phénomènes. Un rapport complet présentant les résultats et les conclusions de cette conférence a été publié par la suite[52].

La deuxième convention des chefs de police européens se tiendra en mai 2012.

[51] Téléchargeables sur le site web d'Europol.
[52] Téléchargeable sur le site web d'Europol.

5. Avancées

5.1 Stratégie et objectifs

La stratégie et les objectifs d'Europol, tels que présentés dans le compte rendu d'Europol 2010, constituent toujours le cadre de référence de ses affaires quotidiennes, afin d'épauler au mieux la coopération européenne en matière de répression.

Suivant sa stratégie ambitieuse, Europol relèvera les principaux défis à venir tout en exploitant toutes les possibilités de réaliser des progrès supplémentaires et d'apporter des avantages tangibles. La stratégie guide Europol sur une trajectoire établie afin de mettre en œuvre ses principaux objectifs en offrant un ensemble unique de services opérationnels à l'Union européenne dans trois grands domaines:

Fonctionner en tant que principal centre européen d'assistance pour les opérations répressives

Intensifier les efforts visant à maximiser la valeur opérationnelle des informations détenues par Europol et à rationaliser la fourniture d'analyses et d'autres services opérationnels. Europol joue progressivement un rôle moteur dans l'établissement d'une coopération plus efficace entre les agences et les partenaires en matière de répression, y compris Eurojust et Interpol.

- **Devenir le centre d'information criminelle de l'Union européenne**

  Afin d'identifier des lacunes communes dans le domaine de l'information et de définir des priorités dans le cadre des enquêtes, la coordination entre les États membres est essentielle et sera renforcée. Les capacités uniques d'Europol lui donnent la possibilité de se développer en tant que principal fournisseur d'informations de l'Union européenne, afin de traiter ces questions et de construire une plate-forme d'information capable d'assurer une réponse opérationnelle plus efficace aux graves menaces qui pèsent sur la sécurité. Le développement de l'application de réseau d'échange sécurisé d'informations d'Europol (SIENA) rapprochera Europol de la «première ligne» en matière de répression.

- **Se développer davantage en tant que pôle européen d'expertise en matière de répression de la criminalité**

  Europol explore de nouvelles techniques fondées sur l'innovation et les bonnes pratiques, ainsi que la promotion du partage de connaissances et la prestation d'une formation de qualité dans des domaines spécialisés tels que la contrefaçon de l'euro, le terrorisme et le démantèlement de laboratoires de stupéfiants.

  Europol comblera toute lacune dans les connaissances et l'expertise en développant et en diffusant les bonnes pratiques et en aidant les États membres par le biais d'une assistance, de conseils et de recherches dans les domaines de la formation, du soutien technique, de la prévention des crimes, des méthodes et analyses techniques et médicolégales et des procédures d'enquête.

5.2 Perspectives

Europol a obtenu une position renforcée sur la scène européenne au cours de ces dernières années, notamment grâce à son nouveau statut légal [décision du Conseil (Europol)], au traité de Lisbonne, ainsi qu'à la nouvelle stratégie et aux capacités améliorées de l'office proprement dit. Ces développements font d'Europol un partenaire de coopération unique pour les services répressifs de l'Union européenne et un contributeur important au processus de prise de décision de l'UE.

En 2011, le conseil d'administration d'Europol a donné son accord pour une évaluation unique de la mise en œuvre de la décision du Conseil relative à Europol ainsi que des activités d'Europol. Cette évaluation est actuellement menée conformément à l'article 37, paragraphe 11, de la décision du Conseil relative à Europol[53], et afin d'appuyer la production de l'évaluation des incidences par la Commission européenne avant la rédaction de la proposition d'un futur projet de règlement relatif à Europol. Le conseil d'administration a désigné un comité de pilotage, composé du président du conseil d'administration et des membres du conseil d'administration représentant l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Hongrie, le Portugal et la Commission européenne. Le directeur d'Europol participe également au travail de ce comité en tant qu'observateur.

À la suite d'une procédure de passation de marchés, l'organisme d'évaluation, RAND Europe, a été sélectionné par le conseil d'administration et un contrat a été signé en août 2011. Des entretiens sont menés avec des fonctionnaires d'Europol et les parties prenantes concernées. RAND Europe a présenté un premier rapport intermédiaire en novembre 2011, et présentera son rapport final en juin 2012. Le conseil d'administration discutera des résultats de l'évaluation, puis présentera des recommandations à la Commission européenne.

En tant qu'agence répressive européenne de premier ordre, Europol a pour ambition de rechercher plus avant des moyens de rationaliser la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme. De tels nouveaux moyens ont déjà été identifiés et impliquent qu'il est nécessaire:

- de permettre des enquêtes plus efficaces en matière de cybercriminalité, avec le soutien de ressources et d'une expertise centralisées européennes;
- d'examiner une coopération renforcée avec le secteur privé pour pouvoir mieux utiliser son expertise dans des domaines tels que la cybercriminalité, le blanchiment d'argent et la criminalité liée à la propriété intellectuelle.

Vers la fin de l'année 2011, une réunion entre Europol et le ministère américain de la sécurité intérieure (Department of Homeland Security – DHS) a mené à la création d'un projet commun relatif à la lutte contre les formes violentes d'extrémisme. En coopération avec les États membres, Europol et le DHS partageront des informations sur des études de cas, se concentrant sur des comportements suspects et d'autres indicateurs, et développeront leurs meilleures pratiques visant à lutter contre la radicalisation terroriste.

Sans préjudice de ces nouvelles possibilités politiques, l'objectif premier d'Europol reste de soutenir la communauté répressive européenne, dans le but de combattre et de démanteler les grands groupes criminels organisés et terroristes. La communauté répressive toute entière doit faire preuve d'innovation dans ses politiques, ses instruments et ses tactiques afin de suivre le rythme des développements mondiaux et de garder une longueur d'avance sur les criminels.

Étant donné la sophistication toujours croissante des activités criminelles, tout effort local ou même national visant à s'attaquer seul à la criminalité organisée et au terrorisme international n'aura qu'un succès limité. Europol peut donc jouer, avec les États membres de l'UE et ses organisations partenaires, un rôle de plus en plus important dans la sauvegarde de la sécurité intérieure de l'UE.

Un renforcement d'Europol garantira des enquêtes plus efficaces et une meilleure protection des citoyens de l'UE contre les menaces que représentent la grande criminalité internationale et le terrorisme.

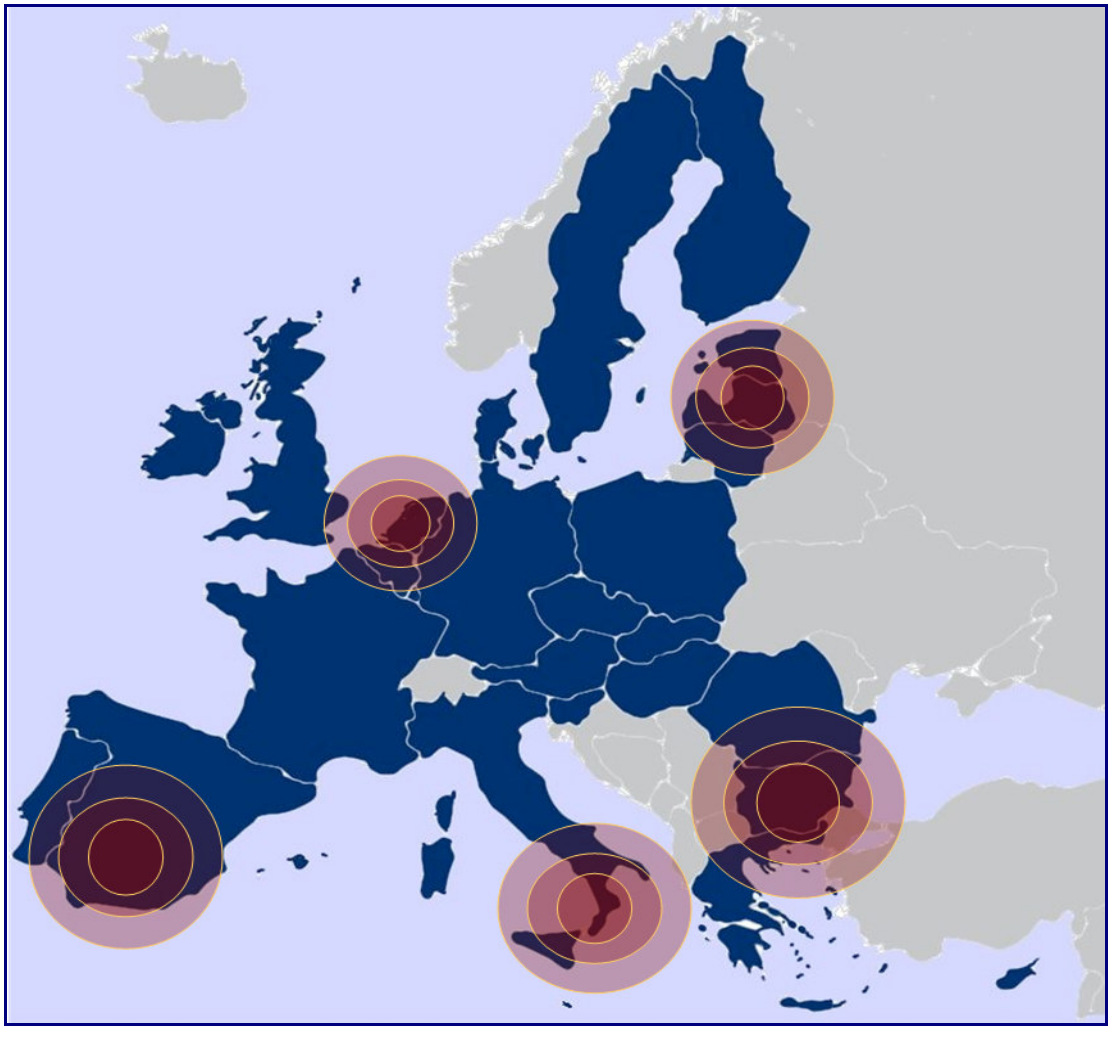
[53] Décision du Conseil, article 37, paragraphe 11: Dans un délai de quatre ans à compter de la date d'application de la présente décision, puis tous les quatre ans après cette date, le conseil d'administration commande une évaluation externe indépendante de la mise en œuvre de la présente décision ainsi que des activités exercées par Europol. Le conseil d'administration délivre un mandat spécifique à cet effet. Ce rapport d'évaluation est communiqué au Parlement européen, au Conseil et à la Commission.

Annexe 1

Plaques tournantes criminelles de l'UE[54]

Les plaques tournantes criminelles sont des concentrations logistiques criminelles accueillant des flux illicites de nombreuses sources, et dont l'influence s'étend à travers toute l'UE. Ces concentrations facilitent non seulement le trafic de biens illicites, mais également la création de nouveaux marchés criminels, offrant de nouvelles possibilités aux groupes criminels. Les plaques tournantes suivantes ont été recensées, sur la base de leur proximité avec d'importants marchés cibles, de l'infrastructure commerciale et de transports, de la prévalence de groupes criminels, et des possibilités de migration criminelle:

- **Nord-ouest** – centre de gravité: Pays-Bas et Belgique
- **Nord-est** – centre de gravité: Lituanie, Estonie, Lettonie et l'enclave de Kaliningrad (Fédération de Russie)
- **Sud-est** – centre de gravité: Bulgarie, Roumanie et Grèce
- **Sud** – centre de gravité: Italie méridionale
- **Sud-ouest** – centre de gravité: Espagne et Portugal



[54] NB: les centres de gravité représentés par des cercles sur la carte sont approximatifs, et ne désignent pas des villes ou des régions caractérisées par une activité criminelle intense.